

*SOUS LA DIRECTION DE
MAGOMED BELTOUEV*

Revue trimestrielle - Septembre 2023

N°22 - 9.80 €

LE CAUCASE : ENTRAVES ET OPPORTUNITÉS D'UN AXE GÉOPOLITIQUE

DAVID CUMIN

Le Caucase en Eurasie : tour d'horizon
géopolitique contemporain

**Magomed
BELTOUEV**

**Nathan
LE MASSON**

RÉGIS GENTÉ

Broken Dream: The oligarch, Russia and Georgia's
drift from Europe

• **Teofanu CESARI**

• **Maëlys
LE PERSON**

• **Audrey CREVOLIN**

• **Emma LEDUC**

JEAN-PAUL LARÇON

Quinze ans après la guerre en Géorgie, les
dilemmes de l'Union européenne dans le Sud-
Caucase

**Nikoloz
GABRIELASHVILI**

**Zelikha
TSORMAIEVA**

AVERTISSEMENT

Le Caucase : entraves et opportunités d'un axe géopolitique

Les propos exprimés par chaque contributeur n'engagent ni l'Institut d'études de géopolitique appliquée, ni les rédacteurs entre eux, ni le comité de relecture.

Aucune personne physique ou morale citée dans le texte d'un contributeur n'a pour objectif d'identifier l'Institut d'études de géopolitique appliquée ou les autres contributeurs.

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, décembre 2023.

Toute reproduction et distribution, sauf mention écrite contraire de la part de l'Iega, est strictement interdite.

Comment citer cette publication :

Magomed BELTOUEV (dir.), *Le Caucase : entraves et opportunités d'un axe géopolitique*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Revue diplomatique, n°22, Paris, décembre 2023.

ISSN : 2739-2341

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : contact@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



AVANT-PROPOS

Le Caucase : entraves et opportunités d'un axe géopolitique

Si l'extrême richesse ethnique, linguistique, religieuse et culturelle du Caucase est une constante, sa place dans les équilibres mondiaux et son importance géopolitique connaissent des fluctuations. Frontière entre l'Asie et l'Europe, intersection des aires civilisationnelles russe, turque, iranienne et donc des empires correspondants (aujourd'hui États-nations aux prétentions impériales), le Caucase a toujours su préserver farouchement ses identités ; leurs qualités spécifiques, leurs traits unifiants. Le Caucase est une civilisation à part entière.

Une civilisation dont la réalité politique la plus structurante est d'avoir été deux siècles durant sous domination russe et de l'être encore partiellement aujourd'hui, sans compter l'influence écrasante que la Russie exerce sur les territoires de son « étranger proche » qu'elle ne contrôle pas directement. Aussi précaire et chèrement acquise qu'elle ait été, contre les puissances rivales et plus encore contre les autochtones, l'emprise russe a modelé la région en priorisant sa propre volonté de se pérenniser. Certains effets d'inertie délétère du passé impérial et soviétique continuent de peser, à divers degrés, à la fois sur les républiques autonomes russes du Nord et les républiques indépendantes du Sud : différends territoriaux, querelles interethniques, corruption endémique.

La chute de l'URSS a brisé les digues qui maintenaient le magma caucasien en place et la « montagne des langues » est redevenue le lit d'un « Grand Jeu » géopolitique entre les puissances. La Russie, qui lutte continuellement depuis les années 1990 pour préserver son influence sur des peuples et nations qui cherchent pour beaucoup à s'en extraire, parfois par la guerre, se voit progressivement fragilisée dans son rôle de puissance tutélaire, à la fois par la Turquie et l'Iran voisins, mais également par la Chine et l'Europe.

La situation militaire de la Russie en Ukraine a manifestement contraint le pays à réduire son implication au Caucase du Sud, ce qui a permis notamment à l'Azerbaïdjan (soutenu par la Turquie) de pousser son avantage et faire éclater un *statu quo* très relatif, contrôlé en principe par la Russie. Pendant ce temps, l'influence oligarchique russe est mise en cause en Géorgie et le terrain ukrainien favorise la résurgence de contestations au sein même du Caucase russe. C'est dans ce contexte de bouleversements et d'effervescence que nous nous proposons d'offrir un éclaircissement sur cette région complexe.

Magomed BELTOUEV

Responsable du département Eurasie de l'Institut d'études de géopolitique appliquée

SOMMAIRE

Le Caucase : entraves et opportunités d'un axe géopolitique

David CUMIN – Le Caucase en Eurasie : tour d'horizon géopolitique contemporain **P. 1**

Jean-Paul Michel LARÇON – Quinze ans après la guerre en Géorgie, les dilemmes de l'Union européenne dans le Sud-Caucase **P. 7**

Régis GENTÉ – Broken Dream: The Oligarch, Russia, and Georgia's drift from Europe **P. 10**

Nikoloz GABRIELASHVILI – From Georgievsk to Tskhinvali: The past and the present of russo-georgian relations **P. 21**

Maëlys LE PERSON – Les influences étrangères dans le conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, le « grand jeu » dans le Caucase du Sud **P. 32**

Emma LEDUC – Le conflit du Haut-Karabakh et la question d'une nouvelle configuration géopolitique dans la région **P. 36**

Les répercussions du dernier conflit au Haut-Karabakh (carte) **P. 41**

Audrey CRÉVOLIN – La stratégie de la Turquie et de l'Iran dans le Caucase du Sud – **P. 42**

Teofanu CESARI – Le Caucase à travers les relations russo-turques complexes **P. 45**

Nathan LE MASSON – Le *soft power* : outil de réaffirmation de la puissance régionale turque sur l'échiquier caucasien par la langue et la religion **P. 49**

Zelikha TSORMAIEVA – La formation de l'armée tchéchène en Ukraine : unir les forces pour l'indépendance de la Tchétchénie **P. 53**

Magomed BELTOUEV – L'« Islam résistant » du Nord-Caucase : le cas tchéchène **P. 56**

Le Caucase du Nord : la souveraineté russe remise en question (carte) **P. 60**

LE CAUCASE EN EURASIE : TOUR D'HORIZON GÉOPOLITIQUE CONTEMPORAIN

David CUMIN

Maître de conférences (HDR) en science politique et droit international à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Page | 1

L'Eurasie correspond à l'ex-URSS¹ ou, auparavant, à l'Empire russe. Elle est aussi une idée géopolitique qui exprime la politique étrangère russe depuis Poutine, à savoir l'unité panrusse de l'Eurasie comme conséquence de l'identité eurasiennne de la Russie. On peut subdiviser l'Eurasie postsoviétique en (quinze) États² ou bien en grandes régions : sur le pourtour, les pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, le Caucase, l'Asie centrale ; au milieu, la Russie. À son tour, celle-ci peut être subdivisée en (85) entités fédérées³ ou bien en grandes régions : Moscovie, Idel-Oural, Nord Caucase, Sibérie, Grand Nord, Extrême-Orient, Sakhaline. On remarque que le Caucase est cité deux fois parce qu'il est double : russe, Caucase Nord ou Ciscaucasie ; non russe, Caucase Sud ou Transcaucasie. Vu de Moscou, le Sud (quinze millions d'habitants) est un « étranger proche » ; le Nord (cinq millions d'habitants), une « marche turbulente ». Le Sud est partagé entre trois États indépendants⁴ ayant abandonné l'alphabet cyrillique après 1991 pour retrouver leurs alphabets anciens : Géorgie (fin 1991, 70% Géorgiens, 8% Arméniens, 6% Azéris, 3% Ossètes, 2% Abkhazes, 7,5% Russes), incluant trois entités, Abkhazie, Ossétie du Sud, Adjarie ; Arménie (93% Arméniens, 3% Azéris, 2% Russes, 1% Kurdes), plus l'exclave du Haut-Karabagh en Azerbaïdjan (derrière le couloir de Latchine) ; Azerbaïdjan (90% Azéris, 2% Arméniens, 4% Russes, 1% Kurdes, 1% Turkmènes), plus l'exclave du Nakhitchevan, entre l'Arménie (derrière le couloir de Zanguezour) et l'Iran. Le Nord est partagé entre huit républiques de la Fédération de

Russie⁵ ayant conservé l'alphabet cyrillique : Adyghée, Karatchaïvo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ingouchie, Tchétchénie, Daghestan, Ossétie du Nord, Kalmoukie. Entités fédérées, elles ont leurs Constitutions, gouvernements, parlements, tribunaux, emblèmes, langue(s) officielle(s), outre le russe, langue fédérale.

La diversité géo-ethnique, la symbiose eurasiennne et la conflictualité locale

Le Caucase a été un lieu de refuge. Les vallées abritent autant de petits peuples, soumis à la poussée russe, dont le peuplement s'étend sur toute la Ciscaucasie et déborde même en Transcaucasie. Au sud-ouest du massif, se trouvent les Géorgiens, plus les Abkhazes, les Ossètes⁶ et les Adjars ; au sud-est, les Azéris, également présents en Géorgie et au Daghestan, plus encore en Iran ; à l'extrême sud, au centre, les Arméniens, autrefois nombreux entre l'Empire ottoman et l'Empire perse, puis réduits à Erevan, au Zanguezour et au Haut-Karabagh, entre Turquie et Azerbaïdjan. À l'extrême nord, entre la steppe et la Volga, il y a les Kalmouks⁷ et les Nogaïs, eux aussi présents au Daghestan. Adossés aux contreforts septentrionaux du Caucase et orientés vers la mer Noire, habitent les Adyghéens, les Meshkets et les Tcherkesses (ou Circassiens). On trouve ensuite, en longeant vers l'est les pentes du Caucase, les Karatchaïs, les Balkars, les Kabardes et les Ossètes, qui débordent sur le versant méridional de la chaîne. Puis viennent les Ingouches et les Tchétchènes. On arrive alors au

1 Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

2 Les anciennes RSS ou républiques fédérées de l'Union.

3 En comptant la Crimée.

4 Ex-RSS de l'ex-URSS.

5 Ex-RSSA (républiques socialistes soviétiques autonomes) ou ex-RA (régions autonomes) de l'ex-

RSFSR (République socialiste fédérative soviétique de Russie).

6 Groupe ethnique persan mais majoritairement de religion orthodoxe.

7 Groupe ethnique mongol majoritairement de religion bouddhiste.

Daghestan, qui borde la mer Caspienne, et dont la composition ethnique est réputée l'une des plus complexes du monde, puisqu'on y trouve Nogaïs (56000), Avars (600000), Lesguiens (380000), Darguiens (353000), Laks (100000), Tabassarens (78000), Tats (13000), plus les Tsakours (18000), Routouls (15000), Agouls (14000), Chapsougues (7500), ainsi que des Tchétchènes, Azéris, Kurdes et Turkmènes. L'islam domine la région, sunnisme et chiisme (azéri) ; mais on y compte aussi de fortes poches chrétiennes : Géorgie, Arménie, d'autres peuples, les Russes.

Les peuples du Caucase sont de petite taille démographique (difficile à estimer), dispersés, y compris dans toute la Fédération de Russie, en ex-URSS ou au-delà, notamment en Turquie, en Syrie et en Iran. Certains n'ont pas de république tandis que d'autres en ont (les Adyghéens, les Ingouches, les Tchétchènes, les Kalmouks), ou se partagent une république biethnique (les Ingouches et les Tchétchènes autrefois, aujourd'hui encore les Karatchaïs et les Tcherkesses, les Kabardes et les Balkars), ou sont séparés en deux États (les Ossètes, entre le Nord, de souveraineté russe, et le Sud, de souveraineté géorgienne). Même dans leurs républiques, de petite superficie, ils ne constituent qu'une minorité : ainsi les Adyghéens (105000 dans le Nord Caucase, 95000 dans leur république, ils y forment 22% de la population), Tcherkesses (42000, 40000, 10%), Karatchaïs (142000, 129000, 31%), Balkars (72000, 71000, 9,5%), Kabardes (386000, 363000, 48%), Ingouches (228000, 196000, 13%). Les Ossètes et les Tchétchènes font exception : les premiers sont 600000, dont 450000 dans leur république (65000 en Ossétie du Sud), où ils forment 63% de la population ; les seconds sont un million, dont 800000 dans leur république, où ils forment 72% de la population. À défaut d'une république, certains peuples ont une langue officielle : au Daghestan, les Nogaïs, Avars, Lesguines, Darguines, Laks, Tabassarans, Tats, plus les Tchétchènes et les Azéris, mais pas les Tsakours, Routouls, Agouls, Chapsougues. L'existence de ces petits peuples sur de petits espaces, même recouverts par le vaste peuplement russe, prouve que le Caucase Nord est un *conservatoire culturel*.

Sauf en Tchétchénie durant les années 1990, les élites au pouvoir dans toutes les républiques sont loyales à Moscou, d'autant que toutes dépendent des subventions fédérales.

Les entités ciscausiennes ont pourtant connu diverses dynamiques conflictuelles, autour des Tchétchènes, des Ingouches et des Ossètes. Le conflit ossète est à la jonction du Nord et du Sud Caucase. Il fait partie des conflits irrédentistes que connaissent les États transcaucasiens, telle la revendication arménienne sur le Haut-Karabagh, et des conflits sécessionnistes, telle l'Abkhazie (à la frontière russe) sinon l'Adjarie (à la frontière turque) en Géorgie. Sur les deux versants du Caucase, on continue de rencontrer trois problèmes communs : celui de la délimitation et de la démarcation des frontières, aussi bien les entités du Nord que les États du Sud ; celui de l'enchevêtrement des groupes ethniques et du statut des minorités ; celui de l'évacuation des hydrocarbures. En Ciscaucasie, c'est le cas tchétchène qui a été le plus épineux. En Transcaucasie, les conflits entre Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie s'entremêlent.

Le cas tchétchène

Après 1991, la crise tchétchène, combinant nationalisme ethnique, dispersion relative et islamisation, a été l'abcès de fixation de la nouvelle Fédération de Russie. Côté tchétchène, la crise s'inscrit dans une longue tradition de résistance au pouvoir moscovite : la grande insurrection dirigée par Chamyl de 1824 à 1859 ; les insurrections liées à un état de guerre, celle de 1877-1878 (guerre russo-ottomane), celle de 1942 (guerre germano-soviétique) ; les insurrections liées à l'effondrement du pouvoir central à Moscou, celle de 1917-1921, celle de 1991 à 2004. À la dissolution de l'URSS, les Tchétchènes forment une société clanique et sunnite d'un million de personnes, dont 800000 vivent dans leur république, 60000 au Daghestan, 50000 au Kazakhstan (les descendants des déportés de 1944 qui ne sont pas rentrés en 1957), 90000 en Russie, plus une diaspora de deux millions de personnes résidant en Turquie et en Syrie. La Tchétchénie est riche de son pétrole, avec les puits de Grozny, des

raffineries, le carrefour d'oléoducs acheminant le pétrole depuis les gisements d'Azerbaïdjan jusqu'au port de Novorossiisk sur la mer Noire.

Comme les autres peuples punis par Staline, en 1943-1949, pour « collaboration avec l'ennemi », les Tchétchènes et les Ingouches ont été réhabilités par Khrouchtchev en 1957 ; ils ont donc pu regagner leur territoire d'origine. La politique soviétique savait « diviser pour régner », mais aussi « associer pour neutraliser » : au Nord Caucase, la Kabardino-Balkarie, la Karatchaïevo-Tcherkessie, la Tchétchénie-Ingouchie. Le regroupement de ces peuples « peu sûrs », donc leur mise en concurrence pour les postes et les ressources, visait à garantir au pouvoir fédéral un rôle d'arbitre indispensable. Les autorités soviétiques avaient, de plus, maintenu le district ingouche de Prigorodny en Ossétie du Nord, ce qui créait un différend entre Ingouches et Ossètes. En 1991, la Tchétchénie-Ingouchie était l'une des RSSA de la RSFSR ; elle ne bénéficiait donc pas d'un droit de sécession, réservé aux RSS selon le droit constitutionnel soviétique. Or, le gouvernement tchétchène, présidé par Doudaïev, avait proclamé la souveraineté, le 26 septembre 1990, puis l'indépendance, le 1^{er} novembre 1991, de la République biethnique. Il y avait là le risque d'un dangereux précédent pour l'unité et l'intégrité de la Russie. Accepter la sécession des Tchétchènes aurait peut-être amené celle des Tatars, des Bachkirs, des Yakoutes... La guerre de sécession éclata en Tchétchénie. Les autorités ingouches refusèrent de suivre l'indépendantisme tchétchène ; ils se séparèrent de la Tchétchénie, eurent leur république et réclamèrent le rattachement du district de Prigorodny. Un conflit armé éclata entre Ingouches et Ossètes, arbitré par les troupes russes, qui penchèrent du côté de l'Ossétie, celle-ci conservant alors le district.

Du côté de la Tchétchénie, le conflit armé connut une métamorphose : la cause nationale céda à une montée islamiste, dans la république, au Daghestan, dans tout le Nord Caucase, avec l'arrivée de volontaires étrangers musulmans, le soutien géorgien, turc et saoudien et la dérive terroriste (y compris des attentats ou prises d'otages à Moscou). Les insurgés passèrent de l'indépendantisme localisé au jihadisme globalisé, proclamant un Emirats du Caucase. Le conflit armé dura de 1991 à 2002, avec deux tournants : 1994-1996 avec l'échec de l'armée russe et la période 1999-2002 marquant le retour de l'armée russe et la victoire, avec le ralliement à Poutine d'Akhmad Kadyrov. Celui-ci fut assassiné le 9 mai 2004. L'auteur de la campagne terroriste, Chamil Bassaïev, fut lui aussi tué, le 10 juillet 2006 ; puis la normalisation l'a emporté dans la république, emmenée par le fils d'Akhmad Kadyrov, Ramzan, très proche de Poutine.

Page | 3

Les conflits au Sud Caucase

Les conflits en Transcaucasie s'entremêlent : conflit arméno-azéri d'une part, conflits sécessionnistes géorgiens d'autre part, avec implication russe et extension régionale. L'Arménie ne risque pas l'éclatement, au contraire de la Géorgie. Son intégrité territoriale n'est pas en cause, contrairement à l'Azerbaïdjan. Plus encore que ce dernier, elle est très homogène ethniquement. Elle occupe cependant la position la plus névralgique, car le pays, dont une très grande partie de la population a subi massacres et expulsions entre 1915 et 1924 et dont le territoire est réduit aux anciennes provinces d'Erevan et du Zanguezour, coupe l'État turc de la principale zone turcophone. On comprend que l'Arménie soit membre non seulement de la CEI, mais de l'OTSC et de l'UEA⁸, au contraire de ses deux voisins, qui ont pris leurs distances vis-à-vis de Moscou.

8 L'Union économique eurasiennne et l'Organisation du traité de sécurité collective sont respectivement la branche économique et la branche militaire de la Communauté des Etats indépendants, qui est la Confédération ayant remplacé la Fédération soviétique après 1991. C'est sur elles que s'appuie

Moscou pour préserver l'unité de l'Eurasie, et les Etats postsoviétiques qui en sont membres sont précisément ceux qui entendent maintenir cette unité, donc les liens privilégiés avec la Russie, favorisés par l'histoire et la géographie.

Le conflit arméno-azéri et son extension régionale

Le conflit arméno-azéri se trouve au centre de relations régionales tendues et compliquées. En 1988, la revendication du rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, refusé par l'Azerbaïdjan et le pouvoir fédéral soviétique, fut le premier conflit qui éclata en URSS. La dissolution de l'URSS le transforma en conflit international, jusqu'au cessez-le-feu de 1994. Le conflit perdure cependant, depuis la déclaration d'indépendance du 10 décembre 1991, prélude à un rattachement à l'Arménie. Les Russes et les Iraniens soutiennent les Arméniens contre les Azéris et les Turcs ; les Occidentaux, eux, se souviennent du génocide arménien et comptent une diaspora arménienne. L'Azerbaïdjan a instauré le blocus du Haut-Karabagh ; l'Arménie a fermé sa frontière avec le Nakhitchevan ; la Turquie a fermé sa frontière avec l'Arménie. Celle-ci est enclavée entre Azerbaïdjan, Turquie, Géorgie et Iran ; c'est grâce au partenariat avec l'Iran, dont le nord-ouest comprend des Arméniens plus ou moins mêlés aux Azéris, qu'elle peut accueillir des troupes russes ; quant au Nakhitchevan, c'est grâce au partenariat avec la Géorgie et la Turquie que l'Azerbaïdjan peut y maintenir sa présence. Le Haut-Karabagh était *de facto* devenu arménien. Mais il l'est de moins en moins. En effet, le conflit arméno-azéri a rebondi en mars 2016, en septembre 2020, à l'été 2022, du fait du réengagement de la Turquie auprès de l'Azerbaïdjan ; le Kremlin avait réussi à imposer un cessez-le-feu, le 5 avril 2016, à nouveau le 9 novembre 2020 ; cela lui est de plus en plus difficile depuis la guerre en Ukraine, qui accroît l'importance d'un partenariat russe avec Ankara. En septembre 2023, Bakou a mené une nouvelle offensive victorieuse, suite à laquelle la quasi-totalité de la population arménienne dans la région du Haut-Karabagh (soit plus de 100 000 personnes sur 120 000 recensées) a fui vers l'Arménie.

La Géorgie compte de nombreux Arméniens et Azéris. Elle a soutenu le sécessionnisme tchéchène ; elle peut désenclaver les hydrocarbures de Bakou (sinon ils doivent traverser le territoire russe) ; en appui, la Turquie ne cherche pas à

transformer l'autonomie de l'Adjarie sunnite (capitale Batoum) en sécessionnisme. Il y a aussi des Azéris et des Arméniens en Iran. L'Iran et l'Azerbaïdjan, en contiguïté territoriale, sont tous deux très majoritairement chiïtes ; mais si l'un est une République islamique, l'autre est une République laïque ; les Azéris sont de langue turque, tout en étant de culture persane ; ils forment la première minorité de l'Iran, où ils représentent 20% de la population et où ils sont trois fois plus nombreux qu'en Azerbaïdjan ; l'irrédentisme azéri constituerait une menace sur l'intégrité de l'Iran, inversement l'Iran pourrait exercer une attraction sur l'Azerbaïdjan. L'Iran comprend diverses minorités transfrontières : avec l'Arménie, des Arméniens (4% de la population) ; avec l'Irak du Nord et la Turquie, des Kurdes (9%) ; avec l'Irak du Sud, des Arabes (3%) ; avec l'Afghanistan et le Pakistan, des Baloutches (2%) ; avec le Turkménistan, des Turkmènes (2%). Aussi le régime iranien cultive-t-il le chiïsme, pas seulement comme religion officielle, mais comme facteur d'unité (86% de la population), au-delà du noyau persan (57% de la population). Or, l'Iran se trouve en porte-à-faux dans le conflit arméno-azéri, qui peut déborder au nord-ouest de son territoire, aux confins de la Turquie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. De même que Téhéran a d'excellentes relations diplomatiques et économiques avec la Géorgie, il soutient les Arméniens contre les Azéris, non seulement pour éviter un « Grand Azerbaïdjan » et faire pièce à la Turquie, mais aussi pour percer au Sud Caucase, autrefois marche impériale, promouvoir le dialogue des religions, renforcer le partenariat avec Moscou, contourner les « sanctions » occidentales.

Les conflits géorgiens (Adjarie, Abkhazie, Ossétie)

La Géorgie est un État-tampon qui sépare la Russie de la Turquie. Elle fait partie, avec l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan, des États postsoviétiques qui veulent basculer vers l'Occident et rompre avec la Russie, qui constituent les enjeux du bras de fer entre l'attraction centrifuge occidentale et la prépondérance centripète russe. Ils ont fondé le

GUAM⁹ en 1996. S'agissant de la Géorgie, elle bénéficie du soutien turc, européen et américain, malgré l'instabilité du régime, gangrené par la corruption et la criminalité organisée. La Russie, elle, pour maintenir la pression sur la Géorgie, soutient deux petits groupes minoritaires : les Abkhazes et les Ossètes, cependant qu'elle exerce son « droit de protection » des Russes locaux, dont une grande partie réside en Abkhazie.

La Géorgie est bien moins homogène ethniquement que l'Arménie ou l'Azerbaïdjan. Lorsque les autorités géorgiennes ont proclamé l'indépendance le 9 avril 1991, les autorités sud-ossètes les avaient précédées pour l'Ossétie du Sud le 20 septembre 1990, puis les autorités abkhazes les imitèrent pour l'Abkhazie le 23 juillet 1992. Parallèlement, l'Ingouchie se séparait de la Tchétchénie, indépendantiste, et revendiquait Prigorodny à l'encontre de l'Ossétie du Nord. La Géorgie est vulnérable à un débordement du conflit arméno-azéri sur son territoire, puisqu'y résident de nombreux Arméniens et Azéris. Les Géorgiens eux-mêmes sont clivés entre Géorgiens de l'Est, les Kartliens et les Kakhétiens, et Géorgiens de l'Ouest, les Mingréliens et les Adjars, ces derniers sunnites. Le pays n'est donc pas à l'abri de l'éclatement.

La Géorgie n'a pas de pétrole ni de gaz comme l'Azerbaïdjan. Mais, avec Batoum, elle possède l'un des deux débouchés portuaires des hydrocarbures de la Caspienne, l'autre étant Novorossiisk en Russie. Toutefois, Batoum se situe en territoire adjar, à la frontière turque, cependant que le port de Soukhoumi se trouve, lui, en territoire abkhaze, à la frontière russe. Privée de l'Adjarie et de l'Abkhazie, la Géorgie serait quasiment enclavée ; elle ne pourrait donc plus désenclaver l'Azerbaïdjan ; les deux États retourneraient alors probablement dans le giron de Moscou. Ainsi, les ports adjar et abkhaze ont une importance stratégique cruciale.

L'Abkhazie a échappé à la Géorgie, de même que l'Ossétie du Sud. Pourquoi Abkhazes et Ossètes se sont-ils tournés vers Moscou ? Le gouvernement

géorgien pratique le nationalisme d'État, ne serait-ce que pour unifier Géorgiens de l'Est et Géorgiens de l'Ouest. La Russie, elle, pratique le fédéralisme multiethnique, propice au *conservatoire culturel* cher à l'eurasisme. Face à la « géorgisation », Abkhazes et Ossètes luttent pour leur survie en tant que peuples ; ils pensent la trouver dans la sécession puis l'association avec la Fédération de Russie. Comme en Tchétchénie, une guerre de sécession a donc éclaté en Ossétie du Sud et en Abkhazie. Avec l'appui de l'ONU, des accords de cessez-le-feu ont été conclus, du côté sud-ossète, le 24 juin 1992, du côté abkhaze, le 14 mai 1994, avec dans les deux cas création d'une force de maintien de la paix de la CEI. Les sécessions l'ont emporté, grâce à l'armée russe. Mais la Géorgie n'a pas renoncé à recouvrer son intégrité territoriale. Après la « révolution des roses », Chevarnadze a été remplacé par Saakachvili, pro-occidental. C'est la tentative de l'armée géorgienne de reprendre le contrôle de l'Ossétie du Sud qui a précipité un nouveau conflit armé le 8 août 2008, puis qui a relancé les hostilités en Abkhazie. La Russie est intervenue et son armée a envahi la Géorgie. En a résulté la rupture définitive entre les deux entités sécessionnistes et Tbilissi. La médiation française a permis de mettre fin aux opérations militaires. Les deux conflits sécessionnistes étaient des conflits interethniques : à l'expulsion/spoliation de Géorgiens par les autorités ossètes et abkhazes, a répondu celle d'Ossètes et d'Abkhazes par les autorités géorgiennes. D'où la consolidation ethnique des entités sécessionnistes et de la Géorgie. Ainsi, depuis la fin 2008, il existe en territoire géorgien un État *de jure*, la Géorgie, dont la capacité à gouverner est territorialement amoindrie, et deux États *de facto*, l'Ossétie du Sud rattachée à l'Ossétie du Nord et l'Abkhazie associée à la Russie. En riposte, la Géorgie a quitté la CEI. Elle a demandé l'adhésion à l'Alliance atlantique et à l'Union européenne (UE), sans en remplir les conditions, à l'instar de l'Ukraine et de la Moldavie.

Un coup de force russe plus vigoureux qu'en 2008 est concevable, même après l'échec de 2022 en

9 Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie.

Ukraine. Ankara réagirait probablement, au même titre que les autres pays de l'OTAN. Hors même scénario de guerre, la Géorgie, en dépit des relations fructueuses avec l'Iran, dépend beaucoup de la Turquie : le nationalisme d'État à Tbilissi aboutit à cette incongruité historique de rompre le lien traditionnel avec Moscou pour nouer un lien paradoxal avec Ankara, même avec contrepoids du côté de Téhéran. Comme pour l'Ukraine et la Moldavie, la solution pourrait être la « neutralisation », à savoir : une Géorgie indépendante, interdite d'adhésion à l'OTAN et à l'UE, sans être obligée de revenir à la CEI ni d'adhérer à l'OTSC ou à l'UEA, recouvrant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sous statut d'autonomie (comme l'Adjarie). Ladite solution conforterait l'intérêt de la Russie comme de la Turquie à la position d'État tampon de la Géorgie.

QUINZE ANS APRÈS LA GUERRE EN GÉORGIE, LES DILEMMES DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE SUD-CAUCASE

Page | 7

Jean-Paul Michel LARÇON

Emeritus Professor Strategy and International Business, HEC Paris Business School.

Article initialement publié par The Conversation le 7 août 2023, republié avec l'autorisation de l'auteur.

Il y a [15 ans](#) tout juste, pendant que les regards du monde entier étaient tournés vers Pékin où s'ouvriraient les 29^e Jeux olympiques de l'ère moderne, une guerre éclatait entre la [Russie](#) et la Géorgie autour de l'Ossétie du Sud. Officiellement rattachée à la [Géorgie](#) depuis que le pays avait obtenu son indépendance de l'Union soviétique en 1991, elle restait occupée par Moscou, de même que la région d'Abkhazie, côtière de la mer Noire. Le président de l'époque, Mikheïl Saakachvili, tentait alors un coup de force pour reprendre la main sur ces territoires représentant 20 % de la surface de la Géorgie, en vain. Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, l'[Union européenne](#) s'installait alors en médiateur.

La pression russe s'exerce encore aujourd'hui en Géorgie, avec la technique de la « [frontiérification](#) » pour pénétrer plus avant dans le territoire. Elle vise à rendre irréversible une conquête territoriale en transformant une simple ligne de démarcation administrative en frontière internationale. Le processus, abondamment utilisé par la Russie dans le passé, en particulier en [Asie centrale](#), est [mis en œuvre aujourd'hui en Géorgie et en Ukraine](#).

Malgré [quelques différences de scénarios](#), les objectifs de la Fédération de Russie dans le Caucase du Sud sont les mêmes que ceux qui ont conduit à l'invasion de l'[Ukraine](#) en 2022. L'ambition générale est de maintenir ou de rétablir le contrôle de la Russie sur la situation politique, militaire et économique dans son étranger proche. La région est essentielle pour Moscou en termes de commerce et

d'accès à l'énergie le long d'un [corridor nord-sud reliant la Russie à l'Iran et à l'Inde](#).

La Géorgie est de facto divisée, tant au niveau du gouvernement que de l'opinion publique, entre les sentiments pro-occidentaux, la perspective d'adhérer à l'UE et la nécessité de maintenir de bons liens avec le voisin russe. La situation est encore plus compliquée avec l'entrée en 2022 en Géorgie d'environ [100 000 citoyens russes](#) fuyant leur pays, une situation qui contribue à l'économie géorgienne mais qui est aussi une source d'incertitude et d'anxiété.

Les pays du Caucase du Sud se trouvent ainsi une fois de plus au cœur d'un jeu complexe dans lequel les intérêts militaires, économiques et politiques des grandes puissances s'affrontent et s'entremêlent. La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, malgré des intérêts communs, sont confrontés à des situations et à des défis très différents en ce qui concerne leurs relations avec la Fédération de Russie et avec la Turquie, dont l'influence s'accroît dans le Caucase du Sud et en Asie centrale.

Un carrefour d'influences

Le soutien militaire de la Turquie à l'Azerbaïdjan a été décisif dans la guerre contre l'Arménie (soutenue, elle, par la Russie) qui souhaitait maintenir son contrôle sur la région du [Haut-Karabakh](#). Officiellement rattaché à l'Azerbaïdjan mais majoritairement peuplé d'Arméniens, ce territoire était depuis 1994 plus proche d'Erevan que de Bakou, sans que son indépendance ne soit

reconnue par aucun État. Les [rapports de force se sont inversés à l'automne 2020](#).

Le soutien turc sert les ambitions d'Erdogan en Asie centrale : reconstruire les liens historiques, culturels et linguistiques, économiques et politiques avec les pays turcophones. L'Organisation des États turques, fondée en 2009 par l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie, a accueilli l'Ouzbékistan en 2019 et peut être perçue comme un [défi à l'hégémonie de la Russie et de la Chine dans la région](#). Néanmoins, la Turquie est également à la recherche de plus de coopération économique et d'investissements de la part de la Chine, qui est déjà l'un de ses trois principaux partenaires commerciaux, avec la Russie et l'Allemagne.

L'Azerbaïdjan, qui équilibre habilement les intérêts de la Turquie et de la Russie, est également, depuis 2022, un partenaire de l'Union européenne. Le « [partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie](#) » signé à Bakou en juillet 2022 entre l'UE et l'Azerbaïdjan soutient le [doublement de la capacité du corridor gazier méridional](#) à partir de 2027. Celui-ci achemine le gaz naturel provenant du champ gazier de Shah Deniz, dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne, vers l'Europe en empruntant le gazoduc du Caucase du Sud (SCP), long de 692 km, qui relie Bakou (Azerbaïdjan), Tbilissi (Géorgie) et Erzurum (Turquie). Depuis Erzurum, le gaz naturel est transporté par le gazoduc transanatolien (TANAP), long de 1 850 km, qui traverse la Turquie jusqu'à la frontière grecque, puis par le gazoduc transadriatique (TAP), long de 870 km, qui va de la Grèce au sud de l'Italie, en passant par l'Albanie et la mer Adriatique.

Une zone stratégique pour l'Europe

La Géorgie est également une zone de transit privilégiée pour les trains de marchandises en provenance de Chine ou d'Asie centrale et à destination de l'Union européenne, via le corridor ferroviaire transcaspien. Ce « corridor médian » est une alternative intéressante au corridor nord, qui traverse la Russie et la Biélorussie. L'itinéraire le plus

rapide aujourd'hui est la liaison ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars (BTK), qui mène ensuite aux ports turcs ou au tunnel de Marmaray. Celui-ci, à Istanbul, relie la Turquie asiatique à la Turquie européenne.

Les ports de Géorgie, Poti et Batoumi, et potentiellement demain le nouveau port d'Anaklia, offrent la possibilité d'une liaison directe avec l'Europe centrale et orientale à travers la mer Noire. Depuis l'achat du premier de ces terminaux en avril 2011, l'opérateur de terminaux basé aux Pays-Bas APM Terminals négocie avec le gouvernement géorgien un [investissement de 250 millions de dollars](#) comprenant la construction d'un port en eau profonde capable d'accueillir des navires Panamax.

Il s'agira d'une nouvelle porte d'entrée vers l'Europe, répondant aux besoins des entreprises de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ainsi qu'à ceux de leurs partenaires commerciaux d'Asie centrale. Il offrira également la connexion la plus courte avec le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) de l'UE, avec des lignes régulières de transport maritime de conteneurs reliant les ports de Poti ou de Batoumi en Géorgie aux ports de Constanta (Roumanie), d'Odessa (Ukraine) et/ou de Varna (Bulgarie).

Les agences et institutions financières de l'UE, telles que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), contribuent également à la transformation économique de la Géorgie et au financement de projets dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agro-industrie et de la finance.

Un partenariat très fragile

La Géorgie est donc un partenaire clé de l'Union européenne en termes de politique énergétique et de transport, ainsi que de coopération commerciale et économique avec les pays du Caucase du Sud et d'Asie centrale. Les pays de l'UE figurent déjà parmi les principaux partenaires commerciaux de la Géorgie, avec 17,7 % des exportations géorgiennes en 2021, suivis par la Chine (16,6 %), la Russie

(13,3 %), l'Azerbaïdjan (12,7 %) et la Turquie (8,7 %).

Malgré ces perspectives économiques encourageantes, la réponse de l'UE en juin 2022 à la demande d'adhésion de la Géorgie a été une simple reconnaissance de la « [perspective européenne](#) » du pays, tandis que l'Ukraine et la Moldavie se voyaient accorder le statut de candidat officiel. L'avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion de la Géorgie a défini [douze priorités](#) auxquelles le pays doit répondre pour obtenir le statut de pays candidat. On y retrouve, par exemple, des demandes de renforcement de l'indépendance de l'autorité anti-corruption, d'efforts en faveur de l'égalité entre les sexes et de promotion d'une « dé-oligarchisation » du pays.

Reste que la politique de rapprochement avec la Russie poursuivie par le parti au pouvoir, le « rêve géorgien » fondé par l'oligarque Bidzina Ivanichvili, ancien premier ministre, a conduit à mettre en œuvre le plus lentement possible ces douze priorités de l'UE. Les vingt-sept pays membres de l'UE, qui doivent prendre la décision d'octroyer ou non à la Géorgie le statut de pays candidat avant la fin de l'année 2023, font face ainsi à un « [terrible dilemme](#) » selon les mots de la fondation Robert Schuman.

Refuser l'admission pour des demandes non respectées et pour sanctionner le gouvernement actuel, ce serait de décourager l'opinion publique, majoritairement pro-européenne, et les acteurs politiques dans la même veine comme la présidente Salomé Zourabichvili, ex-diplomate française. Les manifestations de mars 2023 contre la « [loi sur les agents étrangers](#) », mesure d'inspiration russe, ont montré la division du pays et la fragilité de la situation. Celle-ci prévoit que les organisations qui reçoivent plus de 20 % de leur financement de l'étranger devraient s'enregistrer en tant qu'« agents de l'étranger », sous peine d'amendes. Josep Borrell, Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, estimait alors : « *Son adoption définitive pourrait avoir de graves répercussions sur nos relations.* »

Pour préserver l'avenir, l'idéal serait sans aucun doute que l'Union européenne puisse accorder à la Géorgie le statut de pays candidat sous conditions.

BROKEN DREAM : THE OLIGARCH, RUSSIA, AND GEORGIA'S DRIFT FROM EUROPE

Régis GENTÉ

Journaliste indépendant, couvrant le Caucase et l'Asie centrale.

Page | 10

Article initialement publié par l'European Council on Foreign Relations (www.ecfr.eu), republié avec l'autorisation de l'auteur.

Georgia could soon abandon its attempts to integrate with the West. After gaining independence in 1991, this small but strategically important state in the South Caucasus pushed to join Western institutions such as the European Union. However, in the last few years, and especially over the past 18 months, Georgia's ruling coalition has made a series of moves that seem designed to distance the country from the West and shift it gradually into Russia's sphere of influence. These moves led the European Council in June to decline to make Georgia a candidate for EU membership. Much of the responsibility for this drift away from the EU lies with oligarch and former prime minister Bidzina Ivanishvili, whose Georgian Dream party dominates the governing coalition.

Georgia now has around a year to address 12 EU-designated priorities and enact reforms before the council reconsiders whether to grant it candidate status. While fewer and fewer people in Georgia or Europe believe that Tbilisi genuinely wants the country to join the EU, the Georgian government maintains that this is still its policy. It argues that over the last decade it has taken significant steps towards building a stronger relationship with the EU. Some results have been forthcoming such as, for example, Georgia obtaining a visa-free regime for the Schengen area in 2017.

It may be that the Georgian Dream coalition is simply being careful not to offend Russia following its military invasion of Ukraine and potential for aggression in other neighbouring countries. This could be the reason it has declined to participate in Western sanctions on Russia or otherwise extend more generous help to Ukraine. Tbilisi has legitimate reasons to fear Moscow. President Vladimir Putin's

first foreign war was against Georgia in 2008 – a conflict that he launched on a similar pretext to that which he used in Ukraine in 2014 and 2022. In this light, Russia's wars in Georgia and Ukraine seem part of a single imperial project.

Yet none of this explains why the Georgian Dream government has recently made so many anti-Western gestures and statements, when at least [three-quarters](#) of Georgia's 3.7 million citizens generally support integration with the West; just 2 per cent are pro-Russian.

The reason for this change lies in the political character of Ivanishvili. He is a billionaire who earned most of his wealth in Russia in the 1990s, and since 2012 has [promised](#) to "normalise" relations between Tbilisi and Moscow. Ivanishvili may still aim to achieve this goal, but it is not clear whether he can do so with a Russia that is in no way minded to leave Georgia free to choose a Western path; nor is it clear whether an oligarch with Ivanishvili's background can act independently of the Kremlin.

This paper explores Ivanishvili's influence on Georgian politics and foreign policy. It shows how over the last year and a half the government has set a course for Georgia away from the West, despite the strength of pro-Western public opinion. The paper examines the way in which the ambiguity of the country's current foreign policy under Ivanishvili has given Russia new forms of leverage in Georgia – even while Tbilisi ostensibly appears to pursue closer relations with the West. This position could eventually trigger new crises that could destabilise a country located at the heart of the Caucasus, a region which for 30 years has been marked by conflict and instability.

Georgia's drift from the West

In May 2022, a Tbilisi court sentenced former justice minister Nika Gvaramia to three and a half years in jail for abuse of power. The charges against him purportedly related to decisions he made in his previous role as head of television company Rustavi 2. But most Georgian and [international watchdogs](#) viewed the charges as highly disproportionate and politically motivated: at the time of his conviction, Gvaramia was in charge of Mtavari Arkhi, the main Georgian opposition TV station. Mikheil Sarjveladze, a Georgian Dream MP who chairs the parliamentary human rights and civil integration committee, [acknowledged](#) that Gvaramia's case was politically "sensitive" but argued that, "if there is a crime, whether it is committed by a politician or whoever, they shall be held responsible". The court ruling came only the day before the prime minister, Irakli Garibashvili, began a [visit](#) to Brussels, where he met with European Council president Charles Michel and European Parliament president Roberta Metsola to discuss Georgia's EU membership bid.

Five weeks later the European Council announced that Georgia would need to meet certain conditions before it gained candidate status; the same day, it granted this status to Ukraine and Moldova. As one EU diplomat put it, "the verdict of the Gvaramia case, which couldn't be more opposed to European values as it was perceived as an attack on press freedom, was ... [seen] by us as a new clear sign that the Georgian ruling coalition wants to undermine the Western path of the country."¹⁰

As recently as mid-2021, many observers of the South Caucasus still believed that Georgia's attempts to align with European standards outstripped those of any other member of the Eastern Partnership – an initiative the EU launched in 2009 to strengthen its relations with Georgia, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Moldova, and Ukraine. Since

then, the actions of Georgian Dream leaders have overturned these assessments.

For example, in July 2021, Georgian Dream figures attempted to undermine Michel shortly before he attended the Batumi International Conference. Three months earlier, Michel had brokered a deal under which Georgian opposition MPs once again took their seats in parliament (after vacating them in autumn 2020 to protest against what they saw as a rigged election) in exchange for Georgian Dream's commitment to undertake a number of reforms, especially to the judiciary. But, just two days before Michel visited Batumi, the High Council of Justice – which Ivanishvili's allies allegedly control – presented parliament with nine nominees for the Supreme Court. This went against the spirit of the agreement with the opposition, whose provisions had [implied](#) that the nomination process should halt until other political forces and civil society had a say in it. Last year, Tbilisi also [rejected](#) a €75m loan from the EU, whose conditions would have required judicial reform.

Crucially, throughout the last 18 months, representatives of Georgian Dream and the government have increasingly begun to make hostile statements about their Western partners. News organisation OC Media [reports](#) that, between February and July 2022, Georgian Dream chair Irakli Kobakhidze made only nine comments critical of Russia but a total of 57 negative remarks about the West and 26 about Ukraine. Georgian Dream leaders have often [presented](#) their criticism of the US and the EU in the last year as [warnings](#) against foreign interference in Georgian domestic politics. Yet the fact that they have done so in ways seemingly designed to offend suggests that they want to push representatives of Western powers to leave Georgia. It is clear that something has altered in the firmament of Georgia's governing elite in very recent times. To understand what might have changed, it is important to consider the background and career of Ivanishvili,

¹⁰ Author's Signal interview with a diplomat from the European Commission working on the South

Caucasus, June 2022.

whose presence has dominated the country's political scene for a decade.

Ivanishvili: Oligarch and ruler

How Russia made Ivanishvili

As one Georgian Dream MP recently confirmed, Ivanishvili is “the key decision-maker in Georgia, especially about sensitive questions such as Russia.”¹¹ Ivanishvili is not just any oligarch but one of a small group who in 1996 became part of the *Semibankirschina*. This group of ‘seven bankers’ – which was, in reality, made up of more than seven people, not all of whom were bankers – financed the re-election of Boris Yeltsin as Russian president. At the time, Yeltsin's approval rating stood at just 3 per cent, and the Communists looked set to return to power.¹² Ivanishvili's mission in this group was to finance the electoral campaign of Alexander Lebed, a kind of artificial candidate positioned to split the vote for Communist leader Gennady Zyuganov.

Ivanishvili was [born](#) in 1956 in the remote village of Chorvila, near the Russian border. Despite his modest background, he graduated in 1980 from Tbilisi State University's Faculty of Engineering and Economics. He would later move to Moscow, where he met Vitaly Malkin – a Russian businessman and politician with whom he would, during *perestroika*, set up a successful business selling computers and other electronic devices. The fortune they made in this trade allowed them to later enter the lucrative metals and banking sectors.

Ivanishvili and Malkin founded Rossiysky Kredit, a bank that would rapidly grow to become the heart of their business empire. Ivanishvili took a cautious approach to the chaotic Russia of the 1990s, avoiding profitable but politically dangerous sectors such as hydrocarbons. He set his sights on mineral extraction and processing complexes, which he bought up at low cost to later sell at a huge profit.

Ivanishvili progressively diversified his business activities in Russia to areas such as real estate, pharmaceuticals, and agriculture, before transferring some of his wealth abroad.

It is surprising that Ivanishvili was invited to join the *Semibankirschina* (along with Malkin), given that he was less wealthy and influential than other members, such as Boris Berezovsky, Mikhail Khodorkovsky, Mikhail Fridman, Vladimir Gusinsky, Vladimir Potanin, Alexander Smolensky, and Vladimir Vinogradov. But, regardless of why Ivanishvili made the cut, he moved to the centre of Russia's ruling elite. These oligarchs' financial support made a decisive contribution to Yeltsin's re-election, which he secured with 54.4 per cent of the vote in the second round. In return, they made vast profits through the Yeltsin government's auctions of state-owned companies in the run-up to the election, under the loans for shares scheme. This was the period during which they transformed from businessmen to oligarchs.

After coming to power in 2000, Putin steadily gained control of the oligarchs. This was especially apparent in 2003, when the Russian authorities imprisoned Khodorkovsky and confiscated his assets (beginning with oil company Yukos). Today, even such figures who are now trying to distance themselves from the Kremlin, such as Mikhail Fridman, Roman Abramovich, Piotr Aven, and Viktor Vekselberg, almost certainly still have to serve the interests of the Putin regime in one way or another.¹³ For this reason, Abramovich, for example, was placed under sanctions in March 2022 by the UK government, which [said](#) that he maintains a “close relationship” with Putin and has obtained “financial benefit” and “preferential treatment” from that relationship. Oligarchs from other former Soviet republics who made much of their wealth through their links to Russia likely have little freedom to act truly independently of the Kremlin. (None would admit this, of course, because it would be an acknowledgment that they ‘work’ against their own

¹¹ Private discussion in Tbilisi, 11 September 2022.

¹² *Obshchaia gazeta*, No. 14 (90), 6 – 12 April 1995, p. 1.

¹³ Discussion with four political consultants working with the Kremlin and Russian upper political circles, Moscow, March 2018 and February 2019.

homelands. But their dependency seems apparent from their moves, statements, and political choices.) There is no reason to believe Ivanishvili will have escaped the same fate met by other oligarchs and former oligarchs.

“A man who plays by Russia’s rules”

When Ivanishvili entered Georgian politics in 2011, he presented himself as a patriot who, having made his fortune, could now use his experience in the service of his homeland. In an [interview](#) in April 2013, he [claimed](#) to have sold his assets in Russia in just a few months at market price. At the time, Ivanishvili strove to put some distance between himself and the Kremlin. This helped him on his way politically, and he became prime minister, serving between October 2012 and November 2013.

The fact that he managed to sell his Russian assets at market price, despite doing so in a hurry, raises suspicions about whether he truly was free of the Kremlin's influence. Berezovsky, who brought Ivanishvili into the *Semibankirschina*, [described](#) him in 2012 as a man who plays “according to the rules set by the Russian government.” The late oligarch observed that Ivanishvili had little difficulty doing business in Russia and that “there are no businessmen in Russia who do not have problems with the government and, at the same time, are not supporters and carriers of its politics.” This may explain why, during his time in effective rule of Georgia over the last decade, Ivanishvili and those close to him have almost never received criticism from media networks linked to the Russian state. Few other leaders of the former Soviet republics have had such a privilege.

It remains unclear why Ivanishvili entered politics. He is unlikely to be a mere puppet of the Kremlin; and various factors will have shaped his actions. He may have become a politician as part of a deal with the Kremlin related to his Russian-based assets; or as a Georgian patriot who wanted to protect his homeland from angering Russia, especially after the war of

2008; or because he really believes in a regional or even world order shaped more by Russia than by the West.

It is currently impossible to know his exact motives, but Ivanishvili's actions since going into politics will have reassured Russian leaders about one of their strategic priorities in Georgia: preventing the country from joining the EU and NATO (even if neither organisation has welcomed its membership aspirations, especially since 2008).

Ivanishvili's domestic control is considerable, including of the ruling party, key state institutions, (especially the judiciary and the security services), and the economic arena. Arguably, all key members of the government and party officials are dependent on him. For example, one expert who formerly worked with government institutions states that, since Georgian Dream came to power in 2012, no minister, once dismissed, has taken up another national political role.¹⁴ This is even true of the four people who have served as prime minister since Ivanishvili stood down from the role – including Giorgi Gakharia, who had a relatively good record in government but owes all of his short political career to the billionaire. As the expert observes, Gakharia “failed to emerge as a third political force during the 2021 local election. He got only 7 per cent of the vote, and he is now almost invisible in our political life.”

Throughout his rule, Ivanishvili has consistently created the strong impression that he is slowly but surely sidelining pro-Western elements in society, including NGOs, political parties, and media outlets. In this sense, his Georgian Dream party, which he founded in 2012 when he entered politics, is just that – Georgian and not distinctively European or Western – something likely to please the Kremlin. The governing party and its representatives have very often targeted NGOs (especially those financed by the West), adopted anti-Western rhetoric, and demonised pro-Western public figures.

¹⁴ Face-to-face interview with the author, Tbilisi,

September 2022.

This is certainly the case for former president Mikheil Saakashvili, who was in post when Russia invaded in 2008. While Georgian Dream governments have retained most of the reforms he introduced, they have systematically depicted Saakashvili as a tyrant and a thief, and as culpable for the Russian invasion. In September 2021, he secretly returned to Georgia after eight years in exile. He is now in jail, awaiting trial on charges of embezzlement and abuse of power. While there are grounds for some of these charges, most human rights organisations see them as politically motivated and Saakashvili as a victim of “political revenge” and “selective justice”, as [Amnesty International](#) declared in November 2021.

In addition, over the last ten years, Russia has regained multiple sources of leverage in Georgia. For example, several pro-Russian political parties have sprung up during this time. One of these is the Alliance of Patriots, founded in 2012 to promote an ultranationalist, traditionalist agenda. The party won six parliamentary seats in the 2016 general election and now holds four. Its supporters are anti-Russian, but its leaders oppose alignment with the West to the point that they have repeatedly visited Moscow to discuss Georgian neutrality with Russian MPs. According to a [report](#) published in 2019 by Khodorkovsky-financed organisation the Dossier Center, a huge number of hacked emails and documents show that the Russian presidential administration directly financed the party. This chimes with claims made by London-based billionaire Zaza Okuashvili in September 2018, following a business disagreement with Ivanishvili. Okuashvili [stated](#) that Ivanishvili asked him to fund the Alliance of Patriots – with the aim of placing the party at the centre of the national debate on issues including strategic decisions such as joining the EU and NATO, the place of ethnic minorities, and foreign investment.

Other sources of leverage include Russian state oil company Rosneft's 2014 [acquisition](#) of 49 per cent of Petrocas Energy, which owns the strategically important oil terminal in Poti, on the Black Sea coast. The seller was a firm belonging to Russian-Georgian

businessman David Iakobashvili, and the firm remains the majority shareholder. At the time, opposition politicians and civil society activists [argued](#) that the deal violated Georgia's Law on Occupied Territories, which forbids foreign companies from operating in Abkhazia or South Ossetia without the authorisation of the government. While the Saakashvili administration condemned a five-year oil exploration agreement Rosneft signed with the Abkhaz authorities in 2009, Ivanishvili's government did nothing to stop the Petrocas deal from going ahead.

The ascent of Georgian Dream, with Ivanishvili at its heart, has been beneficial to Russia. The depth of Georgian society's support for integration with the West has, however, set limits on the government's room for manoeuvre.

Between Russia and Georgia's pro-Western society

Georgians have long looked to the West, and their strength of feeling only grew following Russia's occupation of 20 per cent of their country's territory (as is recognised in Georgian law) since the early 1990s wars in the regions of South Ossetia and Abkhazia. Georgia and other former Soviet republics are attracted to NATO out of a need to secure their territory. Indeed, Russia began to dismember Georgia long before accession to the alliance was on the table. Moscow has long held the strategic aim of keeping control over the former Soviet republics, whether their internal governance or their foreign policy choices.

Ivanishvili's dominance of Georgian politics is at odds with society's genuine desire for integration with the West and democracy. Georgian society regularly expresses itself on this point, for example, with rallies after the Gavrillov affair in 2019, when a Communist member of the Russian Duma sat in the speaker's chair of the Georgian parliament. In 2022, the day after the European Council decided to not grant candidate status to Georgia, 70,000 people gathered

in front of the parliament to protest at the government's failure. One survey conducted even before the EU's rejection [found](#) that 41 per cent of the Georgians [believe](#) that democracy has regressed in the country.

Regarding the country's foreign policy orientation in particular, an opinion poll [conducted](#) in August 2022 found that 47 per cent of Georgians believe their country's foreign policy should be "pro-Western," while 31 per cent want a policy that is "pro-Western with good relations with Russia;" just 7 per cent answer "pro-Russian with good relations with the EU/NATO" and 2 per cent "pro-Russian." The poll also found that – true to a pattern that has held for years – 75 per cent of Georgians support their country's bid for EU membership. At the same time, following the start of Russia's full-scale invasion of Ukraine, Georgian opinion has remained in support of a cautious approach towards Russia. In April 2022, 47 per cent said they backed the government's approach, up from 23 per cent. The core of the Georgian Dream electorate backs caution vis-à-vis Moscow.

It is understandable why any Georgian government would be wary of Russia in balancing the pro-European sentiment of its citizens with its regional positioning. In 2011 then Russian president Dmitry Medvedev acknowledged that his country invaded Georgia in 2008 to thwart what he described as NATO's planned expansion into formerly Soviet countries. On a visit to the breakaway Georgian region of South Ossetia, Medvedev [said](#) that "it was [an] absolutely necessary action by our army to save [a] large number of our citizens and, if not to remove totally, to curb the threat which was coming at the time from the territory of Georgia." By "threat," Medvedev was referring to NATO.

Ivanishvili has always presented his priority of normalising relations with Russia as the polar opposite of the policy pursued between 2004 and 2013 by Saakashvili. Ivanishvili once [claimed](#) that the former president had been "waving Georgian NATO membership in front of Russia's eyes like waving a red cloth in front of a bull." Nevertheless,

the Georgian Dream government's caution in dealing with Russia does not explain its recent harsh anti-Western gestures and rhetoric. Other governments in the region, such as those in Kazakhstan and Azerbaijan, are similarly cautious but do not indulge in the same impulses.

Page | 15

Moreover, since the start of Russia's war in Ukraine, despite the traditional solidarity between Georgia and Ukraine as republics that once suffered under Soviet rule, the relationship between Tbilisi and Kyiv has seriously deteriorated. The Georgian authorities formally condemned Russia's full-scale invasion of Ukraine as "unacceptable" on its first day, provided humanitarian assistance to Ukraine, and supported the country diplomatically through bodies such as the United Nations and the Organization for Security and Co-operation in Europe. However, since February, Garibashvili has infuriated the Ukrainian government by [stating](#) "clearly and unambiguously" that Georgia is not planning to participate in economic sanctions on Russia "as this would only damage our country and populace more." The Georgian authorities subsequently barred a Ukrainian private jet from landing in Tbilisi to pick up volunteer fighters. Ukraine's president, Volodymyr Zelensky, then recalled his ambassador to Georgia, citing the "[immoral position](#)" of Garibashvili's cabinet.

All this is despite the Georgian people's overwhelming support for Ukrainians, which they have expressed in dozens of public rallies. The government could have quietly explained to Kyiv that Georgia is too small to risk participating in the sanctions on Russia or to send volunteers to the Ukrainian front line. But, once again, Georgian Dream favoured controversial public statements.

On the wider question of European integration, previous governments controlled by Ivanishvili have been more in line with the public mood, presenting themselves as pro-Western while still taking a cautious approach to Russia. In 2016, more than 50 per cent of Georgians supported a foreign policy that was "pro-Western with good relations with Russia" while just 13 per cent backed simply a "pro-Western"

policy.¹⁵ Today, 25 per cent of Georgians [believe](#) that the main obstacle to EU membership is the government's lack of political will. This is almost certainly due to Georgian Dream's anti-Western rhetoric and ambiguous position on Russia's invasion of Ukraine.

Still, Ivanishvili and his people are unable to get around the public's deeply pro-Western sentiment. And, like every major political player in region, Ivanishvili doubtless remembers the fate of Viktor Yanukovich, who was ousted as president of Ukraine for deciding in November 2013 against signing a proposed Association Agreement with the EU – contrary to the wishes of large swathes of Ukrainian society. Yanukovich's actions sparked a profound political crisis that would force him to flee the country. In this context, Ivanishvili has developed a policy he [presents](#) as designed “not to slow down our progress towards NATO while maintaining good relations with Russia.” This is a difficult balance to strike. Ultimately, it cannot be genuine given that the Kremlin will never allow Georgia to join NATO.

Russian methods

Several recent developments show some of the narratives and tactics already developed and practised long ago in the Kremlin to be on full display in Georgia.

One is the emergence of a government-promoted [narrative](#) according to which the Americans and the Europeans are trying to [drag](#) Georgia into Russia's war on Ukraine. The television pundits who make this argument are closely aligned with Georgian Dream. They provide no evidence for their claims.

In a move that strengthens this narrative, five MPs quit Georgian Dream to form [People Power](#), an anti-Western movement. One of them [explained](#) the decision by arguing that Georgia would not receive

EU candidate status “even after six months if we are not engaged in the war or impose sanctions on Russia.” However, People Power is likely a proxy group established by Georgian Dream both to create the illusion that the government is pro-EU and to damage the West's image in Georgia.

Page | 16

Yet another apparently imported tactic includes moves in Russia, as well as in the US, Poland, and Hungary, to harshen the tone and policy towards LGBTIQ+ people. Soon after a handful of LGBTIQ+ rights groups tried to organise a Pride march in Tbilisi in July 2021, half a dozen self-described ultra-Orthodox and traditionalist groups held a counter-rally alongside senior figures from the national church. While the rights groups cancelled the march, 53 journalists who covered the event were physically attacked. These hate groups stormed the headquarters of local LGBTIQ+ and other civil society organisations and replaced the EU flag in front of the parliament building with an Orthodox cross.

The perpetrators of the violence included members of pro-Russian party the Alliance of Patriots of Georgia, which reportedly [received around \\$1.2m](#) directly from the Russian government during the 2019 parliamentary election campaign. Also involved in the anti-Pride activity was businessman Levan Vasadze, who has [links](#) to Russian ultranationalist Alexander Dugin. Ahead of the march, Vasadze [said](#) that the government has “until June 25 to cancel the events, otherwise people will react to the government's decision.” In addition, the Alt Info movement [organised](#) an anti-Pride rally on 5 July; soon after the incidents, it transformed into a pro-Russian political organisation. Garibashvili also [criticised](#) the Pride activists, while the courts [failed to impose](#) any significant penalties on the leaders of the hate groups. Clues such as [similarity of rhetoric and trips to Moscow](#) suggest that these groups are at least cultivating links in Russia. The violence partly stemmed from some Georgians' genuine hostility towards LGBTIQ+ rights

¹⁵ “Public attitudes in Georgia”, NDI/CRRC

Georgia, November 2016, p. 56.

– but it also helped nudge Georgia off its European course.

Russia remains an unattractive model for Georgians. Russian, and Russian-influenced, propaganda therefore attempts to portray the Western alternative in Georgia as a decadent perversion of national traditions.

Cautious ambiguity

Why does the Kremlin allow Ivanishvili to officially pursue a pro-Western policy? It may be because the government does not follow through on it. One Georgian diplomat who worked for the Georgian Dream administration observes: “when I was posted in Brussels, Ivanishvili and his people in the government were not asking us to make anti-EU statements or to act against our rapprochement with the EU. But neither were they pushing us to work hard for that rapprochement.”¹⁶ “In reality”, another Georgian diplomat contends, “Ivanishvili’s men in the government were thinking, when they came to power in 2012, that EU and NATO membership was so unlikely that they could act as if they were aiming at joining them without making Russia nervous.”¹⁷

As the seventeenth-century French cardinal Jean-François-Paul de Gondy put it, “one abandons ambiguity at one’s peril.” This appears to be the world view of many post-Soviet oligarchs. Ivanishvili consistently cultivates ambiguity in his words and actions. Berezovsky, in criticising the Georgian leader, likely meant that he operates within rules set by the Kremlin but pursues his own interests as he does so.

In the last decade under Ivanishvili’s rule, this ambiguity has been reflected in Georgia’s participation in EU integration processes and Western military operations overseas (such as in Central African Republic) even as it stood apart from opposing Russia’s revanchism across the former Soviet Union. David Usupashvili, who served as

parliamentary speaker from 2012 to 2016 and is now in the opposition, said in June 2022 that, “in private, Ivanishvili was asking the representatives of the Georgian Dream coalition that he put in leadership positions in the government and the parliament to always talk to Westerners – and, among them, the Americans first – and to preserve good relations with them.”¹⁸ Ivanishvili may since have given up on his plans, possibly under pressure from the Kremlin, to maintain a balance between Russia and the West, although without formally renouncing the goal to join NATO and the EU. From Ivanishvili’s point of view, it would make sense to distance his country from Euro-Atlantic integration processes only gradually in order not to provoke a Georgian Maidan.

In all, it is likely misleading to view Ivanishvili as a straightforwardly pro-Russian or pro-Western political player. He seems flexible enough to simultaneously be: an oligarch who is close to the Kremlin; an independent actor who pursues his own financial and other interests; a politician who believes he cannot protect his status, and perhaps even his own life, if he breaks the rules set by the Kremlin; and a leader with a cultural affinity for Russia who is, nonetheless, open to working with the West. Russia’s recent move to regain control of Ukraine certainly prompted Ivanishvili to adopt subtly pro-Russian rhetoric and policies – in a significant departure from the pro-Western foreign policy Georgia first adopted in the 1990s. This corresponds with Berezovsky’s assessment of his character and behaviour.

Events under Ivanishvili’s rule show that it is possible to steer an entire people away from their chosen path. In the meantime, he has kept the door open to the West in case Russia loses its war in Ukraine. In this scenario, he would doubtless argue that the Georgian government pursued what appeared to be a pro-Russian policy in order to protect Georgia from Russian imperialism, at a time when no other world power would be willing or able come to its defence.

¹⁶ Face-to-face interview with the author, Tbilisi, 15 July 2021.

¹⁷ Face-to-face interview with the author, Tbilisi,

September 2022.

¹⁸ Face-to-face interview with the author, Tbilisi, July 2022.

Potential crises

The divergent goals of the Georgian people and the Georgian government could become a source of recurring crises. Various events have caused political ructions in the country since June 2019, when Sergei Gavrilov committed the act that caused such uproar. In the immediate moment in the parliament chamber, opposition MPs ejected him from the chair; as they did so, they reminded onlookers of Russia's occupation of one-fifth of Georgia's territory – and they went so far as to directly [accuse](#) the ruling party of having tolerated Gavrilov's provocation. The thousands-strong rally that followed that evening was the first of a string of such events that continued on and off for almost a year.

Civil society groups have been key organisers of the protests since 2019, in which demonstrators declared that, despite the wars of the 1990s and 2008, Georgian Dream had effectively been helping Russia regain influence over their country. But the discontent was also about Georgian Dream's wider record, whether the ailing economy, elections some citizens had come to view as rigged, curtailed freedom of the press, selective justice, or the fierce repression of the June 2019 demonstrations.

The origins of this unhappiness – a foreign policy overly friendly towards Russia and dissatisfaction with Georgian Dream's domestic rule – generated further crises, such as the opposition's refusal to take their seats in parliament, polarised the national political arena, and saw the government adopt an ever more authoritarian approach. The further Georgian Dream continues down this path, the likelier it becomes that crises and protests will recur – and that the fundamental disagreement between government, people, and elites will come to a head.

Recommendations for the EU

Joining the EU means a great deal to Georgians. If Ivanishvili is diverting them from the path to European integration they chose long ago – whether his motivations spring from realistic assessments or

from personal reasons – he is doing so while trying to create the impression that his government still pursues a pro-Western foreign policy. However, it is only in the last 18 months that Georgian Dream leaders have appeared to be deliberately spoiling relations with the EU and the US. There are several ways in which the EU can help reverse this trend.

Support delivery on the “12 points”

The most urgent task is to help Georgia address the [12 points](#) the European Commission set out in June 2022 (which were then endorsed by the European Council). The EU should immediately begin to facilitate the difficult discussions within the country about how to do so. As a facilitator, the bloc should ensure that the conversation is targeted very precisely on the 12 points. EU representatives should discuss these issues with Georgian political and civil society groups, and they should report directly to the European Council, which is the ultimate decision-maker about accession negotiations. This would help dissuade political actors in Georgia from trying to interpret the meaning of the points entirely in line with their own interests, which would preclude consensus with rivals, including the government and opposition groups.

Some of the 12 points are ambiguous, while others have relatively straightforward requirements. For instance, point 2 calls for Georgia to guarantee the “full functioning of all state institutions”, while point 12 stipulates it should “ensure that an independent person is given preference in the process of nominating a new Public Defender.” The EU should explain very clearly what each point means, set out what is required to address it, and then check if the job has been done or not. This will prove difficult with point 5, which focuses on the “de-oligarchisation” of Georgian politics. This goal is clearly directed at Ivanishvili (regardless of his allies' [claims](#) to the contrary) – yet it is almost impossible to implement.

Communicate directly with the Georgian people

The EU has been inept at managing its public image in Georgia, having largely failed to explain the numerous ways in which it supports the country. The government has deepened its criticism of the EU all while the bloc continues to send hundreds of millions of euros to Georgia.

The EU should draw on the Georgian people's overwhelming support for integration with the West by speaking to them directly. They are the EU's best allies in the country at a time when its government appears to be drifting towards Russia. European leaders should engage with Georgian citizens at every stage of their discussions with various political players in the country (not only the government). They should explain what the EU is doing and how it perceives the statements and actions of these players. In particular, they should set out what is at stake if the government makes no genuine progress on the 12 points: they should point out that the EU has attached financial assistance conditions to this progress, which would mean this support (as well as potentially diplomatic and other cooperation) would reduce if the government fails to respond. In this way, the EU can help Georgia move towards the candidate status it denied the country earlier this year.

Attach conditions to EU financial support

The EU is by far Georgia's biggest provider of assistance (especially through macroeconomic measures). This places Brussels in a strong position to attach clear conditions to its financial support for the country. The bloc should strictly link its assistance to progress on the implementation of the 12 points now and key democratic reforms in the future. To that end, it will be crucial to set substantive goals for Tbilisi to achieve before it receives EU assistance. Brussels should frame its support as being in line with the interests and the values of the EU's 447 million citizens – that it is about values, not geopolitics – to ensure that no Georgian political actor interprets this as foreign interference in domestic political issues.

Consider placing sanctions on Ivanishvili

As Ivanishvili is primarily responsible for the anti-Western mood in Georgia, the EU should consider imposing personal sanctions on him. But the bloc should also bear in mind that his deepest fear could come from the Kremlin – which demands political loyalty to Russia – and may concern the protection of more than just his wealth. Given this, it may be best to introduce the threat of personal sanctions only gently, in order to allow Ivanishvili the time and space to reset Georgia's course.

Conclusion

Figures from the ruling Georgian Dream party deny the influence of Ivanishvili over Georgian politics, but the evidence suggests that the billionaire is a strongman figure in Tbilisi. As a powerful oligarch who made his money in Russia in the 1990s, and who was deeply involved in the high politics of Russia, he is inescapably close to the Kremlin. Berezovsky's observation that Ivanishvili plays by the Kremlin's rules also appears to be true when it comes to the way he runs Georgia. Ten years since he began both formally and informally to control the country's main institutions, no criticisms of him emanate from Moscow. This is likely not only because he promised, when Georgian Dream came to power in 2012, to normalise relations with Russia, it is also because he has restored several forms of leverage in Georgia useful to the Kremlin, such as pro-Russian political parties, pro-Russian narratives in the media sphere, and business connections.

For the last year and a half, the government and the ruling party Ivanishvili stands behind have sought to encourage anti-Western feeling in the country. Taken together, the Georgian Dream government's statements and actions strongly resemble a deliberate attempt to steer Georgia away from the West. Tbilisi now has around a year to satisfy the 12 points set by the European Council, before the council decides whether to grant Georgia candidate status. The coming period is therefore crucial for the country's future: after decades of working towards Euro-Atlantic integration, the acts of an oligarch close

to the Kremlin could mean Georgia yet again misses
the Westbound train of history.

FROM GEORGIEVSK TO TSKHINVALI : THE PAST AND THE PRESENT OF RUSSO-GEORGIAN RELATIONS

Page | 21

Nikoloz GABRIELASHVILI

Analyste sur les questions relatives à l'Eurasie.

The bilateral relations between Russia and Georgia did not begin from the creation of the Soviet Union. Relations between the two states were initiated in the 15th century when Alexander I of Iberia asked for help from Ivan III of Russia against Muslim invaders.¹⁹ Upon receiving a rejection from the Russian side on his demand, relations were cut but later restored all over again. However, at the beginning of the 18th century in the context of the Persian crisis, relations between the two states intensified with increased Russian interest and activity in the region.

During the early 1720s, the Kingdom of Imereti (Western Georgia) had some informal talks with the Russian side in the context of Russo-Turkish tensions. Meanwhile, the eastern Georgian kingdom of Kartli was ruled by Vakhtang VI. He was unhappy with the treatment he received from the Persians. Therefore, Vakhtang was in active search for help to escape the Persian vassalage. The siege of Isfahan took the place during the Afghan uprising, led by the Sunni Muslim Hotaki dynasty as a payback for their oppression at the hands of the Persian Safavids²⁰. The sieged Shah asked for military support from its

vassal Kingdom of Kartli. The eventual support could have broken the siege of the Persian capital. Meanwhile, Vakhtang VI received information from the Russian side that Tsar Peter the Great had intentions to wage a war against the Persians.²¹²² Believing that a Russian military contingent would arrive in Kartli, Vakhtang VI turned down the request to help out the Shah. However, the Russian leader decided not to send his expeditionary forces, leaving Vakhtang VI of Kartli without military support²³. The consequences were brutal for the Georgian side, as Turks invaded in 1723.

In the second half of the same century, the historical treaty of Georgievsk was established, marking the first important bilateral document signed between Georgia and Russia. Erekle II of Kartli-Kakheti Kingdom and Catherine II of the Russian Empire signed the above-mentioned document which would make the eastern Georgian kingdom of Kartli-Kakheti a protectorate of the Russian Empire. The reason why such a step was taken by the Georgian King was geopolitical. The Southern Caucasus, which was traditionally dominated by the Persians from the East and the Ottomans from the West, was

¹⁹ Karamzin, Nikolay, "History of the Russian state" (Russian: История государства Российского), Volume VI, Chapter V, "The continuation of the governance of Ivan" (Russian: ПРОДОЛЖЕНИЕ ГОСУДАРСТВОВАНИЯ ИОАННОВА. Г. 1491-1496), 1816-1826. http://www.spsl.nsc.ru/history/karam/kar06_05.htm Accessed: 05-02-2022.

²⁰ Lang, David Marshall, "Georgia and the Fall of the Şafavī Dynasty", *Bulletin of the School of Oriental and African Studies, University of London*, Vol. 14, No. 3, *Studies Presented to Vladimir Minorsky by His Colleagues and Friends* (1952), pp. 523-539.

https://www.jstor.org/stable/609113?seq=1#metadata_info_tab_contents Accessed: 04-02-2022.

²¹ *Ibid.*

²² Gogitize, Mamuka, "TREATY OF GEORGIEVSK OF 1783 YEAR: TO THE PROBLEM OF APPROVAL OF RUSSIA IN GEORGIA", *ИСТОРИКИ ГРУЗИИ*, pp. 81-90. <https://cyberleninka.ru/article/n/georgievskiy-traktat-1783-goda-k-probleme-utverzheniya-rossii-v-gruzii/viewer> Accessed: 04-02-2022.

²³ Lang, David Marshall, "Georgia and the Fall of the Şafavī Dynasty" (1952).

in the need of a power balance²⁴. Already ravaged by the two empires on several occasions, the Georgian kingdom was facing a huge threat once again. To avoid destruction and repeated annexation of the Kingdom's territories, Erekle II decided to engage with the Russian Empire to protect his Kingdom²⁵. According to the treaty of Georgievsk, the Kingdom of Kartli-Kakheti would give up sovereignty over its foreign policy. Also, the future Kings of the Georgian Kingdom had to swear loyalty to the Emperor of Russia, as well as to deliver military support during the period of war. In exchange, the Georgian side would get a guarantee for its territorial integrity and support in case of an invasion.

While the treaty in question is an important bilateral document between the two states, that marks the start of Russo-Georgian diplomatic relations, its application can be somewhat questionable. The agreement was signed in 1783 and was ratified reciprocally a year later. The treaty lasted until 1787 when the Russian military withdrew from Kartli-Kakheti. The reason why such a decision was taken is a question of a debate. There are two different versions of the story.²⁶ The first suggests that Erekle II breached article four of the Treaty of Georgievsk according to which he did not have any sovereignty over the kingdom's foreign policy. Therefore, he could not engage in negotiations with other neighbours without Russian consent. Furthermore, this version tells us that the Georgian king started to negotiate a separate peace treaty, proposed by the Ottoman side, without consulting the Russians. On the other hand, the second version tells a different story. According to this version, Russians withdraw troops to avoid a war with the Ottomans, leaving only a few military units in eastern Georgia.

Subsequently, the remaining troops were ordered to leave the kingdom because of the lack of military support. In September 1795, Catherine II decided to send the troops to Erekle II to support him against the enemy invasion. However, the decision arrived after a month to General Gudovich. Meanwhile, on the 8th of September of the same year, the Krtanisi battle took place, from which Persians came out victorious. The battle was devastating for the Georgian side as Tbilisi was destroyed. The Russian advancement continued, however failing to reach Kartli-Kakheti as Catherine II died in 1796 and the plan was halted.²⁷

In the aftermath of these events and under the new rulers (Paul I and later Alexander I) in 1801, Russia annexed the territories of Eastern Georgia²⁸. In the following century, Georgia remained a part of the Russian Empire up until 1918. The latter was the year of the Russian Revolution during which Tsar Nicholas II and his family were executed.

The Bolshevik Revolution gave room for Georgia to re-establish its sovereignty and enter the new world of "statehood". On the 26th of May 1918, the first democratically elected parliament of Georgia declared independence and established the Democratic Republic of Georgia. The latter, however, remained independent only up until 1921, when the red army invaded and annexed the country. Subsequently, the forceful integration of Georgia into the Soviet Union meant that they lost their sovereignty for almost another century. It is worth mentioning that the Soviet leadership following Lenin's death consisted of some ethnic Georgians, such as Joseph Jugashvili, also known as Joseph Stalin. Alongside him was Lavrentiy Beria, Chief of the State Security of the Soviet Union. Even during

²⁴ The Journal of Modern History, Vol. 2, No. 3 (Sep., 1930), pp. 368. Published by: The University of Chicago Press. URL: <https://www.jstor.org/stable/1898816> Accessed: 24-10-2021 22:35 UTC

²⁵ Ibid.

²⁶ Gogitize, Mamuka, "TREATY OF GEORGIEVSK OF 1783 YEAR: TO THE PROBLEM OF APPROVAL OF RUSSIA IN GEORGIA", ИСТОРИКИ ГРУЗИИ, pp. 81-90.

<https://cyberleninka.ru/article/n/georgievskiy-traktat-1783-goda-k-probleme-utverzhdeniya-rossii-v-gruzii/viewer> Accessed: 04-02-2022.

²⁷ Ibid.

²⁸ Hewitt, George, "Reviewed Work: *The Ghost of Freedom. A History of the Caucasus* by Charles King" Bulletin of the School of Oriental and African Studies, University of London, Vol. 72, No. 1 (2009), pp. 181-183. <https://www.jstor.org/stable/40378863> Accessed: 24-10-2021.

the Soviet era, there were certain hardships between Moscow and Tbilisi. For instance, the protests that erupted in 1978 in Tbilisi, after the new constitution had abolished Georgian as an official language.²⁹ However, Eduard Shevardnadze (then First Secretary of the Georgian Communist Party) managed to negotiate with Moscow to keep Georgian as an official language.³⁰

Later in 1989 protests once again erupted in Tbilisi. The Georgians were demanding the restoration of their independence. On the 9th of April of the same year, the Tbilisi Massacre or Tbilisi Tragedy happened (in Russia they use different denominations such as "Tbilisi events - *Тбилисские события*"). The protests were brutally crushed by the Soviet Army, causing the death of more than 20 people.³¹ This momentum of pro-independence protests was not unique to Georgia. It happened almost all over the Soviet Union. In the December of 1991, the Soviet Union was officially dissolved in the aftermath of the formal declarations of independence from several Soviet Republics, including Georgia and Russia.

Therefore, a new era started for the Kartvelian state and the Kremlin. Following the two centuries of Russian domination, Georgia, as well as all of the ex-Soviet republics, had to deal with all types of difficulties while entering into the new millennium. The bilateral relations between Georgia and Russia had been more or less reset to zero. Meanwhile, the leadership of Georgia, alongside the leadership of the Baltic states did not sign the Alma-Ata Declaration. The declaration established the Commonwealth of Independent States (CIS) and guaranteed *"the fulfilment of international obligations, stemming from the treaties and agreements of the former USSR"*.³² In other

words, this document would assure a legal continuation of the Soviet-era documents.

At the same time, Georgia was ravaged by its internal conflicts in its regions of Abkhazia and South Ossetia. Meanwhile, the relations with Moscow were not necessarily hostile, but not very friendly either. In 2003, after the Rose Revolution, pro-Western leader Mikheil Saakashvili came to power and directed Georgian foreign policy course towards the West. He wanted to establish a good relationship with the Kremlin, however, the pro-Western course taken by Saakashvili did not please

Moscow. The war between Russia and Georgia in 2008 exasperated the situation furthermore. In the aftermath the war, diplomatic relations were cut, embassies of respective countries closed and ambassadors were recalled for the first time since the treaty of Georgievsk.

Considering all the above mentioned, it is possible to say that Russo-Georgian relations were not initiated based on friendly "will", but rather on a necessity from the Georgian side in the 18th century. However, the imperialistic approach from the Russian side led to the forceful absorption of Georgia into the Russian Empire and later into the Soviet Union. One might consider overall that Russo-Georgian relations were not great throughout the centuries since the treaty of Georgievsk. However, it was far from awful and have not led to total rupture of the diplomatic link between the two countries. This only happened after the August war in 2008. Therefore, one can ask the following: was the war in 2008 the main reason for an unprecedented break of diplomatic relations between Russia and Georgia?

To answer this question, it is important to define and

²⁹ De Waal, Thomas. "The Caucasus: An introduction" second edition. Pp. 92-93. Oxford University Press, 2018.

³⁰ Ibid.

³¹ De Waal, Thomas. "The Caucasus: An introduction" second edition (2018). P. 135.

³² Original text in Russian: "участники Содружества гарантируют в соответствии со

своими конституционными процедурами выполнение международных обязательств, вытекающих из договоров и соглашений бывшего Союза ССР".

³³ Alma-Ata Declaration of 1991. <https://web.archive.org/web/20180808215208/http://gaidar-arc.ru/file/bulletin-1/DEFAULT/org.stretto.plugins.bulletin.core.Article/file/2880>

understand the relations between the two countries since the break-up of the Soviet Union, up until the Rose Revolution. Last but not least, one should perhaps examine the state of relations during the period of pre-war, from 2004 up until 2008 and the period following the conflict.

From the independence to the colour revolution: state of relations with Russia

The Georgian independence of 1991 was a process that got initiated with the events of the 9th of April 1989 alongside the global dynamic within the Soviet space. However, the protests in the question were not the only aspect that led to Georgian independence. To understand the development of the Russo-Georgian relationship, one has to start with the first President of Georgia and his policy towards Russia. Secondly, it is of crucial importance to analyse the post-Gamsakhurdia period where the nationalist President Zviad Gamsakhurdia got swiftly replaced by Eduard Shevardnadze, the last Foreign Minister of the Soviet Union, who ruled the country from 1995 up until the Rose revolution of 2003.

Gamsakhurdia's approach towards Russia

While the world was witnessing the fall of the Berlin wall in 1989, the Soviet Union was suffering from internal political and ethnic tensions. The dissolution of the USSR did not happen overnight. It started in 1988 when Moscow started to lose control of the local governments in different Soviet Republics, such as the Baltic states. However, 1989 was an intensive and conflict-ravaged year for the Communist superpower. The first internal conflict with the ethnic pretext happened in the autonomous Republic of Nagorno-Karabakh in Soviet Azerbaijan, where ethnic tensions were transformed into a bloodshed between ethnic Armenians and ethnic Azeris. Also, the opening of a

Georgian branch in the University of Sokhumi³⁴ served as an initiator of the Abkhaz- Georgian conflict. The events of the 9th of April in Tbilisi took place that same year.

This was the overall context that Zviad Gamsakhurdia inherited as President. His nationalistic approach was evident way before he took office. For instance, he would treat and call people of different ethnicities residing in Georgia "guests" that had to return to places where they came from. At one point, he and Boris Yeltsin (the first President of the Russian Federation) had one thing in common: they both wanted to bring down the Communist regime. However, Gamsakhurdia did not last long as President of a now-independent Georgia. He was overthrown as a result of a political crisis among the country's political elites. Georgia quickly descended into a civil war where two main groups opposed each other: "Zviadists", who was pro-Gamsakhurdia group and those who were pro-Military Council (or perhaps more anti-Zviadists), established after the overthrow of Georgia's first President³⁵.

While the period of his presidency was somewhat short, he still managed to make some decisions regarding Russia. One of them was the refusal to sign the Alma-Ata declaration in 1991. Georgia was not the only post- Soviet country not to sign the document. The Baltic states refused to sign the declaration as they perceived the Soviet occupation of their territories in the 1940s as illegal.

Nevertheless, concrete foreign policy actions towards Russia were absent under the Gamsakhurdia mandate. Instead, the first President of Georgia was hanging on conspiracies, according to which Moscow was trying to overthrow him. Georgian foreign policy was therefore based on his "obsession to rid the country of "KGB spies" and liberate it from the "Soviet and Russian yoke".³⁶

³⁴ Capital of the Soviet Socialist Republic of Abkhazia, then an autonomous entity within the Georgian SSR with its own language.

³⁵ Thomas, De Waal. "The Caucasus: An

introduction" second edition. pp. 135-136. Oxford University Press, 2018.

³⁶ Kotchikian, Asbed, "The Perceived Roles of Russia and Turkey in Georgian Foreign Policy", Insight

The turbulent period of Gamsakhurdia's presidency most certainly left a conflicting legacy in Georgian society. However, his ultra-nationalistic rhetoric boosted separatism in ethnically heterogeneous parts of Georgia and left the impression of anti-Russian sentiment. Subsequently, the new context was inherited by the prominent Georgian figure of Eduard Shevardnadze, also known as the 'Silver Fox'.

The Silver Fox: the last Minister of Foreign Affairs of the Soviet Union

It would be fair to say that Shevardnadze, as one of the key actors of "Perestroika" and "Glasnost", had a successful diplomatic career on the international and Soviet level. However, the same cannot be said about his time as the second President of independent Georgia. He inherited a chaotic and divided Georgian society plunged into ethnic conflicts alongside the brief civil war. However, he managed to shape the Russo-Georgian relations, navigating first, through the Yeltsin-era and lastly through the early Putin-era.

When Shevardnadze accepted the invitation to share power in the Military Council, alongside the likes of Tengiz Kitovani and Jaba Ioseliani, he indirectly confirmed his support for the destitution of Georgia's first President. His views on Russia, which will be discussed later in the text, happened to be paradoxical. On one side he viewed Russia as an ally, but on the other hand, the new ruling elite of Russia despised him and Mikhail Gorbachev because of their reforms. Moreover, the fact that Russian involvement became apparent in the Abkhazian conflict made things more complicated for Shevardnadze. Some even argue that without the Russian involvement in the conflict, the outcome might have been different.³⁷

Compared to Gamsakhurdia, Shevardnadze's views

on Russia were very different, as he saw Moscow as an ally, rather than an enemy. For him, Russia was an opportunity to stabilize Georgia. However, his arrival as a leader of an interim government lacked legitimacy, which did not make his work on bringing back stability any easier. Subsequently, he had certain issues in controlling armed militias in the country. To fix that, Shevardnadze asked for Russian help. The northern neighbour would send its military to Georgia and guarantee Shevardnadze's place as an interim leader.

However, the Russian help had its price of joining the Commonwealth of the Independent States. This organisation was created shortly after the fall of the Soviet Union and Georgia under Gamsakhurdia's rule decided not to join. It guaranteed the fulfilment of international obligations taken up by the Soviet Union during its existence. It was also a tool for Moscow to keep its influence over former Soviet states. In 1993, Shevardnadze decided to join the CIS. As he described later in his memoirs, this decision was taken in a context where a compromise was necessary: "*The situation forced me to find a compromise: Georgia was forced to become a member of Russia controlled Commonwealth of independent states*".

Two years later, in 1995 just before being elected as a second president of Georgia, Shevardnadze gave an interview to "*The Brown Journal of World Affairs*", where he expressed himself about Russo-Georgian relations. On the question of what will be the future role of Georgia in the region, he said that the previous administration had decided to "sever all links with Russia", something that he could not explain why.

"Our relationship with Russia had been seriously troubled. The former authorities of the Georgian Republic decided to sever all links with Russia. I cannot explain why; the decision was made all too quickly and had the result of practically isolating

Turkey, Vol. 6, No. 2, p. 37, 2004. https://www.jstor.org/stable/26328481?seq=1#metadata_info_tab_contents Accessed: 05-02-2022.

³⁷ Gordadze, Thornike, "Georgian-Russian Relations in the 1990s", published in "The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia", Routledge, 2009, p. 30.

Georgia. However, we have managed to make up for this mistake, and now I can describe our strategic relationship with Russia as positive."³⁸

Meanwhile, following his comments about Russia, he showed an appreciation for the help in the process of democratisation that the United States of America offered to Georgia. This shows Shevardnadze's pragmatic approach to the geopolitical situation, as he did not content himself with just Russia as a partner. On the other hand, the diversification of Georgia's international partnerships was not well perceived by the new President of the Russian Federation, Vladimir Putin.

In 2002, during the meeting of the leaders of ex-Soviet states in Shymbulak, Kazakhstan, Vladimir Putin expressed his gratitude for the presence of the President of Georgia. He also talked about the US-Georgian anti-terrorist cooperation. As stated by Putin there was "no tragedy" in the fact that certain American military units were present in Georgia.³⁹ According to him, the same thing happened in Central Asia and it was completely fine for Russia to have Americans present in Georgian territory. However, he then argued that in the case of Central Asia, Russians were warned about the deployment, but in the case of Georgia, the information came only from the United States.⁴⁰

Therefore, Georgia was seen by Putin to be in the wrong as it failed to communicate with Russia that American troops were arriving.

When Putin finished his speech, leaders started to head towards the exit. However, two or three seconds after Putin's speech, Shevardnadze took up the microphone to address the response to Vladimir Putin.⁴¹ He started by saying that he agreed with everything that the Russian President said. Nevertheless, he deemed it necessary to nuance the

situation, while indirectly responding to what was said by the President of the Russian Federation. According to Shevardnadze, there was no secret in the fact that Georgia and the United States were cooperating in the military sphere, where Americans helped to create and train Georgian border control units. He then proceeded to say that Georgia accepted this help as "no other country" in the world could help organise an anti-terrorist unit.⁴² This way, he indirectly said that Russia did not have the capacity to do such a thing. Shevardnadze also deemed it financially difficult to create such a unit, and that was why Georgia would continue to welcome Americans into the country.

The Shymbulak case clearly demonstrates the complexity of the Russo-Georgian relations during the end of the Shevardnadze era. With the arrival of Vladimir Putin in Russia, the attitudes towards the western implications in Georgia began to be, at the very least awkward or at the very most problematic for the Kremlin.

Meanwhile, one may ask why the topic of anti-terrorism became so important for Georgia and Russia (even for the USA for that matter). After the 9/11 attacks in New York, the George W. Bush administration started to push hard on terrorism worldwide. Meanwhile in Russia, Chechen separatists were trying to gain independence. Georgia got dragged into the Chechen quagmire after Russia threatened to launch a cross-border attack against Chechen separatists who had taken refuge in Pankisi gorge, Georgia. The Islamic fighters were problematic for the US as well, considering the global dynamic that the 9/11 event created. In this context, Georgia needed to rapidly establish order in the area. That is when Americans got involved to help with the training of the Georgian anti-terrorist forces. In the meantime, the Chechnya conflict was used as a pretext by Russia to

³⁸ Shevardnadze Eduard, Loewenstein Andrew B. and Rhee Minkoo, "Beyond Russia: Thoughts on the New East". The Brown Journal of World Affairs. Vol. 2, No. 2, pp. 103-108, 1995. https://www.jstor.org/stable/24590078?seq=1#metadata_info_tab_contents Accessed: 04-02-2022.

³⁹ Shymbulak meeting 2002, The Eduard Shevardnadze Center.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

introduce a visa regime for Georgians in 2000.

In summary, Shevardnadze inherited a rather difficult situation from his predecessor. The country was plunged into ethnical and internal conflict. While his predecessor, Gamsakhurdia was known for his anti-Russian views, Shevardnadze himself viewed Russia as an opportunity to stabilize a torn Georgia. He believed that Russia was a pacific neighbour and his foreign policy reflected that. Meanwhile, Shevardnadze tried to diversify his country's international partners by establishing relations with the United States of America.

However, a popular revolution that was known as a "Rose Revolution" took place in 2003. This time around, Shevardnadze was facing an angry mob, gathered to contest an allegedly fraudulent election as well as the poor economic and infrastructural situation in the country. The leader of the "revolutionary" movement happened to be his former Minister of Justice, Mikheil Saakashvili.

Saakashvili's pre-war period and aftermath of the conflict

The rose revolution brought a change not only to the leadership of Georgia but also to its foreign policy. An uncompromised Western orientation introduced by Saakashvili happened to irritate Moscow and the relations started to progressively deteriorate. Subsequently, it culminated in a war that took place in August 2008, over the Georgian breakaway region of South Ossetia.

The progressive increase of the tensions between Tbilisi and Moscow

Mikheil Saakashvili, who had previously served as a Minister of Justice under Shevardnadze, decided to go against the second President of Georgia while accusing him of corruption and failure to put through necessary reforms. In 2003, Mikheil Saakashvili led a popular uprising, that came to be known as the "Rose revolution". The movement was contesting the election results (according to which

Shevardnadze had won the electoral competition) and deemed elections as rigged. As a result, Shevardnadze resigned from office. In the newly held elections that same year, Saakashvili came out victorious.

The new young leader had specific goals for his presidency. He set the Georgian foreign policy course towards the West and made NATO membership and European integration the primary objectives of his country. Meanwhile, he had the ambition to restore the territorial integrity of Georgia. However, the third President of Georgia inherited a context in which Russia had a significant influence over the country's energy sector. Also, the presence of Russian military units in Georgia proper was another factor to consider. Saakashvili was not in favour of Russian influence in Georgia. He intensified negotiations to withdraw Russian military units from the country. Saakashvili equally tried to decrease his country's energy dependence on Russia.

During Saakashvili's presidency, the relationship with Russia became rather turbulent. It was marked with frequent escalations, diplomatic rows, accusations and sanctions. However, pressure from Moscow started to increase gradually. Somehow this gradual increase was happening in correlation with the rapprochement of Georgia with the West.

The first signs of Russia's disliking of Saakashvili and his movement appeared perhaps during the Adjara crisis. The latter is often perceived as the first and the last success by Saakashvili to re-establish central government control over a Georgian region. During the Adjara crisis, the South Western region was led by Aslan Abashidze, a Saakashvili opponent. In 2003, just after the Rose Revolution in Tbilisi, Abashidze introduced a state of emergency in Adjara, which perhaps marked the beginning of tensions between the new central government and Aslan Abashidze. Later, when Saakashvili tried to enter the region, the administrative border was closed down by the pro-Abashidze armed groups. This marked a serious escalation. Subsequently, economic sanctions followed from the central

government, which led to an agreement between Abashidze and Tbilisi. However, tensions escalated all over again after the refusal from Abashidze to disarm his units. The crisis ended with Abashidze exiling to Moscow and Adjara having a new government. Russia played an important role in this crisis as it provided protection to Abashidze to leave for Moscow.

In 2004, the same year as the previous crisis ended, tensions continued to increase, but this time, between Russia and Georgia over the events in the region of South Ossetia. Saakashvili did not hesitate to throw accusations at Russia and vice versa. Progressively, the official Tbilisi rhetoric started to become more accusatory and direct towards Russia. Georgia started to openly accuse Russia of supporting separatists in the regions of Abkhazia and South Ossetia. Meanwhile, Moscow was becoming increasingly irritated over Saakashvili's accusations and his 'all-out towards the West' policy. Therefore, Russia started to openly take sides in Georgia's internal conflicts. Namely, in May 2004, Georgian interior troops were sent to Tskhinvali in South Ossetia to crackdown smuggling.⁴³ This move was seen by Russia as a violation of the 1992 agreement and resulted in a standoff between Russian and Ossetian forces on one side and Georgian forces on the other.⁴⁴ The latter though retreated, avoiding a large scale confrontation. From this moment, it was clear that Russia had taken a clear position: it would confront Saakashvili if necessary. However, it would be naïve to say that Russia decided out of nowhere to pick a side in the Georgian-Ossetian conflict. It came alongside the intensification of pro-Western policies in Georgia and specifically aspiration to meet NATO military standards in the hopes of one day becoming a member.

The year 2006 was marked by a whole new level of turbulence in Russo- Georgian relations. Major events consisted mainly of pipeline explosions in the Russian region of North Ossetia, cutting Georgia and Armenia off from the Russian gas supply, embargo on Georgian (as well as Moldovan) wine, a spying controversy and a massive deportation of Georgians from Russia. The pipeline explosions that took place in North Ossetia were seen by Tbilisi as blackmail from the Kremlin's side, resulting in Tbilisi officially accusing Moscow of provocations. The explosions also took place during a very cold winter that made Georgia believe that Russia was punishing Georgia, which was trying to decrease energy dependence on Russia.⁴⁵

Relations deteriorated further when Russia introduced a ban on Moldovan and Georgian wines in 2006. The reason for such a decision was a failure to meet the sanitary standards of the Russian Federation. Specifically, the question of pesticides was troubling according to the Russian sanitary institutions. However, the ban later expanded to Georgian mineral waters, such as "Borjomi" and "Nabeglavi". Both Moldova and Georgia viewed the ban as political blackmail from Russia.

The turbulence continued when Georgia arrested several Russian officials in the country under the suspicion of espionage. This was seen by Russia as a provocation from the Georgian side. Moscow even officially presented a draft to the United Nations Security Council to condemn "Georgia's provocations". The resolution was however vetoed by the United States. Meanwhile, several days after the spy row, Putin had invited the leaders of separatist governments of Abkhazia and South Ossetia at the roundtable of economic development of Southern Russia in Sochi. One has to take into consideration the fact that until 2008, Russia did not

⁴³ Spetschinsky, Laetitia and Bolgova V. Irina. "Post-Soviet or Post-Colonial? The relations between Russia and Georgia after 1991". *European Review of International Studies*, Vol. 1, No. 3 (Winter 2014), p. 116. Published by: Verlag Barbara Budrich Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/10.2307/26593315>

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Sindelar, Daisy, "Georgia: Tbilisi accuses Moscow of energy sabotage", 2006, Radio Free Europe – Liberty, <https://www.rferl.org/a/1064976.html> Accessed: 05-03-2022.

recognize those two regions of Georgia as independent States. Therefore, the move was loudly protested by Tbilisi. Nevertheless, the spy row caused the biggest deterioration of relations between the two countries since the fall of the Soviet Union. Vladimir Putin later accused Georgia of "State terrorism with hostage-taking", comparing it to the practices of Lavrentiy Beria during the Stalin era.⁴⁶ Subsequently, the Ministry of Foreign Affairs of Georgia condemned Putin's statements and compared them to a "warlike rhetoric".⁴⁷ The Russian rhetoric was matched with concrete actions, as the Kremlin decided to cut all travel links (railway, air, road, maritime and postal links) with the country and to stop issuing visas to Georgians. Meanwhile, Russian troops were still present on the Georgian territory. Throughout, this turbulent year, as a response to sanctions imposed by Kremlin, Georgia even threatened to block Russia's bid to become a member of the World Trade Organization. Furthermore, massive deportations of ethnic Georgians from Russia caused another diplomatic brawl between the two States. While Georgia accused Russia of "ethnic cleansing", Moscow rejected all allegations, declaring that deported Georgians had committed immigration offences.

The Human Rights Watch report about the Russo-Georgian war happens to be interesting. While the report describes the prelude to the war, it also provides a brief geopolitical analysis of the situation:

"By April 2008 communication between Russia and Georgia was being restored, but Russia, angered by Western countries' recognition of Kosovo's independence in February 2008 and by Georgia's continued efforts to join NATO, moved to deepen its cooperation with the breakaway administrations in

*Abkhazia and South Ossetia. Georgia responded by blocking further negotiations over Russia's accession to the World Trade Organization. Georgian use of unmanned reconnaissance drones in the airspace above the breakaway republics and the downing of one such drone by a Russian airplane on April 20 strained the relationship further."*⁴⁸

Page | 29

As one could tell, since the revolution of 2003, relations between the two countries started to rapidly degenerate. One explanation for this could be the Kremlin's attitude towards the new integration policy of Georgia towards Western institutions. Also, one can observe that Saakashvili did not necessarily play the "compromise game" with Moscow. His headstrong approach perhaps made him inflexible vis-à-vis Russia. However, one has to understand that the Kremlin had its ambitions of keeping its 'backyard' under its influence. Therefore, Saakashvili's policy had a double effect. On one hand, it gave a fair degree of freedom to Georgia in terms of foreign policy and allowed Georgia to break away from Moscow's orbit. On the flip side, this headstrong approach resulted in a direct collision with Russia.

However, the August 2008 war was not perhaps solely the result of Russo-Georgian tensions. The internal, ethnical conflict with Ossetians was a core issue that most definitely got instrumentalised by Russia to destabilize Georgia.

The war of 2008 and its aftermath

The beginning of the year 2008 was somewhat turbulent for the two countries. In April 2008, Putin gave the order to establish official ties between the Russian, Abkhaz and South Ossetian authorities.⁴⁹ It

⁴⁶ Finn, Peter, "Putin and Georgia Officials Intensify Rhetoric in Dispute", 2006, Washington Post, <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/10/01/AR2006100100898.html> Accessed: 05-03-2022.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Human Rights Watch, "Up In Flames - Humanitarian Law Violations and Civilian Victims in

the Conflict over South Ossetia", 2009, p. 20. <https://www.refworld.org/docid/497984202.html> Accessed: 06-03-2022.

⁴⁹ Socor, Vladimir, "Russia moves toward open annexation of Abkhazia, South Ossetia", 2008, <https://jamestown.org/program/russia-moves-toward-open-annexation-of-abkhazia-south-ossetia/> Accessed: 06-03-2022.

is worth taking into consideration that, up until the war, the Russian Federation did not recognise the independence of South Ossetia and Abkhazia. Therefore, the move was heavily criticised by Tbilisi. On the 20th of April of the same year, a Georgian unmanned aerial vehicle (UAV) was shot down by an unidentified jet over Abkhazia.⁵⁰ The United Nations Observer Mission in Georgia later published a conclusion stating that the Georgian drone had been shot down by the Russian air force, also accusing Georgia of breaching the Moscow Agreement.⁵¹ Even NATO got dragged into the situation when the Russian Ambassador to the above-mentioned organisation said that the Georgian drone might have been shot down by a NATO member-owned Mig-29.⁵² Back then, Georgia even threatened to block World Trade Organization membership application for Russia, following the growing tensions between the two States.⁵³

In early July of the same year, things started to worsen. Tensions between Georgian forces and Ossetian forces started to increase, leading to violent incidents between the two forces.⁵⁴ Later that month, four Russian jets conducted several overflights over Tskhinvali, violating the Georgian airspace. The overflights were later confirmed by the Russian side while adding that they were necessary to “cool hot heads in Tbilisi”.⁵⁵ The overflights caused the first major diplomatic rupture between the two

States, as Georgia decided to recall its Ambassador from Russia.⁵⁶ Overall, it is understandable that at this point relations between the two countries were approaching an all-time low level. The path towards a point of ‘no return’ seemed to be closer day by day. The nail in the coffin of Russo-Georgian relations came in early August 2008 when hostilities between Georgian and Ossetian forces reached their peak. Georgian advance on the city of Tskhinvali and Russian forces entering the internationally recognized territory of Georgia, through the Roki tunnel, resulted in a direct military conflict between the two States.

However, following the hostilities between the Russian and Georgian forces, neither Tbilisi nor Moscow decided to officially break diplomatic relations. Even though the Georgian Ambassador had already been recalled following the overflight incident in July of the same year, the diplomatic missions were still operating in the respective countries. Subsequently, the rupture of diplomatic relations between the two States was not caused directly by the August war. In fact, on the 26th of August 2008, Russia's President, Dmitry Medvedev signed an order recognising the independence of the two breakaway regions of Georgia, Abkhazia and South Ossetia.⁵⁷ It was following this decision that Georgia decided to indefinitely break diplomatic relations with Russia. Its diplomatic staff was entirely recalled from the Russian Federation soon after.⁵⁸

⁵⁰ Civil Georgia, “UN Probe Says Russian Jet Downed Georgian Drone”, 2008, <https://old.civil.ge/eng/article.php?id=18393> Accessed: 06-03-2022.

⁵¹ United Nations News, “Georgia: UN says Russian air force shot down aircraft over Abkhazia”, 2008, <https://news.un.org/en/story/2008/05/260732-georgia-un-says-russian-air-force-shot-down-aircraft-over-abkhazia> Accessed: 06-03-2022.

⁵² Finn, Peter, “Russia's Moves Add To Strains With Georgia”, 2008, Washington Post, https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/04/30/AR2008043003256_2.html Accessed: 06-03-2022.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Human Rights Watch, “Up In Flames - Humanitarian Law Violations and Civilian Victims in the Conflict over South Ossetia”, 2009,

<https://www.refworld.org/docid/497984202.html> Accessed: 06-03-2022.

⁵⁵ Human Rights Watch, “Up In Flames - Humanitarian Law Violations and Civilian Victims in the Conflict over South Ossetia”, 2009, <https://www.refworld.org/docid/497984202.html> Accessed: 06-03-2022.

⁵⁶ Human Rights Watch, “Up In Flames - Humanitarian Law Violations and Civilian Victims in the Conflict over South Ossetia”, 2009, p. 21.

⁵⁷ Tran, Mark, “Russia defies west by recognising Georgian rebel regions”, 2008, The Guardian, <https://www.theguardian.com/world/2008/aug/26/russia.georgia1> Accessed: 12-03-2022.

⁵⁸ Tran, Mark, “Russia defies west by recognising Georgian rebel regions”, 2008, The Guardian,

Therefore, it is fair to say that diplomatic relations got suspended by Georgia as a result of Russian recognition of Georgia's two breakaway regions.

Conclusion

As mentioned previously, the relations between Russia and Georgia were initiated back in the 15th century, when Georgia was in need of protecting itself from the Ottoman and Persian empires in order to survive. Its first attempts to establish ties were informal and were left more or less unanswered by the Russian side. Since then, some Georgian kingdoms once again tried to seek an alliance with Russia in order to protect themselves from southern empires. However, the Georgian side did not receive the informally promised help from Russia. Later on, the Treaty of Georgievsk was established as the first important bilateral document between Russia and one of the Georgian Kingdoms, Kartli- Kakheti. Nevertheless, it is unclear what caused the non-fulfilment of the treaty obligations from the Russian side, as multiple potential unverified reasons emerge. Thereafter, Georgian kingdoms were annexed by the Russian Empire and became part of it. Only in 1918, after the Bolshevik Revolution, did Georgia manage to regain its independence, but this time around as a united entity. Nevertheless, this independence only lasted till 1921, when the Red Army invaded the Republic of Georgia. The latter was therefore integrated into the Soviet Union. Subsequently, the first- ever establishment of modern diplomatic relations between Russia and Georgia took place after the fall of the Soviet Union in 1991.

Since the second independence, relations with Russia were somewhat complicated. During Zviad Gamsakhurdia's presidency, a clear foreign policy directed at relations *vis-à-vis* Russia was not established. Only personal, somewhat anti-KGB statements and sentiments of the President were made known. Nonetheless, during Shevardnadze's mandate, diplomatic relations started to develop. The second President of Georgia looked at Russia as a partner. However, later on, this belief of Eduard Shevardnadze was being challenged by the role that Russia played in the Abkhazia conflict and with Vladimir Putin's coming to power in Kremlin. When Shevardnadze started to develop diplomatic relations with the United States of America and invited American military instructors in the country, Russia got irritated. This was particularly visible with Putin's reaction to the arrival of American instructors, deeming that this information should have been officially communicated to Moscow by Georgia. The wind towards the West started to blow immediately, after Saakashvili's rise to power. The Western course of the new Georgian leadership did not please Russia. Therefore, irritation progressively turned to accusations, tensions and later on war. However, the answer to the question - that if the war of 2008 was the main reason that constituted an unprecedented break of diplomatic relations between Russia and Georgia - is now clear. The war itself did not constitute the main reason for the break in relations between the two countries. Although the war was a main, indirect factor to it, the recognition of two Georgian breakaway regions of Abkhazia and South Ossetia by Russia caused this break in relations.

<https://www.theguardian.com/world/2008/aug/26/russia.georgia1> Accessed: 12-03-2022.

LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES DANS LE CONFLIT OPPOSANT L'ARMÉNIE À L'AZERBAÏDJAN, LE « GRAND JEU DANS LE CAUCASE DU SUD

Page | 32

Maëlys LE PERSON

Analyste spécialisée dans le domaine militaire.

La région du Caucase du Sud constitue une zone tampon entre la Russie, la Turquie et l'Iran. Cet espace se trouve au croisement des lignes d'intérêts constituées par l'axe Israël, Turquie et Azerbaïdjan d'une part et l'axe d'influence de l'Iran vers la Méditerranée orientale d'autre part. Ces intérêts entrent en friction en raison des agendas différents des acteurs régionaux. Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh, trouve ses origines dans les bouleversements régionaux après la Première Guerre mondiale⁵⁹ et connaît un tournant depuis 2020. Alors que les précédentes frictions ont été marquées par une forte présence de l'acteur soviétique ou russe, d'autres acteurs étatiques sont intervenus de façon plus prégnante. Le Haut-Karabakh est une zone dépourvue de ressources et ne détenant pas de richesses particulières, ce qui interroge quant aux intérêts dans la région. Dès lors, comment se manifestent les influences étrangères dans le conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, et plus largement dans le Caucase du Sud ?

Les acteurs régionaux : le Caucase du Sud, espace tampon entre des anciens empires

⁵⁹ MAI Benjamin, « Le conflit du Haut-Karabakh, conflit d'un long vingtième siècle », *Le Grand continent*, 3 octobre 2020. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/10/03/le-conflit-du-haut-karabakh-conflit-dun-long-vingtieme-siecle/>

⁶⁰ BRIGAUDEAU Anne, « Caucase : l'article à lire pour mieux comprendre le conflit dans le Haut-Karabakh », *France info*, 17 octobre 2020. URL :

La Russie, position ambiguë et médiateur ambivalent

La Russie considère le Caucase du Sud comme son arrière-cour stratégique. De surcroît, garantir l'accès au couloir caucasien lui permet de s'assurer l'accès au Moyen-Orient. Elle présente une position ambiguë dans la région, illustrée par la vente d'armes aux deux belligérants par exemple.

C'est une alliée traditionnelle de l'Arménie, appartenant à la CEI (communauté des États indépendants) et membre fondateur de l'OTSC. L'intérêt de la Russie est d'éviter que le niveau de tension du conflit ne la contraigne à activer l'alliance militaire avec l'Arménie⁶⁰. Son objectif est plutôt de geler le conflit et d'abaisser le seuil de tension, plus que de résoudre le différend. La Russie dispose en Arménie de la 102^e base à Gyumri, où stationnent environ 5 000 militaires, initialement destinés à la protéger contre la Turquie, membre de l'OTAN, et à dissuader l'Azerbaïdjan d'envahir le territoire arménien⁶¹. Moscou s'est montrée agacée par la politique d'Erevan en raison de la ligne pro-européenne du Premier ministre Nicolas Pachinian, en poste depuis 2018.

En ce qui concerne l'Azerbaïdjan, la Russie disposerait d'une force de près de 1 960 militaires

https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/caucase-l-article-a-lire-pour-mieux-comprendre-le-conflit-dans-le-haut-karabakh_4138597.html

⁶¹ RAZOUX Pierre, « Nagorno-Karabakh : nouveau front turc face à la Russie ? », *FMES*, 13 octobre 2020. URL : <https://fmes-france.org/nagorno-karabakh-nouveau-front-turc-face-a-la-russie-par-pierre-razoux/>

déployés dans le Haut-Karabakh, dont le mandat s'achèvera en 2025 et que l'Azerbaïdjan ne souhaite pas reconduire, la considérant comme une force d'occupation⁶². Par ailleurs l'Azerbaïdjan n'est pas membre de l'OTSC, Bakou l'ayant quittée en 1999. Enfin, il fournit du gaz et du pétrole à la Russie.

La présence de la Russie dans le Caucase du Sud est aussi motivée par la protection de ses approvisionnements énergétiques. Son intérêt dans la région est de se positionner comme médiateur et arbitre, lui permettant d'exercer une menace potentielle sur l'approvisionnement énergétique de la Turquie, qu'elle rencontre sur d'autres théâtres d'opérations.

La Turquie, partenaire stratégique de l'Azerbaïdjan

Historiquement, dès la Première Guerre mondiale, l'Empire Ottoman est présent dans les affaires du Caucase du Sud, par le biais des délégués Jeunes-Turcs⁶³. La Turquie considère le Caucase du Sud comme une voie d'accès vers l'Asie centrale. Elle dispose aussi d'intérêts énergétiques dans la région. L'Azerbaïdjan fournit du gaz à la Turquie, via un gazoduc passant par la Géorgie. Pour la Turquie, intervenir dans cette région participe d'une politique étrangère visant à affirmer son autonomie stratégique, sa politique de puissance et sa capacité à défendre ses alliés. Pour Erdoğan, le conflit au Haut-Karabakh lui permet de jouer directement dans la sphère d'influence russe⁶⁴, la Turquie cherchant à mettre en évidence les ambiguïtés de la position russe.

La Turquie est un soutien fort de l'Azerbaïdjan et possède un passé difficile avec l'Arménie, avec qui elle a fermé sa frontière en 1993⁶⁵. Elle intervient dans le conflit au Haut-Karabakh par la formation de

personnels militaires azerbaïdjanais (commandos, tireurs d'élite) et l'envoi de mercenaires, notamment en provenance de la Syrie⁶⁶. La Turquie est la seule puissance à ne pas appeler à un cessez-le-feu entre les belligérants. Elle affirme au contraire qu'elle se tiendra toujours aux côtés de l'Azerbaïdjan, l'encourageant à reprendre « ses terres occupées ».

L'Iran, État limitrophe inquiet

L'Iran chiite soutient davantage l'Arménie chrétienne, avec laquelle il a des liens économiques et historiques, plutôt que l'Azerbaïdjan, pourtant chiite. L'Iran défend le droit à l'intégrité territoriale, craignant le séparatisme de sa minorité azérie qui comprendrait entre 20 et 30 millions de membres en 2020 (sur 80 millions d'habitants au total, dont près de 300 000 ressortissants de la communauté arménienne⁶⁷). Son intérêt réside dans l'empêchement d'un Azerbaïdjan en position de force, qui pourrait nourrir un projet sécessionniste de sa communauté azérie. L'Iran redoute en outre le panturquisme (volonté d'union des peuples turcophones). S'il contrôle la frontière terrestre de l'Arménie qui réalise la connexion entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan, l'Iran craint l'axe stratégique Israël, Turquie et Azerbaïdjan qui croise son axe d'influence vers la Méditerranée orientale. Les préoccupations de l'Iran sont à la fois géopolitiques et économiques. Le projet de corridor du Zanguezour reliant Bakou à Ankara est perçu comme une menace par Téhéran. Il pourrait remplacer les gazoducs iraniens vers le Nakhitchevan par des gazoducs opérant depuis l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale, privant l'Iran de son rôle dans le commerce et le transit énergétique de la région. Pour démontrer sa puissance et dissuader ses compétiteurs stratégiques, l'Iran organise des exercices militaires près de sa frontière.

⁶² Tigrane YEGAVIAN, « Le Haut-Karabakh, de la guerre sans fin au conflit par procuration », *Ritimo*, 8 décembre 2022. URL : <https://www.ritimo.org/Le-Haut-Karabakh-de-la-guerre-sans-fin-au-conflit-par-procuration>

⁶³ MAI Benjamin, *op. cit.*

⁶⁴ HOFFNER Anne-Bénédicte, « Haut-Karabakh, les cartes pour comprendre le conflit », *La Croix*, 14

octobre 2020. URL : https://www.la-croix.com/Monde/Haut-Karabakh-cartes-comprendre-conflit-2020-10-14-1201119412?utm_medium=affiliation&utm_campaign=crx+abo+conversion+ete+juin+2019

⁶⁵ MAI Benjamin, *op. cit.*

⁶⁶ BRIGAUDEAU Anne, *op. cit.*

⁶⁷ HOFFNER Anne-Bénédicte, *op. cit.*

D'autres acteurs régionaux d'opportunité

Israël se présente comme un acteur d'opportunité dans la région. Il dispose d'intérêts énergétiques et a de nombreux contrats d'armement avec l'Azerbaïdjan. Israël et l'Azerbaïdjan sont liés depuis les années 2000 par un partenariat stratégique. Tel-Aviv importe un tiers de sa consommation de pétrole de Bakou et lui vend des drones Harop⁶⁸. Selon le SIPRI, 60% des importations de défense de l'Azerbaïdjan sur la période 2015-2019 proviendraient d'Israël. Ce volume est passé à 70% en 2020. Le Caucase du Sud s'insère dans la profondeur stratégique dont Israël souhaite disposer vis-à-vis de l'Iran⁶⁹. Enfin, Israël n'aurait pas intérêt à la reconnaissance de la République d'Artsakh qui pourrait constituer un précédent vis-à-vis de la communauté palestinienne.

La Géorgie est un autre acteur régional, peu mis en avant. C'est un État qui connaît deux conflits majeurs sur son territoire en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Au cours de la deuxième guerre du Haut-Karabakh, la Géorgie a réaffirmé sa neutralité et interdit tout transfert d'armement sur son territoire à destination des belligérants. À l'issue du conflit, elle a proposé son aide afin de faciliter des échanges de prisonniers contre des cartes de localisation des mines antichars et anti personnels déployées dans les zones de conflit⁷⁰. En s'imposant comme médiatrice, elle se montre comme un acteur régional responsable et fiable⁷¹. De surcroît, la Géorgie a intérêt à la stabilité dans la région, puisqu'elle souhaite intégrer l'OTAN et résoudre ses difficultés d'intégrité territoriale.

Ainsi, parmi les acteurs régionaux influents dans le Caucase du Sud se distinguent les anciens empires

que sont la Russie, la Turquie et l'Iran. Leur convergence a pu s'illustrer par la proposition russe et turque après la deuxième guerre du Haut-Karabakh de créer un dialogue de coopération eurasiatique dans le cadre d'un format « 3+3 » (Turquie-Russie-Iran et Azerbaïdjan-Arménie-Géorgie). Il aurait pour objectif de « résoudre les litiges et transformer le Caucase du Sud en espace prospère sous domination des trois anciens empires »⁷². Ce qui change avec la deuxième guerre du Haut-Karabakh est l'internationalisation du conflit, marqueur d'un Caucase du Sud souvent qualifié de carrefour stratégique.

Les acteurs internationaux : le Caucase du Sud perçu comme carrefour stratégique

Les intérêts étatiques en dehors de la région

En dézoomant la carte régionale, d'autres acteurs s'intéressent au Caucase du Sud. Tout d'abord, la France s'intéresse au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il a donné lieu pour les armées françaises à un RETEX sur la haute intensité et l'engagement des drones au combat. La France dispose d'une diaspora arménienne et mène des activités spatiales avec l'Azerbaïdjan⁷³. Elle co-préside le groupe de Minsk, certes désactivé, marquant son intérêt pour les négociations vers la paix entre les deux belligérants. Elle a toutefois été critiquée quant à sa neutralité et dans son rôle de médiatrice.

Outre-Atlantique, l'Azerbaïdjan peut être perçu comme un point d'appui stratégique pour les États-Unis, proche de la Russie et de l'Iran. Le 17 septembre 2022, Nancy Pelosi, présidente de la

⁶⁸ Tigrane YEGAVIAN, *op. cit.*

⁶⁹ DELANOE Igor, « Le Caucase du Sud dans la profondeur stratégique israélienne », *Diplomatie*, novembre-décembre 2021, n°112, pp. 68-69.

⁷⁰ KATUKIA Téa, « Quels défis géopolitiques pour la Géorgie », *Diplomatie*, novembre-décembre 2021, n°112, pp. 54-57.

⁷¹ LABARRE Frédéric, « Regards sur la Géorgie », *Diplomatie*, novembre-décembre 2021, n°112, pp. 52-53.

⁷² MINASSIAN Gaïdz, « Arménie-Azerbaïdjan : la paix dans l'impasse ? », in *Politique Etrangère*, États-Unis : l'empire incertain, mars 2023, pp. 95-109.

⁷³ NADOT Sébastien, « Haut-Karabagh : à la recherche de la position française », *Le Grand Continent*, 5 octobre 2020. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/10/05/haut-karabagh-france/>

Chambre des représentants, s'est rendue en Arménie. Cette visite exprime la volonté de Washington de faire parvenir l'Arménie et l'Azerbaïdjan à un accord de paix, mais n'a pas abouti. Réduire l'influence russe dans la région pourrait se comprendre dans une stratégie d'affaiblissement de la Russie.

Des intérêts dans le Caucase du Sud existent aussi en Asie, avec certes très peu d'influence sur le conflit au Haut-Karabakh. L'Inde, qui ne souhaite pas dépendre de la Russie, veut ouvrir un axe routier reliant Bombay à l'Europe, en passant par l'Iran, l'Arménie et la Géorgie. Elle multiplie les accords de défense avec l'Arménie en raison entre autres du soutien pakistanais à l'Azerbaïdjan⁷⁴. Par ailleurs, la Chine s'intéresse aussi au Caucase du Sud. En 2021, l'Azerbaïdjan était le principal partenaire commercial de Pékin dans la région. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la présence chinoise a procédé à de nombreux investissements relatifs au projet *Belt and Road Initiative*. La Chine se positionne comme un partenaire neutre. Elle semble offrir aux pays du Caucase du Sud une troisième voie entre Ankara et Moscou. Cette présence chinoise est perçue avec méfiance par la Russie et la Turquie qui « tentent de promouvoir dans les pays sud-caucasien leurs propres initiatives d'intégration régionale »⁷⁵.

L'implication des organisations internationales

Ce conflit a trouvé un écho sur la scène internationale par la stratégie de diversification des partenaires stratégiques de l'Azerbaïdjan et le soutien de la diaspora arménienne.

Les intérêts des Occidentaux dans la région sont notamment économiques, avec l'exploitation des hydrocarbures de la mer Caspienne. C'est le cas de l'Union européenne qui dispose d'intérêts énergétiques dans la région. Elle tente d'œuvrer à la

négociation entre les belligérants, sans succès. Elle a envoyé une mission d'observation à la frontière entre Arménie et Azerbaïdjan (EUMA).

L'ONU semble absente de la région. Le Conseil de sécurité des Nations unies n'est jamais parvenu à faire appliquer ses résolutions. Les efforts de médiation dans le cadre de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) n'ont également pas abouti. Depuis 1992, le Groupe de Minsk supervise les efforts de l'OSCE pour tenter de parvenir à une solution politique au conflit. Il est composé d'une quinzaine d'États, co-présidé par la France, les États-Unis et la Russie. L'accord du 9 novembre 2020 a contribué à la désactivation de ce groupe en parvenant à « désoccidentaliser le mécanisme de dialogue au Karabakh en écartant Washington et Paris »⁷⁶.

Enfin, l'OTSC, dont n'est membre que l'Arménie dans le Caucase du Sud, est effacée. Le Kazakhstan et la Biélorussie, membre de l'OTSC ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas être impliqués dans des conflits qui ne sont pas les leurs.

Conclusion

Les tentatives de résolution du conflit dans le Haut-Karabakh semblent pour le moment être des échecs. L'Arménie et l'Azerbaïdjan n'entendent rien céder de ce qu'ils exigent de l'autre. L'implication d'acteurs extérieurs dans la région avec des intérêts différents n'aide pas à la résolution du conflit. Le Caucase du Sud est un point de passage qui suscite l'intérêt d'autres puissances, peu intéressées par le conflit entre les deux États. L'Azerbaïdjan, avec ses ressources énergétiques et son accès la mer Caspienne est en position de force dans la région. Si la situation s'avère gelée, les événements qui pourraient déplacer le centre de gravité du conflit pourraient être les suites de la guerre en Ukraine et les élections présidentielles aux États-Unis.

⁷⁴ MINASSIAN Gaïdz, *op. cit.*

⁷⁵ ALEXEEVA Olga V., « Le « Grand Jeu » de la Chine dans le Caucase du Sud », *Diplomatie*, novembre-décembre 2021, n°112, pp. 64-67.

⁷⁶ MINASSIAN Gaïdz, *op. cit.*

LE CONFLIT DU HAUT-KARABAKH ET LA QUESTION D'UNE NOUVELLE CONFIGURATION GÉOPOLITIQUE DANS LA RÉGION

Page | 36

Emma LEDUC

Analyste à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega).

Le 10 novembre 2020, 44 jours après le début des combats, entrant en vigueur un accord de fin des hostilités, clôturant la troisième guerre du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Tout d'abord, la rapide victoire de Bakou grâce au décisif soutien turc en 2020 soulève de sérieuses questions quant à la mainmise russe sur le conflit, Moscou étant la puissance tutélaire historique dans la région. Si l'espace post-soviétique ne cesse d'être disputé sur les plans économique, politique et idéologique, c'est la première fois que la compétition investit le terrain militaire⁷⁷. Également, selon les termes de cet accord, l'Azerbaïdjan obtient les territoires conquis mais également le contrôle de la totalité des districts azerbaïdjanais entourant le Haut-Karabakh. Les voies de communication terrestres entre l'Azerbaïdjan et son exclave du Nakhitchevan seront rétablies, permettant alors à la Turquie d'accéder à la mer Caspienne et plus largement au monde turc. Enfin, est prévu le déploiement de forces de paix russes dans la région pour cinq ans renouvelables ainsi que la création d'un centre d'observation russo-turc afin de surveiller le respect du cessez-le-feu. De ces dispositions, ressort un nouveau rapport de force et une nouvelle configuration dans le Caucase du Sud. La signature d'un accord n'a toutefois pas suffi à mettre fin aux hostilités et l'architecture géopolitique continue d'être en mouvement.

Il convient dès lors de questionner les nouvelles positions de la Russie et de la Turquie dans la région. Historiquement, la domination de la Russie se traduit

par une prépondérance sur de nombreux domaines et le conflit du Haut-Karabakh est pour Moscou l'occasion d'assurer sa position dominante sur la région, au travers du maintien du *statu quo*. Toute influence étrangère dans les territoires situés à sa frontière est contraire aux « intérêts vitaux » de la Russie. Si Poutine accepte une telle incursion turque dans le Caucase, cela s'explique par plusieurs raisons. Il a besoin de la Turquie en Syrie et en Libye, contre l'Occident que Russes et Turcs veulent distancer des conflits régionaux. De plus, tous deux ont un intérêt particulier pour un ordre international polycentrique afin d'affirmer un *leadership* régional. L'ambivalence entre la confrontation et la coopération dans le Caucase du Sud constitue le *leitmotiv* de la relation bilatérale russo-turque

Ainsi, au vu de l'investissement décisif turc, dans quelles mesures la guerre du Haut-Karabakh de 2020 marque-t-elle un tournant dans les dynamiques géopolitiques dans le Caucase du Sud ?

Le conflit du Haut Karabakh, une illustration de la politique extérieure pro-active turque

Selon la doctrine de la « profondeur stratégique », conçue par A. Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères d'Erdoğan, la Turquie se considère comme un « État clef » ayant la capacité de devenir une puissance régionale et un facteur de stabilisation dans la région⁷⁸. Cette volonté s'illustre par une

77 Bayram Balci, « La Russie et le conflit du Karabagh : Moscou est-il toujours le maître des horloges ? », Centre de Recherches Internationales, 15 décembre 2020,

<http://sciencespo.fr/ceri/fr/content/la-russie-et-le-conflit-du-karabagh>.

78 Jana Jabbour, « La Turquie au Moyen-Orient : du “néo-ottomanisme” à l’aventure syrienne », Vie

militarisation de la politique étrangère turque lors de ces dernières années. Le soutien turc dans la guerre du Haut-Karabakh s'inscrit donc pleinement dans cette dynamique interventionniste.

Tout d'abord, la diffusion de la puissance militaire turque s'illustre au travers de l'implication de ses drones. Peu coûteux, utilisés de façon groupée, les drones ont la capacité de compenser le manque de moyens techniques pour nombre d'états-majors. Le drone tactique TB2 Bayraktar est capable d'enregistrer des informations sur les positions des forces adverses, de guider des avions de chasse vers leurs cibles et d'effectuer ses propres frappes grâce aux quatre missiles à guidage laser dont il est équipé⁷⁹. De façon plus générale, les drones sont un véritable outil d'influence pour la Turquie et le drone TB2 Bayraktar s'inscrit dans une « double stratégie industrielle et diplomatique de la Turquie »⁸⁰. Également, la « guerre des drones » constitue l'une des données de ce nouveau rapport de forces entre la Russie et la Turquie, la possession de drones d'attaque offrant à Ankara un avantage sur Moscou. Il s'agit notamment de la réponse turque au dispositif de déni d'accès mis en place par la Russie au Levant et en mer Noire. Permettre à l'Azerbaïdjan de recouvrir ses territoires a permis à la Turquie de gagner en crédibilité en tant que partenaire, notamment auprès des pays d'Asie centrale et même en Afrique. Enfin, la multiplication de l'usage des

drones est un symptôme de l'hybridation des conflits. Le phénomène dénommé « salve », « nuée » ou encore « essaim » de drones permet d'obtenir la saturation des défenses adverses, là où la plupart des conflits post-guerre froide était caractérisée par une très forte sélectivité des frappes et la limitation des pertes en matériel⁸¹.

L'envoi de mercenaires de l'Armée nationale syrienne au nombre de 2580 selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme⁸² dans le Haut-Karabakh illustre la capacité de mobilisation humaine turque et la privatisation de la guerre. Celle-ci permet notamment aux États de ne pas s'investir directement dans le conflit. De plus, ces mercenaires ont inauguré une nouvelle forme de guerre psychologique au travers des réseaux sociaux⁸³. Cela étant dit, l'envoi de mercenaires syriens reste un phénomène mineur et ils ont notamment été envoyés pour des missions spécifiques, comme des missions de logistique⁸⁴.

Le statut victorieux de la Turquie à l'issue du conflit ne fait pas l'objet d'un consensus. Son engagement militaire a consolidé son image sur la scène internationale. De plus, la victoire azerbaïdjanaise a permis un renforcement des relations avec la Turquie, avec la déclaration de Choucha qui coordonne la politique étrangère des deux pays⁸⁵. Pourtant, la Turquie n'est pas mentionnée dans

Publique, 28 juin 2019, <http://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38497-la-turquie-au-moyen-orient-du-neo-ottomanisme-laventure-syrienne>.

79 Ibid.

80 Léo Péria-Peigné, « Turquie : le drone, nouvel outil d'influence d'Ankara », Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 17 avril 2023, <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/turquie-drone-nouvel-outil-dinfluence-dankara>

81 Louis Gautier, « « Les drones risquent de générer une escalade des conflits conventionnels » », *Le Monde*, 25 juin 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/25/louis-gautier-les-drones-risquent-de-generer-une-escalade-des-conflits-conventionnels_6085695_3210.html.

82 Jean-François Chapelle, « Le Haut-Karabakh, une victoire en demi-teinte pour la Turquie », *Le*

Monde, 12 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/12/le-haut-karabakh-une-victoire-en-demi-teinte-pour-la-turquie_6059454_3210.html.

83 Isabelle Mandraud et Madjid Zerrouky, « Le Haut-Karabakh, préfiguration des guerres de demain », *Le Monde.fr*, 25 décembre 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/12/25/le-haut-karabakh-prefiguration-des-guerres-de-demain_6064471_3232.html.

84 Entretien réalisé avec Monsieur Bayram Balci, ingénieur de recherche au CNRS le 5 mai 2023

85 « Azerbaïdjan -Turquie : La déclaration de Choucha », Ambassade de la République d'Azerbaïdjan en République Française, 18 juin 2021, <https://paris.mfa.gov.az/fr/news/5155/azerbaidjan-turquie-la-declaration-de-choucha>.

l'accord de cessez-le-feu⁸⁶ et seules les forces de maintien de la paix russes seront déployées⁸⁷. Bien que l'accord prévoit un centre conjoint turco-russe pour le contrôle du cessez-le-feu, assurant une présence minimale de la Turquie⁸⁸, Sergueï Lavrov a insisté qu' « aucune unité turque ne sera déployée »⁸⁹. Aussi, la Turquie n'a pas été intégrée aux négociations de 2021, alors que les tensions continuent dans la région. Enfin, la priorité turque est donnée au couloir de Zanguezour, permettant un accès direct à la mer Caspienne. Or, ce corridor n'a pas été construit du fait d'un blocage par l'Arménie, de peur d'un encerclement de son territoire.

Ainsi, la configuration géopolitique du Caucase du Sud voit entrer de façon décisive un nouvel acteur, sans pour autant que ce dernier ne puisse s'imposer sur le long terme. Bien que la Russie dispose d'une place de choix à l'issue du conflit, elle semble définitivement déstabilisée.

La Russie, puissance tutélaire historique dans la région, déstabilisée ou renforcée ?

Plusieurs éléments renforcent la position de la Russie. D'abord, la guerre de 2020 semble sceller l'échec du groupe de Minsk, créé en 1992 par l'OSCE et co-présidé par la France, la Russie et les

États-Unis. Chargé d'encourager la recherche d'une solution pacifique et négociée, les années de discussions menées sous leur égide n'ont rien donné. De plus, la France et les États-Unis ont été peu entendus durant le conflit et n'ont pas été invités aux négociations.

La Russie n'a pas réagi aux demandes de soutien d'Erevan en 2020, qui invoquait l'article 4 de la Charte de l'OTSC⁹⁰ dans le but de déstabiliser le régime. Le changement de pouvoir en 2018 en Arménie, à la suite de mouvements sociaux et de manifestations, est perçu par Moscou comme destiné à saper l'influence de la Russie en Arménie⁹¹. L'accord de cessez-le-feu a entraîné plusieurs manifestations en Arménie, fragilisant le Premier ministre. De plus, en Arménie, « la Russie est aujourd'hui considérée comme un « sauveur » »⁹². Enfin, le ministre arménien de la Défense, V. Haroutiounian explique qu'Erevan est favorable à l'extension de la base militaire russe de Gumri⁹³ et le ministre des Affaires étrangères, A. Aivazian, a souligné l'importance de la Russie face au « rôle négatif de la Turquie dans la région »⁹⁴.

Moscou se retrouve néanmoins affaiblie dans le Caucase du Sud, notamment du fait de la guerre en Ukraine qui délie les mains de Bakou. À l'issue du sommet de Sochi du 31 octobre 2022, Bakou et

86 Benoît Vitkine, « Haut-Karabakh : tiraillements entre la Russie et la Turquie sur la supervision du cessez-le-feu », *Le Monde*, 13 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/13/haut-karabakh-tiraillements-entre-la-russie-et-la-turquie-sur-la-supervision-du-cessez-le-feu_6059600_3210.html.

87 « Haut-Karabakh : paix russo-turque dans le Caucase », *Le Monde*, 12 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/12/haut-karabakh-paix-russo-turque-dans-le-caucase_6059479_3232.html.

88 Igor Delanoë, « Bras de fer russo-turc dans le Caucase », *Le Monde diplomatique*, 1 décembre 2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/12/DELANOE/62586>.

89 Benoît Vitkine, « Haut-Karabakh : tiraillements entre la Russie et la Turquie sur la supervision du cessez-le-feu », *Le Monde*, 13 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/13/haut-karabakh-tiraillements-entre-la-russie-et-la-turquie-sur-la-supervision-du-cessez-le-feu_6059600_3210.html.

[la-turquie-sur-la-supervision-du-cessez-le-feu_6059600_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/13/haut-karabakh-tiraillements-entre-la-russie-et-la-turquie-sur-la-supervision-du-cessez-le-feu_6059600_3210.html).

90 « En cas d'agression (une attaque armée menaçant la sûreté, la stabilité, l'intégrité territoriale et la souveraineté) contre un État membre, tous les autres États membres à la demande de cet État membre fourniront immédiatement l'assistance nécessaire, y compris militaire. »

91 Daria Isachenko, « Turkey-Russia partnership in the war over Nagorno-Karabakh », *Stiftung Wissenschaft Und Politik*, n° 53 (19 novembre 2020), <https://doi.org/10.18449/2020C53>.

92 Faustine Vincent, « En Arménie, la Russie vue comme un « sauveur » et un rempart face à ses ennemis », *Le Monde.fr*, 19 mars 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/19/en-armenie-la-russie-vue-comme-un-sauveur-et-un-rempart-face-a-ses-ennemis_6073662_3210.html.

93 *Ibid.*

94 *Ibid.*

Erevan se sont engagés à « *ne pas recourir à la force* ». Pourtant, Bakou depuis février 2022, a déclenché trois escalades majeures dans le Haut-Karabakh et à la frontière avec l'Arménie. Également, depuis le 12 décembre 2022, le corridor de Lachine, l'unique route reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, est bloqué, provoquant un blocus total et une crise humanitaire. L'Azerbaïdjan cherche à convertir sa victoire militaire en résultats politiques tangibles en forçant Erevan à négocier. Face à cette menace, l'Arménie a demandé à la Russie de défendre l'intégrité territoriale de l'Arménie, dans le cadre de l'OTSC, sans qu'aucune réponse tangible n'ait été mise en place. L'accaparement de la Russie par la guerre en Ukraine a poussé S. Samaran à qualifier l'OTSC d'organisation en état « *de mort cérébrale* »⁹⁵. Le centre turco-russe de surveillance n'a pas réagi⁹⁶, du fait de l'absence de consensus entre Ankara et Moscou. Un autre facteur important limitant les options de Moscou est sa dépendance croissante vis-à-vis de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans le processus d'atténuation des sanctions imposées par l'Occident.

Le retour prévisible de la violence révèle une Russie incapable de réaliser son ambition de redevenir le garant de la stabilité dans l'ex-espace soviétique. Ceci a comme conséquence de provoquer une remise en question de ce statut par l'Arménie elle-même. Sa décision de refuser d'accueillir les

exercices militaires de l'OTSC, annoncée par le Premier ministre N. Pashinyan le 10 janvier 2023, est un indicateur d'une tendance d'une grande importance géopolitique⁹⁷. En conséquence, après le début des hostilités en Ukraine, l'UE s'est imposée comme un médiateur de premier plan dans le contexte arméno-azerbaïdjanais. Bruxelles a offert le 9 juillet 2021 à l'Arménie une aide de 2,6 milliards d'euros sur cinq ans pour faire face aux séquelles du conflit⁹⁸. Plusieurs cycles de négociations, encouragés par les États-Unis, ont eu lieu entre les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan sous la médiation du président du Conseil européen au cours des derniers mois⁹⁹. Enfin, après l'escalade de septembre 2022, l'UE a envoyé une mission d'observation à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, décision inimaginable avant le début de la guerre en Ukraine.

Toutefois, de sérieux doutes subsistent quant à l'efficacité des efforts diplomatiques occidentaux. Compte tenu de l'important déséquilibre de force entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les pourparlers de paix directs se sont transformés en un processus de coercition de la part de Bakou¹⁰⁰. Aussi, la guerre en Ukraine a rendu les démocraties occidentales plus dépendantes des producteurs de gaz comme l'Azerbaïdjan. En conséquence, hormis la France et les États-Unis, les commentaires officiels européens respectent une stricte symétrie¹⁰¹. Enfin, du fait d'une

95 Stéphan Samaran, « L'Organisation du traité de sécurité collective en état de mort cérébrale ? » (Institut de recherche stratégique de l'école militaire, 20 janvier 2023), <https://www.irsem.fr/media/bs-53-samaran-otsc.pdf>.

96 Emmanuel Grynszpan, « Entre Bakou et Erevan, les risques d'une escalade », *Le Monde*, 18 juillet 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/18/entre-bakou-et-erevan-les-risques-d-une-escalade_6088624_3210.html.

97 Mamuka Tsereteli, « A Unique Strategic Opportunity for the South Caucasus », *Central Asia-Caucasus Institute*, 8 février 2022.

98 Emmanuel Grynszpan, « Entre Bakou et Erevan, les risques d'une escalade », *Le Monde*, 18 juillet 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/18/entre-bakou-et-erevan-les-risques-d-une-escalade_6088624_3210.html.

[7/18/entre-bakou-et-erevan-les-risques-d-une-escalade_6088624_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/18/entre-bakou-et-erevan-les-risques-d-une-escalade_6088624_3210.html).

99 Tigran Grigoryan, « The War in Ukraine and the Armenian-Azerbaijani Conflict: The West Needs To Re-Evaluate Its Approach », Heinrich-Böll-Stiftung, 27 janvier 2023, <https://www.boell.de/en/2023/01/27/war-ukraine-and-armenian-azerbaijani-conflict-west-needs-re-evaluate-its-approach>.

100 *Ibid*.

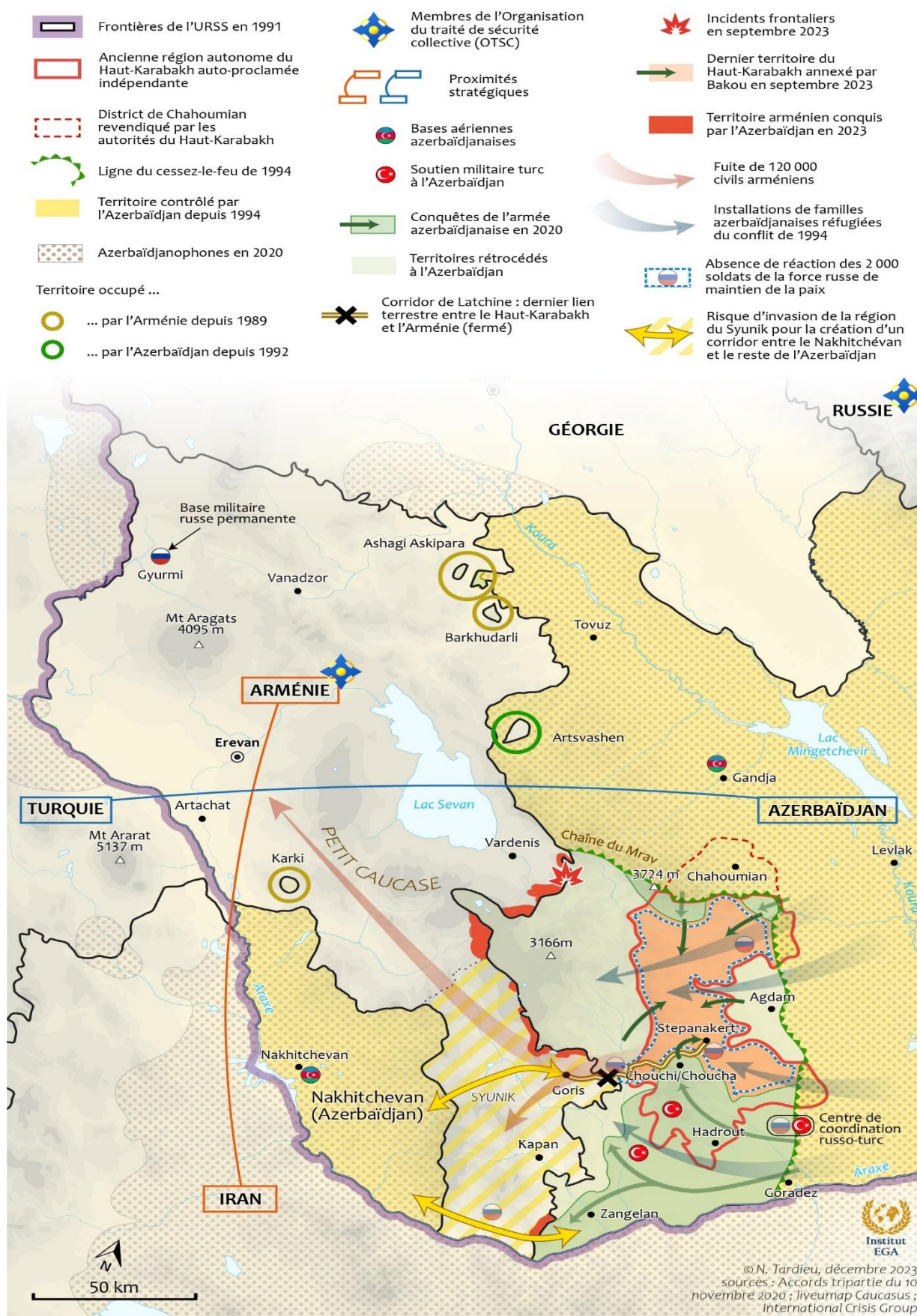
101 Michel Marian, « Arménie : « L'indifférence de la communauté internationale a encouragé la haine et le bellicisme du président azerbaïdjanais » », *Le Monde*, 15 octobre 2022, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/15/armenie-l-indifference-de-la-communaute-internationale-a-encourage-la-haine-et-le-bellicisme-du-president-azerbaïdjanais_6145963_3232.html.

forte proximité militaire avec la Russie, la fourniture d'armes à l'Arménie effraie les Occidentaux, qui craignent qu'elles se retrouvent en Russie.

En conclusion, le Caucase du Sud est plus que jamais une région ouverte aux influences

internationales. L'équilibre des puissances qui était maintenu grâce au *statu quo* semble se renverser à la faveur de l'Azerbaïdjan. De nombreux enjeux, qu'ils soient humanitaires, territoriaux ou encore énergétiques se confondent, rendant la situation encore très instable.

Les répercussions du dernier conflit au Haut-Karabakh



LA STRATÉGIE DE LA TURQUIE ET DE L'IRAN DANS LE CAUCASE DU SUD

Audrey CRÉVOLIN

Analyste au sein du département Eurasie de l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega).

Page | 42

L'effondrement de l'espace post-soviétique et la perte de vitesse de plus en plus visible de la Russie dans le Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) a profité aux deux puissances régionales que sont l'Iran et la Turquie. Le Sud-Caucase (ou Transcaucasie), pivot entre l'Europe et l'Asie, déjà disputé dès le XVI^e siècle par les empires Ottoman et Perse¹⁰², est l'objet de multiples enjeux (sécuritaires, diplomatiques et économiques) pour les deux puissances régionales.

Le jeu des alliances de la Turquie et de l'Iran avec les républiques de la région mais aussi avec les autres acteurs régionaux (Russie, Israël) et extrarégionaux (États-Unis, Union européenne) dans le Sud-Caucase façonne la stratégie des deux puissances régionales.

La Turquie dispose d'une alliance forte avec l'Azerbaïdjan. Ces liens ont été considérablement renforcés avec la deuxième guerre du Haut-Karabagh en 2020, la Turquie assurant un soutien politique et militaire à l'Azerbaïdjan durant le conflit.

Pour contrecarrer l'alliance turco-azérie et limiter les influences extrarégionales à l'instar de celle des États-Unis, l'Iran et l'Arménie se sont largement rapprochés et sont liés à la Russie, inquiète de l'influence de l'Occident dans la région. De plus, les relations de l'Iran et de la Turquie avec les pays du Sud-Caucase sont complexes.

Dans quelle mesure le Caucase du Sud est-il représentatif des rivalités turco-iraniennes ?

L'influence turque dans le Sud-Caucase

Sous la présidence d'Erdogan, la Turquie a mis progressivement en place une politique interventionniste dans le Caucase du Sud pour assurer son influence en s'appuyant sur sa position géographique stratégique. Cette politique s'inscrit dans la volonté du pays de devenir une puissance régionale d'envergure jusqu'en Asie centrale et dans le monde arabe.

Dans le Sud-Caucase, territoire au cœur des rapports de force entre acteurs régionaux (Russie, Iran, Israël) et extrarégionaux (États-Unis, Union européenne), la Turquie cherche à se faire une place et à assurer sa puissance.

La stratégie turque en Transcaucasie a pour objectif de répondre à différents enjeux.

La question sécuritaire est l'une des priorités de la Turquie. Le Sud-Caucase, région voisine, est en proie à l'instabilité comme en témoigne la guerre en Géorgie de 2008 et le conflit du Haut-Karabagh opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan. En 2008, Ankara a proposé une « *plateforme de coopération et de stabilité* » ouverte à tous les pays de la région¹⁰³. Lors de la deuxième guerre du Haut-Karabagh en 2020, la Turquie a apporté un soutien politique et militaire à l'Azerbaïdjan. Ce dernier est un pays clé

¹⁰² CHAMPSEIX JEAN-PAUL, « Vers le Caucase compliqué... », *en-attendant-nadeau.fr*, 6 mars 2021, <https://www.en-attendant-nadeau.fr/2021/03/06/caucase-complique-peyrat/>

¹⁰³ TERPAN FABIEN, « La Turquie et la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne » in *Politique européenne*, 2009/3, n°29, p. 87.

pour la Turquie afin qu'elle puisse assoir son influence dans la région. Bien que d'un point de vue religieux, des différences sont visibles entre les deux pays (la Turquie sunnite et l'Azerbaïdjan chiite), ces derniers entretiennent une relation particulière du fait de leur proximité ethnolinguistique. Cette contiguïté a donné naissance au slogan « *une seule nation, deux États* ». Les liens entre les deux pays ont été considérablement renforcés avec la deuxième guerre du Haut-Karabagh en 2020 et l'interventionnisme turc.

Les enjeux pour la Turquie au Sud-Caucase sont également d'ordre économique et plus particulièrement énergétique, la Turquie ayant une position de hub énergétique entre l'Europe et l'Orient. Cette position s'est renforcée avec la guerre en Ukraine et le besoin de diversification énergétique de l'Europe. Son allié, l'Azerbaïdjan, possède d'importantes ressources de gaz et de pétrole, dont une partie est transportée en Turquie. Quant à la Géorgie, elle joue un rôle fondamental puisque c'est à travers cette dernière que sont acheminés les hydrocarbures qui vont atteindre la Turquie à l'image de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum.

Des tensions persistent néanmoins avec la troisième république que compte le Sud-Caucase. Malgré la politique « *Zéro problème avec les voisins* » initiée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, des points de discorde sont toujours visibles entre les deux pays du fait de la prise de position de la Turquie aux côtés de l'Azerbaïdjan dans le conflit au Haut-Karabagh et l'absence de reconnaissance du génocide arménien par la Turquie.

Une politique de sécurité menée par l'Iran dans la région

Comme l'a montré Pierre Pahlavi, Directeur adjoint du département des études de la Défense et professeur titulaire au Collège d'état-major des Forces canadiennes (CFC), l'Iran a poursuivi au Caucase du Sud une politique pragmatique depuis la fin de l'URSS. Le pays souhaite préserver la stabilité de la région et limiter l'influence des acteurs extrarégionaux¹⁰⁴ (ex : États-Unis) ou régionaux (Israël), alliés de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. L'objectif de l'Iran en Transcaucasie est également de réduire l'influence grandissante de la Turquie dans la région et le développement du panturquisme. Mais avec la seconde guerre du Haut-Karabagh en 2020, l'interventionnisme de la Turquie dans le conflit aux côtés de l'Azerbaïdjan, les tensions grandissantes avec cette république du Caucase et les menaces aux portes de ses frontières, l'Iran a renforcé sa position dans la région.

Bien que l'Azerbaïdjan et l'Iran partagent de forts liens ethnico-linguistiques¹⁰⁵, culturels et religieux (majorité chiite), les relations entre les deux républiques sont ponctuées de tensions qui ont été exacerbées avec la guerre du Haut-Karabagh et la menace de l'intégrité territoriale de l'allié de l'Iran, l'Arménie. En 2022, le ministre des Affaires étrangères iranien, Hossein Amirabdollahian avait déclaré : « *L'Iran ne permettra pas le blocage de sa route de connexion avec l'Arménie et, afin de garantir cet objectif, la République islamique d'Iran a également lancé un « jeu de guerre » dans cette région*¹⁰⁶. »

En 2023, la Turquie et l'Azerbaïdjan ont fait part de leur souhait d'aménager « *un corridor de Zanguezour* » qui priverait l'Arménie et l'Iran de leur frontière commune¹⁰⁷.

¹⁰⁴ PAHLAVI PIERRE, « L'Iran au cœur du jeu caucasien », in *Diplomatie « Caucase Un territoire stratégique au carrefour des empires »*, n°112, novembre-décembre 2021, p.48.

¹⁰⁵ Les Azéris d'Iran représentent la première minorité du pays (25% des Iraniens sont d'origine azérie).

¹⁰⁶ "Comprehensive Iran-Russia agreement to be signed by late March", *en.irna.ir*, 19 octobre 2022, <https://en.irna.ir/news/84916016/FM-Comprehensive-Iran-Russia-agreement-to-be-signed-by-late>

¹⁰⁷ AGOPIAN ASTRIG, « À la frontière arméno-iranienne, un corridor au cœur des convoitises »,

Inquiète pour sa sécurité nationale (tensions croissantes avec l'Azerbaïdjan et liens étroits de ce dernier avec le rival de l'Iran, Israël¹⁰⁸), la République islamique a alors mené plusieurs exercices militaires à la frontière avec l'Azerbaïdjan.

La menace turque dans la région a également une dimension économique comme en témoigne les projets *Lapis Lazuli* et la *Trans-Caspian International Transport Route* (TITR).

Le projet *Lapis Lazuli* prévoit la mise en place d'un couloir routier et ferroviaire reliant l'Afghanistan à la Turquie en passant par le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie¹⁰⁹.

Quant au TITR ou « *middle corridor* », il s'agit d'une route commerciale qui s'étend de la Chine jusqu'en Europe en passant par le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie¹¹⁰.

Ankara et Téhéran considèrent tous deux le Sud-Caucase comme une région stratégique.

Dans cette équation impliquant également des acteurs régionaux et extrarégionaux, la Turquie et

l'Iran ne jouent pas à armes égales. L'influence grandissante au niveau politique, diplomatique et économique de la Turquie dans la zone inquiète l'Iran qui axe davantage sa politique sur l'aspect sécuritaire.

L'interventionnisme turc au Haut-Karabagh, les liens étroits entre Ankara et Bakou ainsi que le soutien des États-Unis et d'Israël mènent à une position d'encerclement pour l'Iran.

Pour contrebalancer cet axe, l'Iran conduit une alliance avec l'Arménie et la Russie ; cette dernière étant inquiète des prétentions turques dans la région.

L'Iran est également soucieuse des ambitions politiques et économiques de la Turquie qui vont au-delà de la région du Sud-Caucase et visent les pays d'Asie centrale. L'objectif pour Ankara est de renforcer la coopération avec les républiques turciques d'Asie centrale qui partagent également des liens culturels, linguistiques et religieux¹¹¹ avec la Turquie. Ces dernières années, le pays a mis en place des partenariats stratégiques et renforcé ses relations économiques et diplomatiques avec ces républiques.

lefigaro.fr, 4 août 2023, <https://www.lefigaro.fr/international/a-la-frontiere-armeno-iranienne-un-corridor-au-coeur-des-convoitises-20230804>

¹⁰⁸ Israël est l'un des plus grands fournisseurs d'armes à l'Azerbaïdjan.

¹⁰⁹ « Accord sur un couloir de transport reliant l'Afghanistan à la Turquie », *lefigaro.fr*, 15

novembre 2017, <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/11/15/97002-20171115FILWWW00245-accord-sur-un-couloir-de-transport-reliant-l-afghanistan-a-la-turquie.php>

¹¹⁰ "ROUTE", *middlecorridor.com*, <https://middlecorridor.com/en/route>

¹¹¹ Excepté le Tadjikistan qui a des racines perses.

LE CAUCASE À TRAVERS LES RELATIONS RUSSO-TURQUES COMPLEXES

Teofanu CESARI

Analyste à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega).

Page | 45

Le Caucase a toujours été la marche des Empires. Depuis la plus haute antiquité, les grandes forces de ce monde se sont déchirées pour son contrôle, faisant de cette région une terre de conquête, comme en témoigne l'incroyable diversité linguistique, religieuse et culturelle qui y prospère.

C'est probablement la région où se concentrent le plus de groupes linguistiques, allant de l'arménien présent dans la région depuis les temps antiques, aux langues dites caucasiennes qui englobent celles des Géorgiens, des Circassiens, des Tchétchènes et des Daghestanais, autant de peuples aussi différents les uns des autres et porteurs d'histoires millénaires. On y retrouve aussi des Slaves et des populations iranophones mais aussi des Ossètes, à cheval entre la Géorgie et la Russie qui ont la particularité d'être orthodoxes mais dont les racines les rattachent lointainement au monde perse. Cette région concentre aussi des peuples turques et diverses autres minorités au sein de la Fédération de Russie, elles-mêmes porteuses d'une diversité infinie de coutumes et croyances, sans omettre les peuples mongols avec les Kalmouks bouddhistes vivant dans l'extrême nord du Caucase qui ont laissé leur empreinte sur ce territoire.

Le Caucase est donc bien un monde complexe à l'histoire riche de conquêtes et de résistances dont les frontières non politiques sont parfois des plus floues, contribuant à faire de cet espace un territoire stratégiquement important. Cette région a depuis toujours constitué un axe géopolitique caractérisé par d'importantes tensions, les Romains venant s'y confronter à l'ancienne Perse puis l'empire des Tsars se mesurant aux Ottomans et à l'Iran impérial pour le contrôle de ces montagnes faisant la jonction entre l'Europe et l'Asie.

Aujourd'hui, deux puissances ambitieuses, la Turquie et la Russie, héritières des empires des siècles passés, s'y font face de part et d'autre de cette chaîne de montagnes. Pour ces États, la lutte pour l'influence est devenue essentielle.

La Russie et la Turquie ont de fortes ambitions régionales et, si le regard de la Russie est aujourd'hui tourné vers l'Ukraine et l'OTAN, la Turquie s'inscrit dans une démarche hégémonique. La Russie et la Turquie gardent le Caucase en ligne de mire, d'autant plus que ces deux pays participent à la formation d'un axe géopolitique ambigu dont les ambitions caucasiennes peuvent constituer des éléments de divergence, autant qu'un pont pour renforcer leur coopération si spéciale.

Il convient dans un premier temps récapituler de façon synthétique les relations entre la Russie et la Turquie. Il serait vain de résumer l'histoire ancienne des relations entre l'Empire Russe et l'Empire Ottoman car celle-ci est la plus longue série de conflits consécutifs de l'histoire récente, s'étendant de 1568 à 1878 (plus des affrontements durant le premier conflit mondial), le Caucase devenant souvent durant ces innombrables guerres soit un objectif soit un théâtre notamment durant la Première Guerre mondiale où la campagne du Caucase fut un épisode important de l'histoire du front Est ; le génocide arménien y ayant cours et durant lequel seront fixés les prémices de la frontière entre les Turcs et les Soviétiques via le traité de Batumi, puis le traité de Kars, et enfin le traité de Fraternité entre les Soviétiques et Kemal de 1920).

La Russie et la Turquie ont donc une histoire commune longue et complexe. Les deux anciens empires, prétendants au titre de continuateur de Rome, s'engagent dans une politique impériale

autour de la mer Noire, des Balkans et jusqu'à la Crimée.

Il est donc logique que les deux Empires, portes entre l'Orient et l'Occident, ponts entre l'Europe et l'Asie, trouvent dans une telle région charnière, terre d'échange et frontière, un terrain commun de conquête et d'affrontement.

L'époque moderne fut plus propice à des rapprochements, la Première Guerre mondiale ayant eu raison à la fois des Tsars et des Sultans de l'Empire Ottoman. Les Soviets voyant dans Mustapha Kemal, le père de la Turquie moderne et indépendante, avec son attitude révolutionnaire, sa posture jacobine et collectiviste, son progressisme et sa relation plus que tendue avec l'Occident, un allié et un ami potentiel pour le nouvel État prolétaire et socialiste qui venait de naître à Moscou et qui peinait à trouver reconnaissance et respectabilité hors de ses frontières (d'où le traité de fraternité de 1920).

Plus tard, la guerre froide a fait basculer la Turquie dans le camp de l'Ouest, notamment par son adhésion à l'OTAN. Cette dimension de passerelle entre les continents se révèle extrêmement précieuse pour les forces occidentales et, en 1962, lors de la crise des missiles de Cuba, des missiles occidentaux seront placés en Turquie et dirigés vers le Caucase transformé en territoire avant-poste nucléaire de l'URSS.

La dislocation de l'URSS, qui entraîne l'apparition d'États tampons entre la Turquie et l'actuelle Fédération de Russie, change leurs relations.

L'histoire récente entre les deux nations, bien après la chute *de jure* de leurs vieux Empires, Ottoman comme Soviétique, est différente : des guerres du passé, elle bascule entre la méfiance de la guerre froide et les opportunités d'alliance et d'amitié du temps de Lénine et Atatürk, dans un jeu de réalpolitik dont le but est la restauration de la gloire et de l'influence passée.

La décennie précédente a été ponctuée de moments d'extrêmes tensions comme en 2015 lorsque l'armée turque a abattu un avion russe à la frontière entre la

Syrie et la Turquie, le tout dans le cadre d'une difficile et complexe lutte d'influence en Syrie, ayant pour arrière-plan la guerre civile affectant ce pays. Des moments étonnants de coopération ont eu lieu, à l'instar des élections présidentielles turques où Vladimir Poutine a manifesté au président Erdogan, dont la réélection ne semblait pas acquise, de grands signes de sympathie et une volonté de poursuivre une coopération stratégique conjointe.

Peuvent également être cités les succès diplomatiques de la Turquie lorsqu'il s'agissait de dialoguer avec la Russie dans le cadre de la guerre dans le Donbass.

Aujourd'hui, la Turquie et la Russie ont une relation complexe sinon ambiguë, entretenant une relation spéciale et ambivalente avec l'Occident. Au Caucase, la Turquie et la Russie se sont affrontées par le passé, cette région ayant également constitué un véritable point de rencontre.

La Russie, en tant qu'ancien hégémon sur la partie nord du Caucase, a une très forte ambition stratégique et civilisationnelle dans la région. Elle maîtrise encore une grande partie du Caucase nord et abrite sous son territoire de nombreuses et diverses populations non ethniquement russes dont certaines ont de profondes aspirations à l'autodétermination. Beaucoup sont d'ores et déjà autonomes au sein même de la Fédération. Les plus emblématiques seraient sûrement les Tchétchènes, peuple caucasien à majorité musulmane sunnite, qui ont livré de lourdes guerres contre la Russie pour son indépendance et pour leur droit à l'autonomie culturelle et politique. Les peuples à l'identité forte et au particularisme affirmé dans le Caucase ne se limitent toutefois pas aux Tchétchènes.

La Russie a donc un intérêt particulier, pour son unité nationale et son intégrité territoriale, à ce que le Caucase reste une région stable pour éviter une inflation de mouvements séparatistes et indépendantistes.

La Turquie, quant à elle, a une longue histoire avec le peuple Tchétchène et plus largement avec les

minorités musulmanes du Caucase nord, apportant un soutien timide aux combattants musulmans dans les guerres contre la Russie. Encore aujourd'hui, des tensions ont pu émerger entre Ankara et la Tchétchénie autonome de Ramzan Kadirov au sujet de parcs et monuments commémorant les indépendantistes tchétchènes des guerres passées. En sus de ce qui précède, il convient également de considérer avec attention la question des États caucasiens ayant pris leur indépendance de l'URSS. C'est en cela que peuvent apparaître les plus grands obstacles à la formation d'un axe transcaucasien entre ces deux alliés de circonstance que sont la Turquie et la Russie.

La question géorgienne est l'une des plus importantes problématiques de la politique internationale russe, mais aussi occidentale, dans le Caucase. La Géorgie fut dans le bloc de l'URSS. Elle est d'ailleurs connue comme étant le lieu de naissance de Joseph Staline. Mais ses grandes différences culturelles et son histoire millénaire lui ont fait prendre, en 1991, comme toutes les républiques constitutives, le chemin de l'indépendance en se séparant institutionnellement de la Russie ; le continuateur légal et moral de l'URSS.

Or le Caucase est une région très diversifiée culturellement, linguistiquement et religieusement. Lors de la chute de l'URSS, de nombreuses tensions sont apparues en raison des nouveaux découpages, propices aux séparations et aux mésalliances de peuples rivaux dans ces États nouveaux. La Géorgie n'est pas à exclure de ces phénomènes, notamment en ce qui concerne la minorité ossète vivant dans le nord de l'État. Les Ossètes sont une minorité perse et orthodoxe vivant dans le Caucase depuis l'antiquité. Ils seraient les descendants des Alains du temps des grandes invasions, repoussés de leurs steppes d'origine par les grandes invasions turques plus tardives.

Si une partie de ces Ossètes vit au sein de la Fédération du Russie dans une république autonome, une autre vit au nord de la Géorgie et a eu des velléités d'indépendance dès la chute de

l'URSS sur fond de plusieurs siècles de conflit ethnique avec la majorité géorgienne. En 1991, suite à la volonté de la Géorgie de retirer son autonomie à l'Ossétie du Sud, celle-ci déclare son indépendance et un conflit éclate. La Russie, ancienne puissance tutélaire cherchant à montrer son influence régionale, prend fait et cause pour les séparatistes ossètes jusqu'au point culminant du conflit en 2008 qui aboutit à la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, autre région géorgienne en révolte depuis la chute de l'URSS.

Cette situation représente un intérêt particulier pour les Russes qui s'établissent en protecteurs et comme défenseurs des minorités cherchant à maintenir un lien transfrontalier avec leurs compatriotes séparés du fait de la chute de l'Union et dont les droits sont considérés comme menacés à l'intérieur d'États nouveaux qui, dans leur volonté de renouer avec leur identité historique, entreprennent souvent des politiques culturelles jacobines de désoviétisation. Il est à noter que ces incursions russes et ces prises de position ont été extrêmement controversées au sein de la communauté internationale, conduisant à des réactions d'opposition au Caucase. Du fait de la diversité culturelle des régions du sud caucasien de la Russie, cette dernière a sûrement dû voir dans ces choix politiques une façon de ménager à l'intérieur les velléités séparatistes dans ces régions à majorité non-ethniquement russes.

En réaction à ce retour de la Russie plus au Sud dans le Caucase, une organisation de défense régionale à visées antirusses s'est formée : l'Organisation pour la démocratie et le développement, dite GUAM.

Le GUAM comporte ainsi la Géorgie et l'Azerbaïdjan mais aussi l'Ukraine et la Moldavie, deux nations ayant des différends avec la Russie.

Des nations indépendantes du Caucase, seules la Russie (contre qui est dirigée cette organisation) et l'Arménie (en conflit avec l'Azerbaïdjan et alliée à la Russie) n'en font pas partie. Le GUAM est tourné vers l'idée de développement et de sécurisation du Caucase mais exclut explicitement la Russie perçue

comme un élément perturbateur de la région. Il est à noter que la Turquie, pourtant sur d'autres théâtres, proche de la Russie, ou tout du moins alliée de circonstances, est membre observatrice de l'organisation, signe des spécificités de la question du Caucase dans leur relation mais aussi de la proximité avec l'Azerbaïdjan et de la place qu'occupe la Russie dans la région au détriment parfois d'intérêts pouvant servir la Turquie.

En cela, la Russie peut poser problème aux intérêts turcs dans le Caucase. La Turquie, s'appuyant sur les connexions ethnolinguistiques et religieuses avec les autres peuples turciques a noué des relations avec l'Azerbaïdjan, ancienne république soviétique bénéficiant d'importantes réserves gazières et pétrolifères. C'est un atout stratégique pour la Turquie qui s'engage dans un chemin de panturquisme mais aussi dans une volonté de devenir une force importante dans le monde musulman. L'Azerbaïdjan est en conflit ouvert avec l'Arménie afin de s'assurer le contrôle du Haut-Karabakh, région contestée entre les deux nations caucasiennes depuis la chute de l'URSS.

La Turquie soutient dans ce conflit les Azerbaïdjanais musulmans, pour des raisons explicitement ethno-linguistico-culturelles, de la même manière que les Russes soutiennent l'Arménie orthodoxe. La Turquie a eu une très grande participation dans ce conflit, envoyant des milices syriennes aider les azéris et apportant un important soutien logistique. La Russie, quant à elle, a apporté un soutien logistique à l'Arménie mais aussi une présence militaire. Si ce conflit est si important pour les Turcs, au-delà de ces considérations, c'est aussi pour sécuriser l'acheminement en gaz qui passe par la région du Caucase. Sa participation au GUAM est dès lors liée à ce besoin économique et participe aux tensions avec la Russie et tout cela se superpose aux conflits ethniques.

La Turquie souhaite maintenir une certaine stabilité mais aussi une sécurisation de pays lui étant favorables tels que l'Azerbaïdjan dans le cadre du Pipeline Sud Caucase, passant par la Géorgie et l'Azerbaïdjan mais contournant l'Arménie, qui est relié au TANAP, le Pipeline Trans anatolien. La sécurisation du Sud Caucase revêt une importance stratégique pour les Turcs tandis que les intérêts Russes qui s'y confrontent dans le choix de ses alliés revêtent une dimension moins économique et plus civilisationnelle.

C'est ainsi que peut s'expliquer le retrait des Russes des problématiques arméniennes, car ce conflit était moins important stratégiquement pour eux. Ils pouvaient, dans cette realpolitik, lâcher du lest pour les Turcs pour qui le soutien à l'Azerbaïdjan revêt une importance particulière du point de vue gazier en plus de la dimension panislamique et panturcique. Si la situation en Géorgie prenait une nouvelle tournure, il serait intéressant de voir la réaction turque vis-à-vis de son allié de circonstance russe lorsque ses intérêts gazières peuvent être compromis.

LE *SOFT POWER*, OUTIL DE RÉAFFIRMATION DE LA PUISSANCE RÉGIONALE TURQUE SUR L'ÉCHIQUIER CAUCASIEN PAR LA LANGUE ET LA RELIGION

Nathan LE MASSON

Doctorant en droit public, Centre d'études et de recherche sur les contentieux (Cerc), Lab'HOMERE, laboratoire d'innovation publique, université de Toulon.

La partition géographique dans le Caucase met en exergue une hégémonie russe, héritage de la russification de la région au XVII^e siècle, au détriment de l'Empire ottoman dont la Turquie est l'héritière. Le retour de l'influence turque dans le Caucase n'est donc pas une stratégie nouvelle vers un territoire inconnu, mais bel et bien la réaffirmation du champ d'influence et de la puissance de la Turquie dans son voisinage direct.

Ce retour en grâce de la Turquie dans l'échiquier caucasien doit toutefois être apprécié au regard de la réalité géopolitique de cette région : la Russie y demeure aujourd'hui l'interlocuteur incontournable et la puissance dominante. La moitié du Caucase se compose à ce titre de républiques russes fédérées, dirigées parfois férocement par des dirigeants soumis au Kremlin (dynastie Kadyrov en Tchétchénie notamment) tandis que l'autre moitié reste étroitement associée aux désirs et directives russes qui la considère comme son pré-carré régional.

L'actualité géopolitique peut-elle aboutir à un basculement de la région caucasienne sous tutelle de la Mère Patrie russe vers le giron de l'héritière de l'Empire ottoman, la Turquie ?

Selon Jean MARCOU (professeur des Universités, Sciences Po Grenoble), la Turquie s'impose peu à

peu comme la puissance émergente essentielle à la stabilité régionale, notamment par le biais de l'affirmation de ses intérêts ; selon lui, elle a engagé une « *partition diplomatique complexe, et multipliant les grands écarts entre Washington et Moscou, cherchant à mettre ses voisins européens sous tension, Ankara entend bien ne pas être la dernière à faire valoir ses intérêts dans son environnement proche* »¹¹².

La politique étrangère d'Ankara dans le Caucase s'inscrit dans une dynamique insidieuse, voire pernicieuse, d'affaiblissement du champion russe, mais sans recourir à une opposition ouverte. Elle s'appuie notamment sur la tendance conjoncturelle (guerre en Ukraine, conflit latent entre Azerbaïdjan et Arménie, mouvements indépendantistes en Géorgie) pour y renforcer son influence en usant d'instruments de *soft power*, la langue et la religion : pour cela, elle s'appuie tant sur le Conseil Turcique (organisation internationale regroupant les États turcophones), renommé Organisation des États turques (OET) que sur l'Organisation de la Coopération islamique (mêlant sunnites et chiites).

Comme souligné par Audrey CREVOLIN¹¹³, le *soft power* a été défini comme « *la capacité à obtenir des résultats attendus par l'attraction plutôt que par la coercition ou le paiement* »¹¹⁴.

¹¹² MARCOU. Jean, « Du conflit syrien au conflit libyen : le positionnement complexe de la Turquie au Proche-Orient et en méditerranée orientale », *Diplomatie* n°103, Affaires Stratégiques et Relations internationales, mars-avril 2020.

¹¹³ CREVOLIN. Audrey, *Le transport aérien comme instrument de soft power : les cas des pays*

du Golfe et de la Turquie, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 8 août 2023.

¹¹⁴ NYE. Joseph, « Soft power : the origins and political progress of a concept », *Palgrave communications*, 21 février 2017, p. 1.

La langue et la religion sont des outils essentiels d'une stratégie de puissance régionale, considérés comme déterminants dans la construction d'un levier d'influence turque ; c'est à ce titre que Dorothee SCHMID (chercheur à l'IFRI) qualifie la Turquie de « *puissance opportuniste* »¹¹⁵ cherchant à écarter le « *Cerbère [russe] local* » dans une région caucasienne d'influence « *historique et naturelle* ».

Des écoles et universités issues de la Confrérie turque Gülen (*Hizmet*) promouvant une certaine image du parrain turc, en passant par la formation des futurs imams et prédicateurs du Caucase en Turquie, ou encore la création et le financement du Conseil islamique eurasiatique par la *Diyanet* (ministère turc des Affaires religieuses), l'*intelligentsia* du Caucase, c'est-à-dire les cerveaux de demain, ne semblent pouvoir échapper à l'influence grandissante de leur voisin turc.

La Turquie du Président Erdoğan, réélu quasiment dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2023, consacre ainsi l'ambition pour elle de devenir le modèle et la voix de l'islam sur la scène internationale, le Centre des recherches stratégiques islamiques de Jordanie ayant en ce sens élu Erdoğan comme le « *Leader musulman le plus influent du monde* ».

D'un « Occident anglicisé » à un « Caucase turcophone »

Le IXe sommet de l'Organisation des États turques du 11 novembre 2022 incarne l'ambition turque de formation d'un espace régional turcophone, scandant au cours de celui-ci la création de « *La nouvelle ère de la civilisation turcique* »¹¹⁶.

Mais pourquoi l'effort de la Turquie porterait-il sur la diffusion du turc dans le Caucase ? Tout d'abord, une langue constitue un pont « *culturel et politique* »¹¹⁷

dans « *les affaires internationales contemporaines* », dont les exemples les plus criants sont la francophonie, l'hispanophonie et, évidemment, l'anglophonie. En ce sens, la langue est un élément essentiel de l'identité, avant tout nationale, mais pouvant être élargi à une zone géographique plus étendue comme une région.

Cette ambition d'Ankara d'apposer sa signature linguistique dans le Caucase revêt donc la forme d'une conquête d'un *heartland*, un ensemble géographique sensible aux intérêts identitaires du pays à l'initiative de cette démarche, soucieux de protéger sa zone d'influence.

Nombreuses sont les initiatives de la Turquie dans la propagation du turc dans le Caucase : création de réseaux d'établissements éducatifs (*Gülenistes*) ; développement de réseaux publics de télévision et de radio ou journalistiques (*TRT ETTÜRKİYE* ou Voix de la Turquie pour les premiers, *Anadolu Ajandı* pour les seconds) ; production de séries télévisées turques (*Muhteşem Yüzyıl* ou Le Siècle Magnifique).

Cette politique régionale axée sur une approche linguistique est le fruit d'un véritable travail de longue haleine s'appuyant notamment sur la chute de l'empire soviétique et du vide créé par celui-ci. Toutefois, si le partage de la langue turque ne peut qu'être favorable au développement de relations privilégiées avec les pays du Caucase, l'absence de résultats probants sur les scènes régionale et internationale laisse supposer qu'il pourrait davantage s'agir d'attiser un irrédentisme turc fondé sur la nostalgie ottomane que de développer une véritable union turcophone caucasienne.

Cette faiblesse est toutefois largement connue des pays turques, ceux-ci ayant déclaré le 31 mars 2021, suite à un sommet informel, qu'il était convenu de créer « *un fonds d'investissement et une banque de développement communs destinés à financer*

¹¹⁵ SCHMID, Dorothee, « Le conflit russo-ukrainien : une opportunité pour la Turquie », *Politique étrangère*, vol. 88, n°2, été 2023.

¹¹⁶ *Kun*, 11 novembre 2022. Disponible en ligne sur : <https://kun.uz/ru/32215528>.

¹¹⁷ RAPTOPOULOS, Nikolaos, « La famille des langues turques et le défi de création d'une communauté turcophonie en Eurasie : le rôle assumé par Ankara », *Revue Internationale de Politique comparée*, 2007/1, pp. 131-150.

des projets dans les pays turcophones »¹¹⁸. L'élément linguistique apparaît donc une nouvelle fois comme un pivot d'orientation politique dans le bassin caucasien, au grand bénéfice d'Ankara, si celle-ci se montre capable de répondre aux sollicitations de ses partenaires.

L'implantation dynamique de l'islam dans le Caucase par la chute du soviétisme

Le Caucase est considéré par Ankara comme faisant partie du monde turc, ou *Türk dünyası*, les différents habitants des pays voisins étant couramment appelés frères ou « Turcs de l'extérieur », plus précisément *Dış Türkler*. Le panturquisme s'appuie notamment sur la langue mais également sur la religion, longtemps étranglée et bannie de l'idéologie communiste.

Ainsi dans le Caucase, « plusieurs vagues successives de missionnaires anatoliens [de Turquie] venus islamiser ou réislamiser ces terres fraîchement libérées de l'idéologie communiste et de la propagande soviétique antireligieuse »¹¹⁹ ; le phénomène migratoire, qu'il soit donc intentionnel comme lors de missions de missionnariat, ou non-intentionnel, par le simple établissement de turcs musulmans dans le Caucase, conduit donc à une islamisation insidieuse de ce dernier.

Celle-ci prend notamment la forme de la nomination d'attachés aux affaires religieuses dans les ambassades et consulats turcs, alors qu'il est indiscutable que la question même de la religion soit souverainement appréciée par les États sur leurs territoires ; or, cette nomination suggère implicitement qu'Ankara entend contrôler et diriger

les musulmans de pays dont la politique n'est pas influencée par l'islam.

La religion est également un élément clé des mouvements et confréries turcs présents dans le Caucase, dont l'objectif affiché est pourtant bien différent. Ainsi, le réseau éducatif güleniste est marqué par un islam se réclamant progressiste et kémaliste, alors que le kémalisme a promu une République de Turquie laïque au sein même de sa Constitution ; toutefois, si « les autorités spirituelles »¹²⁰ des États caucasiens semblent avoir « une bonne perception » de ces travaux éducatifs, d'autres en-dehors du Caucase s'en sont suffisamment méfiées pour les refuser, notamment l'Ouzbékistan.

Il convient enfin de souligner la construction intensive de mosquées dans le Caucase, lesquelles sont financées par la *Diyanet*, qui assure également des cours de théologie. Dans le même temps, les étudiants musulmans caucasiens bénéficient de bourses et de programmes d'échanges pour aller étudier en Turquie et devenir des imams à leur retour au pays, mais sur le modèle turc.

Les flux migratoires ont également apporté un poids politique à la Turquie : l'installation de ressortissants turcs dans le Caucase et la réussite des missionnaires dans leur *coranisation* accroissent l'influence d'Ankara dans sa sphère régionale. La diaspora turque a largement participé à l'expansion de l'islam dans le Caucase et sert de pilier à Ankara dans ses rapports de force avec ses voisins caucasiens, à l'instar de ses rapports de force avec la France et surtout l'Allemagne en Europe.

¹¹⁸ Report New Agency, 31 mars 2021, <https://report.az/en/>.

¹¹⁹ BALCI. Bayram, et DE TAPIA. Stéphane, « Mouvements migratoires entre la Turquie et les Républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale : les impacts religieux », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26 - n°3 | 2010, mis en ligne le 1^{er} décembre 2013. Disponible en ligne sur : <http://journals.openedition.org/remi/5225>.

¹²⁰ BALCI. Bayram, « La Turquie en Asie centrale : acteur privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 21 - 2014/1, pp. 9-31.

Une Turquie incontournable mais pas indétrônable dans le bassin caucasien

Si la langue et la religion sont indubitablement des outils des plus utiles à la conquête de puissance d'Ankara dans le bassin caucasien, les différents pays ne sont pas dupes ni des ambitions de leur encombrant voisin ni de ses faiblesses. Les différentes crises politiques agitant la Turquie (tentative de coup d'État en 2016, islamisation de la société, crise des missiles S-400 russes, veto d'Ankara à l'intégration de la Suède à l'OTAN, crise monétaire et financière) relativisent la capacité

turque à s'imposer à terme comme la puissance dominante dans le Caucase.

Par ailleurs, l'opposition frontale entre la Russie et les pays occidentaux peut conduire, à terme, à la réorientation des relations internationales de la première avec le Caucase et l'Asie par des investissements massifs auxquels les différents États se montreront sensibles. Dans le même temps, la Turquie ne peut ignorer la rivalité stratégique savamment entretenue avec l'Iran tant dans la représentation du monde musulman que dans les relations avec l'Occident.

LA FORMATION DE L'ARMÉE TCHÉTCHÈNE EN UKRAINE : UNIR LES FORCES POUR L'INDÉPENDANCE DE LA TCHÉTCHÉNIE

Zelikha TSORMAIEVA

Doctorante au Centre d'études internationales et européennes (CEIE), Université de Strasbourg.

L'évolution géopolitique de la Tchétchénie a été ponctuée par des moments décisifs, mais l'un des chapitres les plus marquants de son histoire contemporaine se dessine actuellement à travers la formation de l'armée tchétchène en Ukraine, une initiative portée par Akhmed Zakayev, le Premier ministre du gouvernement de la république tchétchène d'Ichkerie (Rtchi) en exil. Cette entreprise stratégique ne se limite pas à la création d'une force militaire, mais incarne également le renouveau de l'espoir pour l'indépendance de la Tchétchénie. En remettant en question les erreurs du passé et en envisageant les conséquences potentielles pour la région du Caucase du nord, la formation de l'armée tchétchène en Ukraine se révèle être une étape cruciale dans la quête de reconnaissance internationale pour la Tchétchénie.

Les erreurs du passé

L'histoire récente de la lutte pour l'indépendance tchétchène a été marquée par des schismes internes et des dissensions qui ont, de manière récurrente, compromis l'efficacité du mouvement. Une illustration manifeste de cette dynamique s'est déployée durant la présidence d'Aslan Maskhadov. En janvier 1997, à la suite de la première guerre tchétchène, les commandants militaires ont estimé qu'organiser des élections présidentielles constituait une démarche judicieuse pour établir une autorité dirigeante au sein de la république nouvellement constituée. Cette initiative a toutefois promptement révélé des clivages profondément enracinés au cœur de l'arène politique tchétchène. Dans une manifestation saisissante de rivalités et d'aspirations individuelles, tous les chefs de guerre ont opté pour la candidature présidentielle, jetant ainsi les bases d'une compétition acharnée pour le pouvoir.

Lorsque le peuple tchétchène s'est prononcé par le biais des urnes, le 27 janvier 1997, le choix en faveur d'Aslan Maskhadov s'est affirmé de manière manifeste. Maskhadov, perçu comme l'un des chefs de guerre les plus modérés, a obtenu une victoire écrasante, jouissant d'une majorité éloquente de suffrages mais dès les premiers jours de sa présidence, il a dû composer avec des dissensions politiques et des luttes intestines pour l'exercice du pouvoir. Cette période succédant aux élections s'est caractérisée par une augmentation constante des tensions et le développement d'une forme d'instabilité à travers la Tchétchénie.

Malgré le triomphe électoral de Maskhadov, les forces rebelles ont persisté dans leurs actions de guérilla, contestant l'autorité du nouveau gouvernement tchétchène. L'émergence de factions rebelles armées a exacerbé les fractures préexistantes et enflammé les conflits internes, attisant ainsi les troubles au sein de la région. Plus particulièrement, la détérioration de la situation sécuritaire a entravé les efforts de reconstruction et de stabilisation de la Tchétchénie, plongeant la région dans un cycle de déséquilibre et d'insécurité persistante. Cette fragmentation interne s'est érigée en un obstacle majeur entravant la recherche de l'indépendance tchétchène à un moment clé de son histoire.

La nécessité d'unité : une initiative aux objectifs multiples

Actuellement, les indépendantistes tchétchènes s'affirment avec une nouvelle détermination sur plusieurs fronts. Le gouvernement de la Rtchi, sous la direction du Premier ministre Akhmad Zakayev, est pleinement engagé dans une entreprise d'envergure : l'initiative qu'il a entreprise vise, en

effet, une unité au sein du peuple tchéchène. En mai 2023, ce gouvernement a établi son siège à Kiev, en Ukraine, et s'attèle à mettre en place les structures institutionnelles, notamment celles de nature militaire. Les contours du gouvernement tchéchène en exil se dessinent au fur et à mesure de l'établissement progressif de toutes les entités étatiques nécessaires. Parmi ces avancées marquantes, la création de l'armée tchéchène indépendantiste, actuellement déployée en Ukraine pour combattre les russes, revêt une importance capitale. Cette démarche ambitieuse est en grande partie le fruit des efforts d'Akhmed Zakayev, visant à ériger une force unie et cohérente au sein du mouvement indépendantiste. L'objectif central était d'éviter toute fragmentation en factions distinctes, chacune agissant sous sa propre autorité, en ralliant ces divers bataillons sous une seule et même bannière.

Depuis 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée et du Donbass par la Fédération de Russie, plusieurs bataillons tchéchènes ont été déployés en Ukraine. Parmi eux les bataillons de cheikh Mansur, de Djokhar Douaïev et de Khamzat Guelaïev, composés d'anciens combattants tchéchènes, vétérans de deux dernières guerres russo-tchéchènes. Avec le déclenchement des hostilités en février 2022, d'autres bataillons comme Obon et Borz ont vu le jour, réunissant à la fois des anciens combattants et une jeune génération principalement issue de la diaspora tchéchène en Europe. Tous partagent une détermination de s'opposer au régime du Kremlin.

En réunissant les diverses forces tchéchènes au sein d'une armée unifiée, le gouvernement de Zakayev vise à prévenir la dispersion des ressources, le déclin de leur influence et les rivalités internes qui, par le passé, ont entravé les tentatives d'indépendance. Cette volonté de créer une unité tchéchène en Ukraine témoigne d'une détermination farouche à rectifier les erreurs passées et à ériger un front uni en vue de réaliser l'indépendance tant désirée.

Il convient de remarquer une réalisation notable qui se profile ici, offrant la perspective inédite de rassembler l'intégralité des factions de la résistance tchéchène, qu'elles affichent des positions modérées ou plus radicales. Un exemple illustratif met en évidence Fathi, le fils de l'ancien commandant d'un groupe, Arbi Baraïev, considéré à l'époque comme wahhabite et en opposition au gouvernement de Maskhadov. Aujourd'hui, Fathi fait partie de l'Obon, une unité formée sous la direction d'Akhmad Zakayev. Le commandement de cette unité est confié à Roustam Agiev, alias Abdoul-Hakim Shishani, dès son arrivée en Ukraine le 10 octobre 2022 après avoir été à la tête d'un groupe indépendant d'Ajnad al-Kavkaz en Syrie. Le 15 octobre 2022, Agiev, désigné par Zakayev en tant que vice-commandant en chef par intérim des forces armées de la république tchéchène d'Ichkerie, s'est vu octroyer le grade de colonel. Ces décisions ont hissé Agiev au sommet des forces armées de la république tchéchène d'Ichkerie au sein des contingents militaires ukrainiens. Depuis le 24 octobre 2022, Roustam Agiev exerce également les fonctions de vice-ministre de la défense et de chef du service de renseignement militaire de la Rtchi.

L'émergence de l'armée et les répercussions régionales

Au sein de cette initiative audacieuse, se profile la formation d'une armée tchéchène indépendantiste en Ukraine, muée par un objectif très clair : la reconquête de leur terre natale en vue d'acquérir l'indépendance ardemment convoitée de la Tchétchénie, perçue par les indépendantistes comme étant assujettie à l'occupation russe. Cette entreprise ambitieuse résonne au-delà des frontières tchéchènes, engendrant un impact qui transcende les limites géographiques grâce aux opérations menées par l'armée tchéchène indépendantiste.

Cette dynamique a atteint son paroxysme avec l'incursion entreprise par le service du renseignement militaire de la Rtchi, sous la supervision personnelle de Roustam Agiev, sur le territoire frontalier russe de Belgorod, se concluant par la neutralisation d'un convoi militaire russe. Il est

à noter que la région de Belgorod, en raison de son impératif stratégique au sein des forces russes, auparavant soumise au contrôle du groupe Wagner, a été confiée à l'unité d'Akhmat Zapad, placée sous les ordres directs de Ramzan Kadyrov, le dirigeant tchétchène pro-russe controversé, à la suite du retrait de ces dernières en juin 2023, consécutif à une mutinerie orchestrée par leur leader, Prigogine. Cette opération pourrait être perçue comme une réplique de l'opération de « tchétchéenisation » du conflit, conçue par le Kremlin afin d'opposer les deux camps tchétchènes, les hommes de Kadyrov et les indépendantistes, en vue de l'élimination de ces derniers. Dans cette configuration, néanmoins, ce sont les indépendantistes qui ont pris l'initiative d'attaquer les forces russes sur leur propre territoire, représentées par l'unité tchétchène pro-russe. Cette inversion des rôles habituels met en lumière la complexité des enjeux géopolitiques à l'œuvre dans cette région.

Indubitablement, l'implication de l'armée tchétchène indépendantiste introduit un élément inattendu à la dynamique régionale. Bien que cette attaque ait revêtu une envergure limitée, elle s'inscrit dans le cadre plus vaste de la contre-offensive ukrainienne, constituant l'une des nombreuses opérations menées par le groupe de Roustam Agiev. Cette conjoncture reflète la montée en puissance de l'engagement de l'armée tchétchène indépendantiste dans la réalité opérationnelle de la région, tout en mettant en exergue les enjeux complexes qui sous-tendent cette quête pour l'indépendance tchétchène, dont les retombées géopolitiques dépassent largement les frontières de la Tchétchénie.

Le déploiement de l'armée tchétchène ne saurait être réduit à un simple épiphénomène, particulièrement lorsqu'on l'insère dans le contexte plus large du Caucase du nord, une région où la Tchétchénie occupe une place prépondérante. Il est essentiel de noter que toute instabilité en Tchétchénie pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble de la région.

Il convient également de souligner que les peuples du Caucase septentrional ont déjà enduré d'indicibles souffrances infligées par le régime du Kremlin par le passé, principalement en raison de leurs aspirations à l'indépendance. La résurgence des indépendantistes tchétchènes en Ukraine et en Europe renforce leur détermination à concrétiser leur quête d'autodétermination. Cette détermination se manifeste notamment par leur participation active à des conférences internationales, où ils revendiquent leur autonomie, acquise en 1917 avec la création de la république de Gorskaya, dont le 105^e anniversaire a été commémoré lors d'une conférence internationale tenue en mai 2023. Cette dynamique témoigne de la manière dont les aspirations à l'indépendance et à l'autodétermination peuvent transcender les frontières nationales et servir d'inspiration à d'autres peuples qui luttent pour leur liberté.

Conclusion

Dans leur quête de souveraineté, les indépendantistes tchétchènes se trouvent actuellement engagés dans la constitution de l'armée tchétchène en Ukraine, motivés par la volonté de ne pas répéter les erreurs du passé. Cette démarche poursuit avant tout l'objectif d'établir une unité plus robuste et de préserver la cohésion au sein du mouvement indépendantiste. Concomitamment, elle vise à rétablir la crédibilité de la cause indépendantiste et à renforcer sa position sur la scène internationale.

Cependant, la création de l'armée tchétchène en Ukraine met en lumière une entreprise complexe, où le désir d'unification au sein du mouvement indépendantiste se conjugue avec la profonde aspiration à reconquérir leur terre natale. Ainsi, l'établissement de l'armée tchétchène revêt simultanément la dimension d'une stratégie de consolidation interne et d'un appel à la souveraineté nationale.

L' « ISLAM RÉSISTANT » DU NORD-CAUCASE : LE CAS TCHÉTCHÈNE

Magomed BELTOUEV

Responsable du département Eurasie de l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega).

Page | 56

La question de l'apparition et de l'établissement de l'islam en Tchétchénie n'est pas abondamment traitée dans les ouvrages scientifiques consacrés au Caucase du Nord. L'origine de l'actuelle religion majoritaire des Tchétchènes (95 % de Musulmans en Tchétchénie en 2010, d'après les sondages de *Caucasus Times*¹²¹) n'est généralement considérée qu'en tant qu'information secondaire, voire anecdotique, dans un champ de recherche dominé par l'étude du conflit russo-tchétchène de la fin du XXe siècle. Il est pourtant essentiel de comprendre comment l'islam s'est propagé en Tchétchénie, sur quelles bases et dans quelles circonstances, pour saisir le sens de sa mobilisation politique à l'époque contemporaine.

Les historiens s'accordent généralement sur le fait que l'islam est apparu très tôt au Caucase, dès la seconde moitié du VIIe siècle par l'intermédiaire du califat Omeyyade, particulièrement au sud de l'actuel Daghestan, mais ne s'est définitivement implanté en Tchétchénie qu'entre les XVIe et XIXe siècles. C'est ce que confirment Joanna Swirszcz¹²², Galina Yemelianova¹²³ et Kevin Whitmeyer¹²⁴ dans leurs ouvrages respectifs. Cependant, comme l'explique Amjad Jaimoukha, certaines traces archéologiques, notamment sépulcrales, indiquent la présence de la religion musulmane en Tchétchénie entre les VIIIe et XIe siècles¹²⁵. Manifestement, jusqu'au XVIIIe siècle, les conversions se sont faites par poussées successives à l'échelle des individus et des clans,

aidées par des missionnaires itinérants, tant tchétchènes qu'issus des peuples voisins (Kabardes à l'ouest et Koumyks à l'est par exemple), et non à l'échelle du peuple tout entier, qui restait attaché aux anciennes croyances et traditions héritées, notamment, des civilisations hurro-urartéennes¹²⁶.

L'adoption pérenne de l'islam par l'écrasante majorité des Tchétchènes, aux XVIIIe et XIXe siècles, coïncide avec les incursions russes dans le cadre de la guerre russo-persane de 1722-1723 (première rencontre militaire entre les Tchétchènes et les Russes, qui ont été repoussés), et surtout de l'invasion du Caucase par l'Empire, dès 1780. Kevin Whitmeyer affirme que c'est à cette période que « l'identité musulmane des Tchétchènes et de la plupart des Caucasiens du Nord s'est enracinée de manière permanente dans leur mode de vie »¹²⁷. Selon lui, les chefs religieux tchétchènes ont su représenter des modèles de comportement face aux exactions des envahisseurs russes : « Dans ce vide d'autorité légitimée, les chefs religieux tchétchènes ont insisté sur une orthodoxie stricte et ont offert un net contraste avec le comportement inique de l'élite russe dominante »¹²⁸. Joanna Swirszcz insiste sur la prise de conscience, au sein d'une société tchétchène sans autorité centralisée, de la nécessité d'une rationalisation politique pour lutter face à l'Empire russe :

¹²¹ Islam Tekushev, « Un haut niveau d'intolérance religieuse observé en Tchétchénie » (en Russe), *Caucasus Times*, 16 mai 2010.

¹²² Joanna Swirszcz, « The Role of Islam in Chechen National Identity », *Nationalities Papers: The Journal of Nationalism and Ethnicity*, 37/1, 2009, pp. 59-88.

¹²³ Galina Yemelianova, « Islam, nationalism and state in the Muslim Caucasus », *Caucasus Survey*, 1/2, 2014, pp. 3-23.

¹²⁴ Kevin Whitmeyer, « Religious outbidding in Chechnya », *Caucasus Survey*, 3/1, 2015, pp. 25-40.

¹²⁵ Amjad Jaimoukha, *The Chechens : A Handbook*, Abingdon, RoutledgeCurzon, 2005, p. 123.

¹²⁶ Cf. Mariel Tsaroeva, *Racines mésopotamiennes et anatoliennes des Ingouches et Tchétchènes*, Riveneuve, 2008.

¹²⁷ Kevin Whitmeyer, *op. cit.*, p. 28.

¹²⁸ *Ibid.*

Until the times of Russian conquest, there was no centralized political organization. This decentralization of military power proved to be lacking when dealing with such a massive empire. It became necessary for Chechens to develop a bureaucratic system and a standing army. It became imperative to find a course of unification against the enemy. This course was discovered to be through Islam, specifically the Sufi brotherhoods.¹²⁹

L'islam a donc offert aux Tchétchènes et à une majorité des peuples ciscaucasiens un modèle de structuration politique et un motif d'unification face à ennemi commun. Selon Robert W. Schaefer, c'est également au contact des troupes impériales que les Tchétchènes ont radicalisé leur rapport à l'islam et c'est donc de la fin du XVIII^e siècle qu'il faut dater le « fondamentalisme islamique » de la région :

What everyone does agree on, however, is that something new started after Vladikavkaz was built. From this point forward every Chechen insurgency movement (rebellion/insurrection) would be fueled, at least in part, by the ideology of conservative and fundamentalist Islam, and was accompanied by a call for a more stringent interpretation of Islamic Sacred Texts and law. Moreover, just as the actions of Catherine the Great and later, General Aleksei Yermolov, helped to bring about the rise of Islamic fundamentalism in the region, we'll see that the "fundamentalism" of the current conflict is simply part of a pattern that was started in 1780.¹³⁰

La superposition de ces deux dynamiques, à savoir la nécessité d'une restructuration politico-militaire face à un adversaire imposant, ainsi que l'intransigeance et la brutalité de cet adversaire, met en évidence le lien intime, dans l'histoire et la culture

tchétchènes, entre la religion et la résistance. C'est ce que confirme Moshe Gammer dans son article « Between Mecca and Moscow », quand il explique que « la résistance à la conquête et à la domination russes, à la fois tsaristes et bolchéviques, a été menée sous la bannière de l'islam et la direction des confréries soufies »¹³¹. Robert W. Schaefer complète ce cycle en y ajoutant le conflit russo-tchétchène moderne, dernière récurrence d'un « modèle » de radicalisation mutuelle, qui pousse les Tchétchènes à adopter l'islam comme l'un des outils principaux de leur opposition aux Russes.

Il est certain, par ailleurs, que la réalité des purges stalinienne, qui ne visaient pas seulement à éradiquer le peuple mais également à effacer sa culture et son histoire, fait partie intégrante de l'identité tchétchène. Dans *Chechnya at War and Beyond*, Aude Merlin relève par exemple la centralité des déportations de 1944 dans la stratégie identitaire de Djokhar Douaïev, la création d'un mémorial en 1992, peu après la déclaration d'indépendance, permettant de refléter « la réalité fondatrice d'une mémoire collective »¹³². Cette mémoire collective n'est pas seulement celle du génocide (reconnu comme tel par le Parlement européen le 26 février 2004), mais de toute l'oppression ethnique, culturelle et religieuse de la période soviétique, dont il est le point culminant. Comme l'explique Kevin Whitmeyer, l'URSS a fait de l'islam une pratique souterraine et a réussi à minimiser l'activité intellectuelle religieuse, en coupant notamment tout contact avec les Musulmans et les centres d'enseignement islamique étrangers¹³³. Galina Yemelianova a dressé le portrait de cette répression religieuse, qui visait à « détacher les Musulmans caucasiens de leur héritage islamique », dans toute son étendue :

The anti-Islamic assault reached its peak in the 1930s and was more or less synchronised with

¹²⁹ Joanna Swirszcz, *op. cit.*, p. 61.

¹³⁰ Robert W. Schaefer, *The Insurgency in Chechnya and the North Caucasus : From Gazavat to Jihad*, Santa Barbara, Praeger Security International, 2010, p. 56.

¹³¹ Moshe Gammer, « Between Mecca and Moscow: Islam, Politics and Political Islam in Chechnya and

Daghestan », *Middle Eastern Studies*, 41/6, 2005, p. 833.

¹³² Anne Le Huérou, Aude Merlin, Amandine Regamey et Elisabeth Sieca-Kozłowski (Eds.), *Chechnya at War and Beyond*, Abingdon, Routledge, 2014, p. 74.

¹³³ Kevin Whitmeyer, *op. cit.*, p. 28.

the nation-wide campaign of political repression known as the 'Great Terror.' During that period most mosques, schools and other Islam-related institutions were destroyed, closed, or became re-utilised for storage and other mundane purposes. Hundreds of imams, ulama, mujtahids (Shi'a scholars), Sufi shaykhs and other Islamic leaders were executed, imprisoned, sent to gulags or were forced to flee the country.¹³⁴

Tous ces éléments permettent de comprendre à la fois l'ancrage de l'islam dans la population tchéchène et sa résurgence en tant que motif de mobilisation politique dans le cadre des guerres de 1994 et 1999. La présence ancienne de cette religion dans la région du Caucase du Nord, en particulier par l'importance des centres d'enseignement traditionnel du Daghestan, est à corréliser avec sa résilience face à la domination russe. Galina Yemelianova insiste notamment sur le maintien de la maîtrise de la langue arabe, qu'elle présente comme l'un des facteurs de la « ré-islamisation » après la chute de l'URSS :

It is significant that even despite two centuries of Russian and Soviet domination the Dagestani ulama, Sufi shaykhs and even rank-and-file Islamic 'clergy' have maintained their proficiency in Arabic. [...] It could also be argued that the historical retention of Arabic among the Islamic 'clergy' of the north-eastern Caucasus was a facilitating factor in the region's higher level of re-Islamisation and susceptibility to foreign Arabic Islamic influences after the end of Communism.¹³⁵

Moshe Gammer confirme le fait que « La Tchétchénie et le Daghestan sont restés parmi les régions les plus "islamiques" de l'URSS, malgré 70 ans de campagnes antireligieuses soviétiques (on pourrait même suggérer que dans une certaine

mesure c'est à cause d'elles). »¹³⁶ Parmi les raisons évoquées, « le fait que, à partir du XI^e siècle, au moins jusqu'aux années 1920, le Daghestan fut un centre important de l'érudition musulmane traditionnelle », mais également « le fort caractère soufi de l'islam dans ces deux républiques »¹³⁷. S'il est vrai que la propagation de la religion musulmane aux Daghestanais et aux Tchétchènes n'a pas été la même, dans la mesure où ils constituent des peuples distincts, il faut cependant se garder de voir une quelconque étanchéité culturelle entre ces voisins ciscaucasiens. Dans « Radical Islamism, Traditional Islam and Ethno-Nationalism in the Northern Caucasus », Chen Gram et Moshe Gammer confirment que le Daghestan a été à la fois l'un des centres « les plus anciens et les plus développés » du savoir islamique dans le monde et le « phare de l'érudition islamique pour le Nord-Caucase », y compris pour la Tchétchénie, jusqu'à la période soviétique¹³⁸.

Pour dresser le portrait-type de l'islam tchéchène, il faut associer ce facteur de l'ancienneté à celui du caractère structurant de la résistance à l'Empire russe, à l'Union soviétique, et à la Fédération de Russie. Incontestablement, les conflits qui ont opposé les Tchétchènes et la plupart des Nord-Caucasiens à la Russie, sous différentes formes, ont modelé leur approche de l'islam. Kevin Whitmeyer affirme ainsi que la guerre du Caucase au XIX^e siècle et la domination soviétique du XX^e siècle ont « grandement contribué à la spécificité de l'islam tchéchène et nord-caucasien »¹³⁹. Elise Giuliano rappelle par ailleurs que « la plupart des spécialistes occidentaux et russes s'accordent sur le fait que l'islam radical en Tchétchénie est le produit de la guerre plutôt que sa cause »¹⁴⁰. Dmitri V. Trenin, Aleksei V. Malashenko et Anatol Lieven confirment cette idée en expliquant que « De la guerre du Caucase au XIX^e siècle à la résistance anti-

¹³⁴ Galina Yemelianova, *op. cit.*, p. 5.

¹³⁵ Galina Yemelianova, *op. cit.*, p. 2.

¹³⁶ Moshe Gammer, *op. cit.*, p. 833.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Chen Gram et Moshe Gammer, « Radical Islamism, Traditional Islam and Ethno-Nationalism

in the Northern Caucasus », *Middle Eastern Studies*, 49/2, 2013, p. 299.

¹³⁹ Kevin Whitmeyer, *op. cit.*, p. 29.

¹⁴⁰ Elise Giuliano, « Islamic Identity and Political Mobilization in Russia : Chechnya and Dagestan Compared », *Nationalism and Ethnic Politics*, 11/2, 2005, p. 210.

bolchévique des années 1920 et 1930, et jusqu'au conflit actuel, les Tchétchènes expriment également leur résistance en termes de *djihad* »¹⁴¹. Les guerres post-soviétiques ne sont pas une exception, et le journaliste James Walsh a suggéré, à l'issue de la guerre de 1994-1996, que « quelle que soit la forme finale qu'il prendra, le réveil de l'islam en Russie est modelé par le marteau et le feu que Moscou a abattus sur la Tchétchénie dissidente. »¹⁴² Selon Anatol Lieven, la résurgence de l'islam politique en Tchétchénie dans les années 1990 est due, essentiellement, au lien intrinsèque entre l'islam et la lutte contre les Russes : « L'islam est considéré, même par les Tchétchènes irréligieux, comme faisant partie intégrante de la tradition nationale et des luttes passées de la nation contre la domination russe. »¹⁴³

L'islam tchétchène est « résistant » dans la mesure où il s'est forgé, à travers les siècles, par la confrontation avec un adversaire qui a cherché à l'éradiquer ou à le juguler, par la force ou la manipulation. Les périodes tsariste, soviétique et fédérale sont autant de couches qui ont fait de l'islam tchétchène et Nord-Caucasien ce qu'il est aujourd'hui. Mais ces couches se reposent sur une base ancienne, quoique complexe, ambiguë et méconnue, qu'il est important de prendre en compte pour une compréhension complète de l'islam politique dans la région.

¹⁴¹ Dmitri V. Trenin, Aleksei V. Malashenko et Anatol Lieven, *Russia's Restless Frontier : The Chechnya Factor in Post-Soviet Russia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2004, p. 76.

¹⁴² *Time*, 19 février 1996, p. 22. Cité par John Russell, *Chechnya : Russia's « War on Terror »*, Abingdon, Routledge, 2007, p. 77.

¹⁴³ Anatol Lieven, *Chechnya : Tombstone of Russian Power*, New Haven, Yale University Press, 1998, p. 357.



Le Caucase du Nord : la souveraineté russe remise en question

I. Un morcellement unique de peuples et de cultures

Principales minorités ethnolinguistiques du Nord-Caucase* :

Dargins	Kabardes	Balkars	Karatchaïs
Avars	Lezghines	Ossètes	Tchéchènes
Koumyks	Ingouches	Adyghéens	

Religions :

Kalmouks bouddhistes lamaïstes
Islam majoritaire : principalement sunnite (chaféiste et hanafiste) mais aussi chiite (imamiste)

Le reste de la population est principalement
orthodoxe (russe, géorgien, grec et
arménien) et on compte également des
minorités juives et yézidiennes

II. Des montagnes difficiles de contrôle pour Moscou

Glaciers (données 2017)	Mont Elbrouz 5 642 mètres	Bases et présences militaires russes extérieures	Territoires géorgiens de facto indépendants
----------------------------	------------------------------	---	--

ⓧ Républiques autonomes de la Fédération de Russie qui
profitent d'une large autonomie en échange de leur loyauté
envers Moscou : 1. Adyguéie ; 2. Karachaiëvo-Tcherkessie ;
3. Kabardino-Balkarie ; 4. Ossétie du Nord ; 5. Ingouchie ;
6. Tchéchénie ; 7. Daguestan ; 8. Kalmoukie

ⓧ Interventions militaires, aides financières et reconnaissance
diplomatique russes qui ont permis l'indépendance de
(A.) l'Abkhazie en 1992-1993 et (B.) l'Ossétie du Sud en 2008
||| Limite nord de l'Émirat revendiqué par les djihadistes russes

*N.B. : on compte une quarantaine de communautés ethno-linguistiques dans le Caucase,
les zones de peuplement varient selon les déplacements de population et sont souvent mixtes.



Institut
EGA

JE M'ABONNE EN
CLIQUANT ICI

www.institut-ega.org